
Étude des crédits 2012–2013

Demandes de renseignements **particuliers** de
l'opposition officielle adressées à la Ministre
de l'Emploi et de la Solidarité sociale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
Emploi	
1.	Indiquez la somme dépensée en 2011-2012 (et prévisions pour 2012-2013) par votre ministère/organisme pour l'information et les technologies de l'information. Précisez s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ)
2.	Pour le Programme de soutien aux travailleurs âgés de l'industrie forestière victimes de licenciement (PSTA), préciser : a) dépenses totales pour 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013 par région; b) budget disponible pour l'année en cours; c) nombre de personnes admissibles et non admissibles à ce jour par région et par secteur d'activité; d) budget consacré par région forestière; e) taux de réintégration en emploi des personnes admissibles; f) moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme par région.
3.	État de situation détaillé au sujet des programmes suivants : a) initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA); b) mesure favorisant la retraite anticipée des travailleurs plus âgés; c) mesure de formation de la main-d'œuvre (volet individus).
4.	Pour le Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement dans les régions-ressources, préciser : a) dépenses totales pour 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013 par région; b) budget disponible pour l'année en cours; c) nombre de personnes admissibles à ce jour par région et par secteur d'activité; d) budget consacré par région-ressource; e) taux de réintégration en emploi des personnes admissibles; f) moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme par région et par secteur d'activité.
5.	Pour le Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement, hors des régions ressources, des secteurs du textile et du vêtement, préciser : a) dépenses totales pour 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013 par région; b) budget disponible pour l'année en cours; c) nombre de personnes admissibles à ce jour par région.
6.	Emploi-Québec : a) cibles et résultats des interventions d'Emploi-Québec sur le terrain en 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 (et/ou dernière année disponible) et prévisions pour 2012-2013 au national et pour chacune des régions; b) détails des effectifs occasionnels et réguliers en 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013; c) part du Fonds du développement du marché du travail (FDMT) financée par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral au cours des cinq dernières années; d) état des listes d'attente pour participer aux mesures d'Emploi-Québec par mois depuis avril 2005.
7.	Stratégie d'intervention à l'intention des travailleurs de 45 ans et plus : a) budget consenti à la mise en œuvre de la stratégie pour 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013; b) ventilation de ces budgets par axe d'intervention; c) nombre d'entreprises participantes; d) nombre de participant-e-s par tranche d'âge et par région;

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
	e) durée moyenne de la participation; f) nombre de participant-e-s qui réussissent à retrouver un emploi durable; g) taux de réussite.
8.	Le nombre et le pourcentage de requérants à l'assistance-emploi qui ne sont pas référés à Emploi-Québec.
9.	Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du Ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
10.	Le nombre et le pourcentage de requérants à l'assistance-emploi qui sont référés à Emploi-Québec en 24 heures.
11.	Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les établissements d'enseignement collégial en 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013, ventilées par année et par commission scolaire. Nombre de personnes ayant suivi ces cours.
12.	Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les commissions scolaires en 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013, ventilées par année et par commission scolaire. Nombre de personnes ayant suivi ces cours.
13.	Nombre et effectifs de chacun des centres locaux d'emploi par région, par famille d'emploi et par classe d'emploi pour les années 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013.
14.	Pour les années 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013, montant dépensé visant l'intégration des immigrants et pris en compte par l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains.
15.	État de situation sur le programme Pacte pour l'emploi et prévisions de personnes visées par le Pacte pour l'emploi Plus.
16.	Sommes obtenues et état d'avancement des travaux visant le financement par le gouvernement du Pacte pour l'emploi et du Pacte pour l'emploi Plus.
17.	Sommes obtenues visant le financement par le gouvernement fédéral du Pacte pour l'emploi et du Pacte pour l'emploi Plus.
18.	Liste des consultations menées par le Ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013 : a) l'objet des consultations; b) le moyen utilisé; c) les dates de rencontres; d) les communautés et les personnes consultées; e) les résultats des consultations; f) les montants afférents.
19.	État de situation au sujet du comité interministériel sur les centres de travail adapté.
Sécurité du revenu	
20.	Économies réalisées par le MSSS par la réduction des prestations aux prestataires qui doivent retirer leur rente de retraite en 2009-2010,

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
	2010-2011, 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013.
21.	Prévisions des coûts supplémentaires de prestations aux prestataires si le gouvernement fédéral devait repousser de 65 à 67 ans l'âge d'admissibilité à pension de la Sécurité de la vieillesse.
22.	Effectifs selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi en 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013.
23.	État de situation détaillé de la mise en œuvre du projet de loi 57 et des diverses mesures découlant du projet de loi et leurs incidences financières.
24.	Le nombre et le pourcentage de personnes qui sont touchées par les modifications réglementaires à la sécurité du revenu.
25.	Effectifs selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi en 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013.
26.	Nombre de prestataires à la sécurité du revenu mensuellement de 2009 à 2012 (aide de dernier recours et de solidarité sociale) et prévisions du nombre de prestataires pour 2012-2013.
27.	Coût de l'indexation des prestations de l'assistance-emploi pour 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013.
28.	État de la situation du Programme de l'assistance-emploi en 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013 concernant : a) répartition des prestataires avec contraintes sévères à l'emploi, selon les diagnostics de nature invalidante pour incapacité supérieure ou égale à douze mois; b) évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscription à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune de ces étapes; c) répartition des ménages selon le mode de logement (propriétaires, locataires, chambreurs, en logements subventionnés : HLM, coopérative d'habitation), en indiquant la catégorie de ménage; d) nombre d'enfants (moins de 18 ans) vivant au sein d'un ménage prestataire du programme d'assistance-emploi, selon qu'ils fréquentent l'école primaire, l'école secondaire, le cégep, l'université ou qu'ils ne fréquentent pas l'école; e) nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une; f) économies que ces contributions parentales représentent pour le régime de sécurité du revenu; g) nombre de dossiers en subrogation qui attendent d'être traités par le ministre et évaluation des coûts des paiements rétroactifs qui devront être versés aux prestataires ou aux parents des prestataires, en raison de la contribution parentale; h) nombre de familles monoparentales avec des enfants de moins de 12 ans qui reçoivent une pension alimentaire; i) économies que ces pensions alimentaires représentent pour le régime de sécurité du revenu; j) nombre d'enfants handicapés vivant au sein d'un ménage bénéficiaire de la sécurité du revenu; k) évolution mensuelle de la répartition des adultes non disponibles selon les critères suivants : i. état de santé; ii. état de grossesse;

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
	iii. garde d'enfants d'âge préscolaire ou la garde d'enfants handicapés; iv. critère de 55 ans; v. partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants; vi. attente de traitement d'une demande d'admission au Programme de soutien financier. l) nombre de ménages déclarant des revenus, selon les catégories de barème et le revenu moyen déclaré; m) nombre de ménages déclarant des biens, selon le genre de biens et la valeur moyenne des biens déclarés; n) nombre de ménages qui ont reçu des prestations en trop, en indiquant le montant moyen du trop-perçu et la raison de celui-ci, y compris l'erreur administrative et l'aide conditionnelle; o) nombre de révisions et d'appels selon le motif et la décision; p) nombre de personnes qui ont demandé de l'aide en raison d'un dénuement total, en spécifiant le motif de la demande, le montant moyen de l'aide accordée et le motif de la décision; q) nombre de personnes qui ont bénéficié d'une aide complémentaire à l'assurance-emploi; r) ventilation détaillée des impacts pour le Québec des bonifications annoncées à l'assurance-emploi sur le Régime de sécurité du revenu; s) liste et coûts des besoins spéciaux, y compris l'assurance médicaments, pour 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013; t) nombre de prestataires référés aux mesures actives d'Emploi-Québec ainsi que le délai de référence; u) nombre de prestataires admissibles à une rente d'invalidité de la Régie des rentes du Québec et l'économie générée en 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013; v) nombre de prestataires admissibles à une rente de préretraite et l'économie générée en 2010-2011, 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013; w) bilan du budget et des dépenses pour le programme de l'allocation-logement et nombre de ménages qui en ont bénéficié pour l'année 2010-2011, 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013.
29.	Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi pour 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013.
30.	Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, mais dont la demande a été refusée pour 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012.
31.	Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, mais dont la demande a été refusée et dont la personne a gagné en appel pour 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012.
32.	Ventilation détaillée des montants accordés par le programme Prime au travail par région pour les groupes suivants pour 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013 : a) personne vivant seule; b) couple; c) famille monoparentale; d) famille biparentale; e) définition du concept « revenu d'emploi » pour le programme; f) définition du concept « lien d'emploi » pour le programme.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
33.	Bilan du plan d'action éducation, emploi et productivité et ventilation des sommes accordées depuis 2008.
34.	Bilan du plan d'action en matière d'éducation des adultes et de formation continue. Sommes y étant consacrées depuis 2002, par mesure. Pour chaque indicateur, ventilation des données depuis 2002.

Régime québécois d'assurance parentale

- 35. Copie des études, notes, rapport, états de situation, analyses, concernant la situation financière du Fonds d'assurance parentale ainsi que des divers scénarios visant à combler son déficit.
- 36. Nombre de personnes admissibles au régime d'assurance parentale du Québec en 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013.
- 37. État des négociations ainsi que tous documents, notes, rapports, états de situation concernant la somme réclamée de 347 M\$ par le gouvernement fédéral dans le cadre de l'entente sur les congés parentaux.
- 38. Nombre de prestataires servis, d'événements et de prestations totales versées selon les circonscriptions électorales provinciales du Québec pour 2011-2012 en fonction des données disponibles.

Régie des rentes du Québec (Les questions 39 à 49 seront répondues par la RRQ)

Secrétariat à l'action communautaire autonome

- 50. Dans chacun des programmes :
 - a) liste des organismes subventionnés (avec nom et adresse de ces organismes) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013;
 - b) politique et critères d'attribution des subventions;
 - c) liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
- 51. Actions posées et crédits alloués pour donner suite au dépôt de la politique sur l'action communautaire autonome pour 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013.

Stratégie nationale de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale

- 52. Notes, études et analyses d'un nouveau plan d'action relié à la Stratégie nationale de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale.
- 53. Notes, études et analyses en lien avec l'article 20 sur tous les programmes ou initiatives législatives.
- 54. Rapport sur les indicateurs du CEPE.
- 55. État de situation détaillé au sujet des axes et sous-axes du Plan

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
	d'action de lutte contre la pauvreté : a) Axe 1 – Améliorer le bien-être des personnes en situation de pauvreté • ajuster annuellement les prestations d'assistance-emploi; • assouplir les règles de comptabilisation des actifs dans le cadre du Programme d'assistance-emploi; • protéger la prestation à laquelle une personne a droit à l'assistance-emploi; • offrir à toutes les familles une exemption partielle des revenus de pension alimentaire pour enfants dans le cadre du Programme d'assistance-emploi; • pourvoir au financement du Réseau québécois du crédit communautaire; • réviser annuellement le salaire minimum en fonction de l'évolution de la rémunération moyenne au Québec; • appuyer davantage les travailleuses et les travailleurs à faible revenu par la mise en place de la nouvelle Prime au travail; • une prime à la participation : augmenter l'allocation minimale d'aide à l'emploi accordée aux prestataires de l'assistance-emploi; • favoriser une mise en mouvement rapide des nouveaux demandeurs d'assistance-emploi aptes au travail; • augmenter la participation et améliorer l'accès à des mesures d'aide à l'emploi pour les groupes davantage touchés par la pauvreté; • mieux soutenir l'intégration socioprofessionnelle des personnes immigrantes et des membres des minorités visibles; • établir un régime particulier de soutien du revenu pour les personnes ayant des limitations importantes à l'emploi; • augmenter le nombre de logements sociaux et abordables et accélérer leur réalisation; • accorder des suppléments au loyer à 5 276 ménages pour atténuer les effets de la pénurie de logements; • adapter le logement de plus de 6 000 personnes handicapées; • adopter un cadre de gestion intégré pour offrir des services de soutien communautaire en logement social; • favoriser le développement d'initiatives communautaires en matière d'habitation; • améliorer l'offre de service destinée aux personnes sans-abri ou qui risquent de le devenir; • miser sur la contribution des organismes communautaires; • poursuivre le soutien à la mise en œuvre de projets d'approvisionnement alimentaire dans les communautés locales et les milieux défavorisés; • poursuivre le soutien à la réalisation de mesures d'aide alimentaire ponctuelles, notamment en faveur des enfants; • améliorer l'accès aux médicaments pour les personnes ayant un faible revenu. b) Axe 2 – Prévenir la pauvreté et l'exclusion sociale en développant le potentiel des personnes • mettre en place un soutien aux enfants aidant davantage les familles à faible revenu; • favoriser le développement des enfants en provenance des milieux défavorisés en facilitant leur accès à des services de garde éducatifs de qualité; • offrir des services intégrés en périnatalité et en petite enfance pour les familles vivant en contexte de vulnérabilité;

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
	• soutenir l'innovation et l'intégration des activités de prévention auprès des jeunes enfants (de 0 à 6 ans) et de leur famille; • expérimenter le programme Famille, école et communauté : ensemble pour la réussite scolaire; • implanter le Programme d'aide à l'éveil à la lecture et à l'écriture dans les milieux défavorisés; • soutenir le réseau scolaire dans le développement de l'aide aux devoirs et aux leçons; • soutenir le réseau scolaire dans le développement du mentorat au secondaire pour favoriser la réussite scolaire; • assurer la qualification des jeunes provenant des centres jeunesse; • intervenir en faveur des jeunes en grande difficulté dans les territoires de CLSC; • adapter les services de formation et d'accompagnement aux besoins des jeunes, décrocheuses et décrocheurs scolaires ou faiblement scolarisés, âgés de 16 à 24 ans; • encourager l'acquisition d'une première qualification en favorisant la conciliation travail et études; • offrir des solutions de rechange à l'assistance-emploi aux jeunes de moins de 25 ans et sans contraintes à l'emploi; • mettre en œuvre une entente interministérielle pour le développement des jeunes; • se doter d'un Engagement jeunesse en faveur des jeunes de 16 à 24 ans sous-scolarisés ou sans emploi; • soutenir des initiatives sociocommunitaires contribuant à favoriser la participation sociale des personnes âgées à faible revenu.
	c) Axe 3 – Favoriser l'engagement de l'ensemble de la société • investir au service des initiatives des milieux grâce au Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS); • convenir des secteurs et des territoires prioritaires d'intervention et soutenir des actions à l'échelle de la région; • soutenir l'émergence de stratégies locales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale sur les territoires prioritaires d'intervention; • amener les ministères et organismes concernés à établir les ressources consacrées aux territoires prioritaires d'intervention convenus avec les régions et les villes, et à déterminer des attentes de résultats sur ces territoires; • lutter contre les préjugés à l'égard des personnes en situation de pauvreté.
	d) Axe 4 – Assurer la constance et la cohérence de l'action • évaluer l'impact des propositions de nature législative ou réglementaire sur le revenu des personnes en situation de pauvreté; • assurer un pilotage interministériel efficace et coordonné; • intensifier les échanges avec le gouvernement du Canada; • intensifier le dialogue avec les nations autochtones et soutenir l'émergence de stratégies locales dans les villages et réserves.

Questions adressées au MDEIE et transférées au MESS

56 = 46 au
MDEIE

Pour chacun des centres locaux d'emploi, indiquer les sommes accordées par le ministère et ventilation de ces sommes (frais immobiliers, masse salariale, équipements etc en 2009-2010 et 2010-2011).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
57 = 47 au MDEIE	Pour chacun des centres locaux d'emploi, indiquer le nombre d'employés (permanents et occasionnels) en 2009-2010 et 2010-2011.
58 = 48 au MDEIE	Pour chacun des centres locaux d'emploi, indiquer le nombre de dossiers traités et de services rendus dans chacun des types de services offerts (aide en matière d'emploi, aide de dernier recours, aide aux employeurs en matière de main-d'œuvre et de développement des compétences) en 2009-2010 et 2010-2011
59 = 49 au MDEIE	Pour chacun des centres locaux d'emploi et pour chaque année depuis 2004-2005, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesses, motifs religieux etc.

Questions adressées au MSSS et transférées au MESS

60 = 301 au MSSS	Ventilation des organismes communautaires (avec nom et adresse de ces organismes) qui agissent auprès des personnes handicapées et qui ont obtenu des subventions du Secrétariat à l'action communautaire autonome et du Programme de soutien aux organismes communautaires, pour l'année 2008-2009, 2009-2010, 2011-2012 et prévision pour 2012-2013 par région
------------------	--

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 1

Titre

Indiquez la somme dépensée en 2011-2012 par votre ministère/organisme pour l'informatique et les technologies de l'information. Précisez s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Au 4 avril 2012

Sommes dépensées en 2011-2012 (capitalisés au FTI du MESS)

Achat de logiciels : 60 257,62 \$

Achat de matériel : 2 039 751,01 \$

Services professionnels :

- Interne : 3 098 596,39 \$
- Externe : 667 476,33 \$
- CSPQ : 5 949 921,00 \$ (Pour la période du 1^{er} avril au 31 décembre 2011)

Sommes dépensées en 2011-2012 (crédits budgétaires du MESS)

Entente de base de maintien et d'exploitation des TI avec le CSPQ : 34 120 294,00 \$

SOURCE : DGSG – DGARBFM – 3 avril 2012

COLLABORATION :

VALIDATION: DGARBFM – Secteur du budget

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP02

Titre

Programme de soutien aux travailleurs âgés de l'industrie forestière victime de licenciement (PSTA)

- a. Dépenses totales pour 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013 par région.
- b. Budget disponible pour l'année en cours.
- c. Nombre de personnes admissibles et non admissibles à ce jour par région et par secteur d'activité.
- d. Budget consacré par région forestière.
- e. Taux de réintégration en emploi des personnes admissibles.
- f. Moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme par région.

Exposé et statistiques

PSTA

- a) Dépenses totales pour 2011-2012 : 3 404,767 K\$ (données au 29 février 2012) incluant tous les secteurs d'activité économique.
- b) Budget disponible pour l'année 2011-2012 : 3 950,0 K\$ pour tous les secteurs économiques.
- c) Nombre de personnes admissibles et non admissibles en 2011-2012 par région (au 29 février 2012) : N/A
- d) Budget consacré par région forestière : budget non ventilé par région.
- e) Taux de réintégration en emploi des personnes admissibles : sans objet.
- f) Moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme par région :
Prestation mensuelle moyenne en février 2012 : 896,87 \$ (donnée pour l'ensemble du Québec).

SOURCE : Direction générale adjointe des mesures, des services et du soutien, 2012-03-13

VALIDATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles

Date : 2012-03-12

Bureau de la sous-ministre associée, le 4 avril 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP3A

Titre

État de situation détaillé de la mesure Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA).

- a) nombre de participants;
- b) statut de ces participants;
- c) budget consacré à cette mesure.

Exposé et statistiques

- a) et b) Vous retrouverez à l'annexe A le nombre de participants pour la mesure Initiative ciblée pour travailleurs âgés (ICTA), et ce, selon le statut des participants. Au 20 janvier 2012 (données cumulatives à partir du 1^{er} avril 2011), Emploi-Québec a dénombré 1 582 participants actifs (dont 1 210 nouveaux) inscrits à l'ICTA.
- c) Le budget d'intervention du Fonds de développement du marché du travail ne fait pas l'objet d'une programmation par mesure. Toutefois, les réalisations sont consignées pour chacune des mesures d'Emploi-Québec. Les engagements comptabilisés dans le cadre de la mesure Initiative ciblée pour les travailleurs âgés, en date du 20 janvier 2012 sont de 14 037,2 k\$.

SOURCE : c) Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles (données en date du 2 mars 2012)

SOURCE :

Direction de la statistique et de l'information de gestion, 12 mars 2012

COLLABORATION :

Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières, matérielles – 14 mars 2012

VALIDATION :

Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 12 avril 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP2A

Titre
État de situation détaillé de la mesure Initiative ciblée pour les travailleurs âgés.

a) nombre de participants;
b) statut de ces participants;
c) budget consacré à cette mesure.

Annexe A

**Nombre de participants à la mesure Initiative ciblée pour travailleurs âgés
selon leur statut¹
du 1^{er} avril 2011 au 20 janvier 2012**

Initiative ciblée pour travailleurs âgés - STATUT	Participants	
	Nouveaux	Actifs ²
Assistance sociale	197	264
Assurance-emploi	892	1 170
Sans soutien public du revenu	230	299
Total ¹	1 210	1 582

1. La somme des participants de chaque catégorie de clientèle (statut) est supérieure au total présenté dans le tableau, parce qu'un même participant peut être comptabilisé dans plus d'une catégorie. Ainsi, une même personne peut être à la fois participant de l'assistance sociale et de l'assurance-emploi.

2. Les participants actifs réfèrent autant à la clientèle qui a initié une participation à l'ICTA dans la période de référence (nouveaux participants) qu'à la clientèle dont la participation à l'ICTA a débuté avant 2011-2012 et qui était encore en cours au 1^{er} avril 2011. Il s'agit donc d'un cumul de la clientèle avec des nouvelles participations et des participations reportées dans la période du 1^{er} avril 2011 au 20 janvier 2012.

SOURCE : Direction de la statistique et de l'information de gestion - 12 mars 2012.

SOURCE :
COLLABORATION :
VALIDATION :

Direction de la statistique et de l'information de gestion, 12 mars 2012
Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières, matérielles – 14 mars 2012
Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire –

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP03b

Titre

État de situation détaillé au sujet des programmes suivants :

b) mesure favorisant la retraite anticipée des travailleurs âgés (ARTT)

Exposé et statistiques

Le volet *Aménagement et réduction du temps de travail (ARTT)*, de la mesure *Concertation pour l'emploi* qui s'adresse aux entreprises, prévoit une modalité « retraite anticipée » qui peut être utilisée en combinaison avec d'autres modalités de réduction du temps de travail (retraite progressive, congé sans solde, temps partiel, etc.). L'ARTT contribue à maintenir au travail des personnes menacées de licenciement et à favoriser l'embauche de chercheurs d'emploi, notamment par une nouvelle répartition du temps de travail.

Devant l'ampleur de la crise vécue par l'industrie forestière, le volet ARTT a été rendu disponible dans le cadre du *Plan de soutien pour le secteur forestier* d'octobre 2006 comme un des quatre leviers d'intervention.

La mesure permet le maintien en emploi de travailleurs moins expérimentés en remplacement de travailleurs qui choisissent de prendre une retraite anticipée. Ainsi, d'octobre 2006 au 31 mars 2011, l'incitatif financier lié à la modalité « retraite anticipée » a été bonifié de 4 000 \$ à 6 000 \$ par année pour le secteur forestier afin de limiter le nombre de mises à pied et de maintenir en emploi la relève. De plus, d'avril 2009 jusqu'au 31 mars 2011, l'incitatif bonifié a été offert à l'ensemble des secteurs d'activités. Depuis avril 2011, la possibilité de déposer des plans exclusivement pour des retraites anticipées a été maintenue pour le secteur forestier. Toutefois, l'incitatif financier majoré à 6000\$/année a été rétabli au montant accordé initialement, soit 4000\$/année.

Pour l'année 2011-2012, (données au 28 février 2012) 2 087 908 \$ ont été investis dans le volet ARTT du secteur forestier et ont permis de sauver 389 emplois dans ce même secteur.

SOURCE : Emploi-Québec - Direction des mesures et services aux entreprises et du placement
4 avril 2012

VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée le 4 avril 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP3C

Titre

État de situation détaillé de la Mesure de formation de la main-d'œuvre :

- a) nombre de participants actifs pour chacune de ces formations;
- b) statut de ces participants;
- c) budget consacré à la Mesure de formation;
- d) taux de réintégration à l'emploi.

Exposé et statistiques

- a) et b) Vous retrouverez à l'annexe A la liste des divers types de formation offerte, le nombre de participants pour chacun de ces types de formation. Au 20 janvier 2012, Emploi-Québec a dénombré 48 154 participants actifs (24 070 nouveaux participants pour l'exercice en cours) inscrits aux diverses formations.
- c) Le budget d'intervention du Fonds de développement du marché du travail ne fait pas l'objet d'une programmation par mesure. Toutefois, les réalisations sont consignées pour chacune des mesures du coffre à outils d'Emploi-Québec. Les engagements comptabilisés dans le cadre de la mesure de formation en date du 20 janvier 2012 sont de l'ordre de 318,6 M\$¹.
- d) Le taux d'emploi des personnes ayant bénéficié d'une mesure de formation professionnelle et technique pour chacune des régions du Québec. Pour l'ensemble du Québec, la moyenne d'intégration à l'emploi est de l'ordre de 73,7 % en date du 20 janvier 2012.

¹ Source : Direction générale adjointe des services corporatifs – 19 mars 2012

SOURCE : Direction de la statistique et de l'information de gestion - 21 mars 2012

COLLABORATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles – 14 mars 2012

VALIDATION : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 23 mars 2012

Annexe A

Nombre de participants actifs par type de formation¹

du 1^{er} avril 2011 au 20 janvier 2012

Types de formation	Total de la clientèle
Francisation	5 132
Alphabétisation	1 264
Formation générale, préalable à la formation professionnelle ou technique	9 784
Formation professionnelle secondaire	24 089
Métiers semi spécialisés ou peu spécialisés	2 026
Formation autres langues que le français	234
Autre	0
<i>sous-total Secondaire¹</i>	40 669
Formation technique collégiale	7 689
Formation universitaire	243
Total de la Mesure de formation¹	48 154

1. La somme des adultes par types de formation peut être supérieure au nombre total d'adultes distincts, car une même personne peut avoir effectué plus d'une participation durant la période. Ainsi, si la personne a participé à plusieurs types de formation, elle sera dénombrée dans chacun des types, mais une seule fois dans le total de la Mesure de formation.

SOURCE : Direction de la statistique et de l'information de gestion - 21 mars 2012

VALIDATION : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 23 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP4

Titre

Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement dans les régions ressources :

- dépenses totales pour 2011-2012;
- budget disponible pour l'année en cours;
- nombre de personnes admissibles à ce jour par région et par secteur d'activités;
- budget consacré par région-ressource;
- taux de réintégration en emploi des personnes admissibles;
- moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme par région et par secteur d'activité.

Exposé et statistiques

a) **Dépenses totales en 2011-2012(au 29 février 2012) :** 83 318 \$

b) **Budget pour l'année en cours (2011-2012) :** 1,2 M\$

c) **Nombre de personnes admissibles en 2011-2012 par région (au 29 février 2012) :**

RÉGIONS	TRAVAILLEURS ADMISSIBLES
03- Capitale-Nationale	252
Total :	252

Et par secteur d'activité (au 29 février 2012) :

Secteur primaire	NIL
Secteur secondaire	252
Secteur tertiaire	NIL
Total	252

d) **Le budget consacré par région :**

Les budgets sont centralisés.

e) **Taux de réintégration en emploi des personnes admissibles :**

Au cours de l'année, 15 salariés ont bénéficié du programme. Au 29 février, 12 de ces dossiers étaient toujours actifs.

La proportion des personnes admissibles qui ont bénéficié du programme est peu élevée. Cela s'explique en partie parce que la majorité des travailleurs licenciés ont droit à des prestations de l'assurance-emploi dès leur licenciement et qu'une proportion importante trouve un emploi avant la fin de ces prestations.

f) **Moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme par région et par secteur d'activité :**

Prestation mensuelle moyenne en février 2012 : 771,87 \$

SOURCE : Direction générale adjointe des mesures, des services et du soutien
13 mars 2012

COLLABORATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles, le 13 mars 2012

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée, le 30 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP5

Titre

Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement, hors des régions ressources, des secteurs du textile et du vêtement :

- a. dépenses totales pour 2011-2012;
- b. budget disponible pour l'année en cours;
- c. nombre de personnes admissibles à ce jour par région.

Exposé et statistiques

Ce programme a été remplacé par le programme de soutien aux travailleurs licenciés collectivement. Les informations sur ce programme sont à la fiche des renseignements particuliers de l'opposition numéro 4.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre associée, le 2 avril 2012

VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée, le 2 avril 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP06

Titre

Emploi-Québec :

- a) Cibles et résultats des interventions d'Emploi-Québec sur le terrain en 2010-2011 et 2011-2012 (et/ou dernière année disponible) au national et pour chacune des régions;
- b) Détails des effectifs occasionnels et réguliers en 2010-2011 et 2011-2012;
- c) Part du Fonds du développement du marché du travail (FDMT) financé par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral au cours des cinq dernières années;
- d) État des listes d'attente pour participer aux mesures d'Emploi-Québec par mois depuis avril 2005.

Exposé et statistiques

a) Cibles et résultats 2010-2011 et 2011-2012 (voir annexe 1)

Globalement, les taux d'atteinte des cibles de résultats 2010-2011 touchant les nouveaux participants et les retours en emploi étaient satisfaisants. Il en va de même du côté des services aux entreprises.

C'est en 2011-2012 que prenait fin le financement supplémentaire du *Pacte pour l'emploi Plus* visant à atténuer les effets de la récession. Rappelons que les cibles de résultats 2011-2012 ont été pour la plupart ajustées à la baisse pour en tenir compte. Les cibles touchant les nouveaux participants et les retours en emploi devraient être entièrement atteintes. Il en va de même du côté des services aux entreprises.

Tel que prévu à la Convention de performance et d'imputabilité de l'Agence, les résultats finaux pour 2011-2012 seront présentés plus en détails au Rapport de gestion annuel.

b) Détails des effectifs occasionnels et réguliers en 2011-2012

ETC autorisés	<u>2011-2012</u>
ETC réguliers	3 952
ETC occasionnels	379
Total ETC autorisés	4 331

c) Part du Fonds du développement du marché du travail (FDMT) financé par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral au cours des cinq dernières années

Pour l'année 2011-2012, le Plan annuel de gestion des dépenses totalise 1 088,7 M\$, dont 440,6 M\$ en Fonds du Québec et 648,1 M\$ imputables au Compte d'assurance-emploi.

PLAN ANNUEL DE GESTION DES DÉPENSES 2011-2012 (en millions de dollars)		
Fonds du Québec	Compte d'assurance-emploi	Total
440,6	648,1	1 088,7

d) Listes d'attente

Emploi-Québec n'administre pas de liste d'attente de participants dans le cadre des mesures actives. Ses services sont offerts sur la base des priorités régionales et des disponibilités budgétaires.

SOURCE : Direction générale adjointe de la planification et du marché du travail

COLLABORATIONS : Direction des ressources humaines et Direction du budget et des services administratifs

VALIDATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles – le 14 mars 2012

Bureau de la sous-ministre associée, le 2 avril 2012

Annexe 1. Cibles et résultats 2011-2012, ensemble du Québec

Orientations du plan d'action	Indicateurs	2011-2012	
		Cibles	Résultats préliminaires
Atténuer les effets de la récession sur les travailleurs ainsi que sur les entreprises et soutenir la relance de l'emploi	• Nombre de nouveaux participants aux interventions des Services publics d'emploi, participants de l' assurance-emploi – <i>Entente Canada-Québec</i>	136 500	133 000
	• Nombre de personnes en emploi après avoir bénéficié d'une intervention des Services publics d'emploi, participants de l' assurance-emploi – <i>Entente Canada-Québec</i>	50 900	53 000
	• Prestations non versées à l' assurance-emploi à la suite d'une intervention des Services publics d'emploi visant un retour en emploi – <i>Entente Canada-Québec</i>	156,2 M\$	210,0M\$
Favoriser la participation au marché du travail et l'emploi du plus grand nombre possible de Québécoises et de Québécois, notamment par la préparation des clientèles éloignées en prévision de la reprise économique	• Nombre de postes vacants signalés au Service national de placement	550 000	520 000
	• Nombre de nouveaux participants aux interventions des Services publics d'emploi	270 000	280 000
	• Nombre de personnes en emploi après avoir bénéficié d'une intervention des Services publics d'emploi	136 200	143 000
	• Taux d'emploi des personnes ayant bénéficié d'une intervention des Services publics d'emploi	50,5%	50,0%
	• Proportion des participants aux mesures de longue durée répondant aux critères de repérage des personnes à risque élevé de chômage de longue durée	75%	74%
	• Nombre de nouveaux participants aux activités de formation de base	32 000	27 000
	• Nombre de nouveaux participants aux interventions des Services publics d'emploi, clientèle des programmes d'assistance-sociale	95 000	82 000
	• Nombre de participants clientèles des programmes d'assistance-sociale en emploi après avoir bénéficié d'une intervention des Services publics d'emploi	39 000	31 200
	• Taux d'emploi des participants clientèle des programmes d'assistance-sociale ayant bénéficié d'une intervention des Services publics d'emploi	41,0%	40,0%
	• Nombre de nouveaux participants aux interventions des services publics d'emploi, personnes immigrantes	41 000	49 000
	• Taux d'emploi des personnes immigrantes ayant bénéficié d'une intervention des services publics d'emploi	43,0%	43,0%
	• Prestations non versées à l'aide financière de dernier recours à la suite d'une intervention des Services publics d'emploi visant un retour en emploi	120,3M\$	97,0M\$
Contribuer à l'amélioration de la productivité et de la capacité d'adaptation des entreprises aux changements, notamment démographique	• Nombre d'entreprises nouvellement aidées par les interventions des Services publics d'emploi	10 100	11 500
	• Nombre de nouveaux participants aux stratégies du Cadre de développement des compétences de la main-d'œuvre	4 788	5 600
Poursuivre les actions visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, tant par ses services de solidarité sociale que par ses services publics d'emploi	• Nombre de sorties de l'aide financière de dernier recours	65 000	53 000

Source : Les données pour 2011-2012 sont des estimations des résultats en fin d'année. Les résultats finaux seront présentés dans le rapport de gestion 2011-2012.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP07

Titre

Stratégie d'intervention d'Emploi-Québec à l'intention des travailleuses et des travailleurs de 45 ans et plus :

- a) budget consenti à la mise en œuvre de la Stratégie pour 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013;
- b) ventilation de ces budgets par axe d'intervention;
- c) nombre d'entreprises participantes;
- d) nombre de participant(e) s par tranche d'âge et par région;
- e) durée moyenne de la participation;
- f) nombre de participant(e) s qui réussissent à retrouver un emploi durable;
- g) taux de réussite.

Exposé et statistiques

Pour favoriser l'intégration, la réintégration et le maintien en emploi sur le marché du travail des personnes plus âgées, Emploi-Québec a adopté et mis en œuvre en 2003, la *Stratégie d'intervention à l'intention des travailleuses et des travailleurs de 45 ans et plus*. L'objectif étant d'accroître le taux d'activité de ce groupe d'âge.

Les activités de la stratégie se poursuivent jusqu'au lancement prévu au printemps 2012, de la *Stratégie gouvernementale pour le maintien et l'intégration en emploi des travailleuses et travailleurs expérimentés*.

- a) Les activités de la *Stratégie d'intervention à l'intention des travailleuses et des travailleurs de 45 ans et plus* ont été réalisées à l'intérieur du budget d'intervention réservé aux mesures et services d'Emploi-Québec. Elles se poursuivent jusqu'à la mise en œuvre de la nouvelle stratégie gouvernementale.
- b) Aucun budget global pour la Stratégie n'étant attribué, la ventilation des statistiques par axe d'intervention ne s'applique pas.
- c) Aucune cible de résultat n'est établie pour cette clientèle. Cette stratégie vise plutôt à mettre en place des interventions en entreprise afin qu'elles puissent intégrer des préoccupations liées à la Stratégie, telle que la gestion prévisionnelle de la main-d'œuvre.
- d) En 2011-2012 (données au 20 janvier 2012), les nouveaux participants¹ de 45 ans et plus aux mesures d'Emploi-Québec représentent 34 % de l'ensemble des nouveaux participants.
- e) Ce type de données n'est pas disponible.
- f) En 2010-2011 (au 12 mars 2011), le taux d'emploi des personnes ayant bénéficié d'une intervention d'Emploi-Québec atteignait 50,1 % pour les 45-54 ans et 43,3 % pour les 55 ans et plus.
Afin de favoriser le recrutement de la clientèle des 55 ans et plus, les employeurs qui déposent des offres d'emploi dans le *Placement en ligne* peuvent signaler leur intérêt particulier à recevoir des candidatures de ces personnes.
- g) De façon générale, la persévérance, mesurée par le pourcentage de nouvelles participations aux mesures et services d'emploi terminées et complétées, augmente avec l'âge. Ainsi, en 2010-2011, 87,2 % des nouvelles participations des personnes de 45 à 54 ans et 91,7 % de celles de 55 ans et plus avaient été complétées; ce chiffre est de 82,4 % pour les clientèles tous âges confondus³. Ce constat vaut également pour l'ensemble des mesures, notamment la mesure de formation – volet individus, à l'exception de « Soutien au travail autonome », pour laquelle le pourcentage de participations complétées est inférieur à la moyenne chez les personnes de 45 à 54 ans et ceux de 55 ans et plus⁴.

¹ Il faut souligner qu'une personne peut avoir participé à plus d'une mesure.

³ Ce constat vaut également si on n'inclut pas dans les calculs la mesure Service d'aide à l'emploi, dont les activités sont en moyenne de courte durée; dans ce cas de figure, les taux de participation complétés sont respectivement de 74,0 %, 81,1 % et de 65,9 %.

⁴ Rappelons que le nombre de personnes de ces groupes d'âge qui participent à cette mesure est relativement limité.

Les participants pour chaque région se distribuent de la façon suivante :

Ventilation des nouveaux participants âgés de 45 ans et plus
selon la région et le groupe d'âge
du 1er avril 2011 au 20 janvier 2012

	De 45 à 49 ans	De 50 à 54 ans	55 ans et plus	Adultes distincts ²
Bas-Saint-Laurent	951	962	1 324	3 216
Saguenay - Lac-St-Jean	1 189	1 278	1 392	3 832
Capitale-Nationale	2 106	1 994	2 568	6 640
Mauricie	1 076	1 135	1 414	3 612
Estrie	1 115	1 056	1 204	3 357
Île-de-Montréal	5 974	4 793	5 649	16 315
Outaouais	1 132	1 123	789	3 027
Abitibi-Témiscamingue	572	616	999	2 178
Côte-Nord	430	446	491	1 363
Nord-du-Québec	70	79	107	255
Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	619	648	902	2 159
Chaudière-Appalaches	1 368	1 304	1 746	4 382
Laval	1 197	989	1 201	3 370
Lanaudière	1 271	1 254	1 257	3 759
Laurentides	1 712	1 681	1 820	5 180
Montréal	3 433	3 101	3 684	10 164
Centre-du-Québec	700	728	911	2 328
Central	0	2	0	2
Adultes distincts ²	24 808	23 107	27 390	74 876

² La somme des adultes par région ou par groupes d'âge peut être supérieure au nombre total d'adultes distincts, car une même personne peut avoir effectué plus d'une participation dans plus d'une région et dans deux groupes d'âge durant la période.

SOURCE : Emploi-Québec – Direction des ressources externes, des clientèles spécifiques et de l’optimisation de la prestation de services, le 4 avril 2012

COLLABORATION : Direction de la statistique et de l’information de gestion, le 12 mars 2012

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée, le 4 avril 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP8

Titre

Le nombre et le pourcentage de requérants à l'aide financière de dernier recours qui ne sont pas référés à Emploi-Québec.

Exposé et statistiques

Emploi-Québec a pour mission de contribuer à développer l'emploi et la main-d'oeuvre ainsi qu'à lutter contre le chômage, l'exclusion et la pauvreté dans une perspective de développement économique et social. De plus, depuis avril 2006, elle gère de façon unifiée les services publics d'emploi et les services de solidarité sociale. Par conséquent, la référence n'est plus requise.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre associée, le 2 avril 2012
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée, le 2 avril 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP9

Titre

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Un formulaire de participation à une activité de développement (PAD) est rempli pour chacune des activités de formation. Une fois cette information consignée au système informatique (SADE), on peut en tirer les renseignements suivants (voir l'annexe 1) :

- le titre de l'activité ;
- le nom du formateur ou de la firme ;
- le nombre de participants par activité* ;
- le moyen de formation (Colloque, congrès, séminaire; formation donnée par un établissement reconnu; formation donnée par un formateur externe agréé; formation donnée par un ordre professionnel; formation donnée par un service interne de formation multi employeur agréé).

Les données relatives aux coûts sont comptabilisées dans le système de gestion (SAGIR) et sont fournies, une fois que les opérations liées à la fermeture de l'année financière sont terminées, soit à la mi-mai.

*Le nombre total de participants à des activités de développement externes **pour l'année civile 2011** au MESS est de 2 915.

SOURCE : DGARH – DPPDC – 2012-03-23

VALIDATION : DGARH – DPEOA – 2012-03-29

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche: RP9 ANNEXE 1

Titre:

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

TITRE DE L'ACTIVITÉ	NOM FORMATEUR OU FIRME EXTERNE	Nbre participants
ASSOCIATION		
Assignation temporaire	RRSPT	1
Comment désamorcer les conflits au travail?	RRSPT	1
Élaboration et mise en œuvre du prog prévention	RRSPT	6
Équipe d'intervention	APSSAP	32
Ergonomie	APSSAP	2
Gestion de la réintégration au travail	RRSPT	10
Gestion intégrée présence au travail	RRSPT	18
Gestion stratégique des RH	ACGRH	1
Introduction à la gestion de la santé sécurité	RRSPT	2
Leadership responsabilisant	RRSPT	8
Méd. harcel. psy: L'approche transformationnelle	RRSPT	1
Mise à jour jurisprudence 2010 psycho.	RRSPT	1
Mobilisation des équipes de travail	RRSPT	46
Nouveau membre d'un comité de santé et de sécurité	APSSAP	66
Personnes ressources en ergonomie	APSSAP	11
Prévenir l'épuisement professionnel	RRSPT	20
Sensibilisation problématique santé mentale	RRSPT	11
Suivi dossiers accidents travail-partage des coûts	RRSPT	1
Transformation du climat de travail	ACGRH	1
TOTAL ASSOCIATION		239
AUTRES ACTIVITÉS ADMISSIBLES		
Atelier sur la gestion du stress	Aux Trois Sources	143
Comment communiquer avec impact		4
Formation Sagesse-Web	Ministère de la Justice	2
Interface de suivi des résultats en temps réel		1
Lancement groupe gestion portefeuille projets		1
Une solution innovante pour offrir aux aînés	Université Laval	2
Santé et efficacité, deux ingrédients compatibles		22
Suivi d'apprentissage, code légal, règlements		9
Téléphonie		1
Toujours en action pour le respect de nos droits		35
TOTAL AUTRES MOYENS ADMISSIBLES		220
COLLOQUES, CONGRÈS, SÉMINAIRES		
10e édition de l'intracom		1
Activité RQDS		1
Atelier développement		9
Atelier développement - Être gestionnaire courage	DOF	2
Atelier sur les réseaux sociaux (média inf.)		1
Colloque - asso. des conseillers en management		1
Colloque - Avenir régimes de retraite		1
Colloque - Grands Enjeux État Québécois		1
Colloque APGP 2011		4
Colloque CISSQ stats. Sociales pauvreté		1
Colloque de l'ACFAS - Innovation sociale et dev.	ACFAS	1
Colloque développement au travail		3
Colloque du Forum des jeunes	Forum des jeunes	3
Colloque impacts du casier judiciaire		1
Colloque international du CRISES 3e édition		1
Colloque SRCQ 2010		2
Colloque TREAQ	TREAQ	34
Colloque virtuel - L'ère des médias sociaux	CRHA	1
Comprendre et intervenir lors de conflits	ACGRH	1
Conférence des juristes de l'État		1
Conférence Portefeuille de projets	Ministère du Transport	1
Conférence sur le leadership	ENAP	1
Conférence sur les levées de fonds	BNP STRATÉGIES	2
Congrès 2011 CRHA	Ordre des conseillers en R et en Relation Industri	8
Évaluation du potentiel développement en gestion	ENAP	2
Événement annuel du GP2S		1
Forum international de l'économie sociale		1
Forum sur les inégalités sociales de santé		1
Gestion de la complexité		1
Gestion des risques		2

Journée de l'industrie	Infotélécom	1
Journée d'informatique Québec		3
La vérification interne et le risque de fraudes		1
Le leadership transformationnel gestionnaire	CSPQ	10
Le Québec est-il trop pauvre ou assez riche.....	Université Laval	2
L'équipe, levier stratégique du succès des projets		1
Passeport formation		1
Point sur les mécanimes structures		1
Pratiques stratégies apprentissage développement		3
Relations avec les Premiers peuples		1
Séminaire Oracle	Oracle University	3
Séminaire sur la reddition de comptes	ENAP	1
Séminaire sur la reddition de comptes	CSST	1
Taxes à la consommation		1
Webémission sur le développement durable et VI		1
TOTAL COLLOQUES, CONGRES, SÉMINAIRES		121

ÉTABLISSEMENT RECONNU		
Approche intégrée de la gestion du risque	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1
APS - Développement	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1
Atelier de sensibilisation à la culture autochtone	UQAT	4
Communication relations humaines et conflit	UQAM	2
Compétences stratégiques et relationnelles	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1
Concepts de base en gestion de projet	Université Laval	1
Dép. situations violence conjugale agress sexuelle	Université Laval	49
Écrire avec efficacité	Cégep Bois-de-Boulogne	37
Enquêteur et la santé mentale	Université Laval	8
Examen sur la planif. Et la gestion stratégiques	ENAP	1
Excel Débutant	Collège de Maisonneuve	8
Excel - Intermédiaire	Collège de Maisonneuve	10
Formation - Surveillance	Collège de Maisonneuve	19
Gestion de projets	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1
Intervention en situation difficile	ENAP	1
Le pouvoir politique organisationnel	Université Laval	1
Leadership en action - module 1	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	2
Leadership en action - module 3	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	5
Lecture et analyse des états fianciers	CENTRE POLYMÉTIER	7
Maîtrise des arts en affaires publiques	Université Laval	1
One Note	Collège Ellis	1
Organisation du travail	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	2
Organisation et réorganisation du travail	UQAT	1
Prévention de la violence en milieu de travail	Université de Montréal	4
Programme d'apprentissage pour les CGRH	ENAP	1
Programme de formation à la gestion publique	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	3
Programme de formation à la gestion publique - M 1	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	4
Programme de formation à la gestion publique - M 2	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1
Programme de formation à la gestion publique - M 3	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	4
Programme de formation à la gestion publique - M 4	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	3
Programme de formation à la gestion publique - M 5	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	2
Programme de formation à la gestion publique - M 6	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1
Psychologie de la personnalité		1
Rédiger efficacement pour le web	UQAM	1
Santé mentale	Université Laval	107
Towes - Test comp essentielles milieu de travail	CEGEP Trois-Rivières	2
Word intermédiaire	Polymétier	1
TOTAL ÉTABLISSEMENT RECONNU		299

FORMATEUR EXTERNE AGRÉÉ		
ACCESS Base	Versalys	1
ACCESS débutant et requêtes	EDUMICRO	1
ACCESS 2003 intermédiaire	Versalys	1
Acrobat - Expérimentation 1	EDUMICRO INC.	2
Actes illicites sur internet	Centre leadership et développement	3
Analyse différenciée selon les sexes	Secrétariat de la condition féminine	1
Antidote	Versalys	12
Approche VG vérification optimisation des ress.		2
Apropriation outils sensibilisation innovation	Innovation exportation Québec	5
Atelier - Relation Aidant-Aidé		17
Client 2.0 et l'offre multicanal de service public	CSPQ	2
Coaching d'une équipe gagnante	TECHNOLOGIA FORMATION	1
Comment élaborer une politique Web 2.0	CSPQ	1
Communication non verbale	Versalys	15
Communication relationnelle		51
Comprendre, traiter et interpréter l'information	Académie de transformation	2
Concevoir activités captivantes et performantes	CRHA	1
Connaissances des fonctions de l'entreprise	Diane Frappier & associés Cabinet en gestion	11
Culture et différences culturelles	Marie Laure Eude	279
Découvrez les nouveautés de Office 2010	Versalys	1
Diffusion du contenu de formation	ANDRÉ ROBERT	10
Écrire des textes structurés et ciblés	ACCENT 2000 INC.	6
Écriture claire et concise	ACTI-COM	2
Efficacité énergétique		2
Entretien préventif des humains	Maurice Sammut	6
Étiquette et protocole des affaires		2
Excel		9
Excel base/intermédiaire	Multihexa	15
Excel Débutant		5
Excel Débutant	Institut L.O.	1
Excel Débutant	Versalys	1
Formation - communication	Louise McKenzie	13
Formation écriture		1

Formation interministérielle en français écrit	Groupe Collégia	5
Formation sur les meilleures pratiques d'affaires	IDL Experts conseils	6
Français - La nouvelle orthographe	CSPQ	1
Français correctif	CSPQ	2
Gestion de conflits intérêts		5
Intégration des cadres lors des 100 premiers jours	CSPQ	1
Interventions préventice en SAIM	Michel Oigny	203
Interventions préventice en SAIM - AAR	Michel Oigny	72
Interventions préventice en SAIM - Rappel	Michel Oigny	222
Interventions préventive en SAIM soutien personnel	Michel Oigny	47
Interventions psychologiques et physiques en SAIM	Michel Oigny	27
La communication managériale	Compu_Finder	1
La violence conjugale concerne tout le monde	Centre de femmes Villeboirs	1
Le leadership transformationnel		3
Le leadership transformationnel gestionnaire	Centre de leadership et de développement	1
Le sens politique		1
Leadership et mobilisation - Module 1		6
Leadership et mobilisation - Module 2	Anne Marie Corriveau	5
Lecture et analyse des états fianciers	Denis Malaket	77
Lecture et analyse des états fianciers d'un OBNL	Jocelyne Loiselle	10
Lecture rapide	FORMATION QUALITEMPS	2
Les affaires service clients, TI service affaires	DMR Conseil inc.	3
Loi sur l'Unité permanente anticorruption		1
Microsoft Office XP	Multihexa	4
Mobilisation de la clientèle	Claude Marcotte	358
MS-Visio - débutant régulier	Versalys	4
Nouvelle vision approche homosexualité bisexualité		2
Offre services gouv. Ère numérique	CEFRIO	2
Outil LEA (Sûreté Bell Canada)	Bell Canada	2
Outlook - Calendrier		1
Outlook - calendrier - réunions	Hélène Drouin	6
Perceptions et attitudes face à la clientèle	Sylviane Guillot	110
Perquisitions		35
Plumitifs privé	SOQUIJ	2
Poursuites		19
Powerpoint	Centre d'étude collégiales Chibougamau	12
PowerPoint de base	Collège Ellis	3
Prévention et gestion de conflits	INNOVATION CONSULTANTS	4
Prise de notes, procès-verbal et compte rendu		1
Rédaction comptes rendus et prise de notes		10
Rédaction de procédures efficaces	ACCENT 2000 INC.	13
Rédaction de rapports et de notes stratégiques	ACCENT 2000 INC.	45
Rédiger un contenu accessible	CSPQ	2
Relations d'affaires	Nadeau Lessard inc.	21
Réviser et corriger un texte avec antidote RX	ACCENT 2000 INC.	22
Rôle et fonction d'un agent d'un service de communication clientèle	Louise McKenzie	20
RQAP - Contrôle contact clientèle - Phase 2	Groupe Conseil CFC	8
Sagesse et tenue de temps		8
SAGIR - Atelier RF	CSPQ	2
SAS	SERVICES CONSEILS HARDY	1
Santé et sécurité au travail	Sylvie Chénard SST	3
Stratégies efficaces partenariat et concertation	DOF	20
Système téléphonique BCM		1
Système Winipev		2
Techniques d'entrevue et prise de déclaration	ECCO	23
Témoignage devant les tribunaux		33
Traiter avec les clients difficiles	Solutions & Co	16
Vérification fondée sur les risques	Institut des vérificateurs internes	1
WebÉducation - Standards d'accessibilité	Secrétariat du conseil du trésor	4
WebÉducation - Données ouvertes et gouvernement 2.	Secrétariat du conseil du trésor	2
Word 2003 Avancé	Versalys	1
Word Iintermédiaire	Versalys	1
Word intermédiaire	INFORMATIQUE LALIBERTÉ LANCTOT INC.	1
TOTAL FORMATEUR EXTERNE AGRÉÉ		2009

ORDRE PROFESSIONNEL		
Maladies mentales	Luce Manseau	24
Nouvelles méthodes de développement du leadership		1
Troubles musculo squelettiques facteurs de risque	Claude Rousseau agence SSS	1
Vol & usurpation d'identité	Barreau du Québec	1
TOTAL ORDRE PROFESSIONNEL		27

TOTAL DE PARTICIPANTS A DES ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT EXTERNES	2915
--	-------------

SOURCE: DGARH - DPPDC - 2012-03-23
VALIDATION: DGARH - DPEOA - 2012-03-23

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP10

Titre

Le nombre et le pourcentage de requérants à l'aide financière de dernier recours qui sont référés à Emploi Québec en 24 heures.

Exposé et statistiques

Emploi-Québec a pour mission de contribuer à développer l'emploi et la main-d'oeuvre ainsi qu'à lutter contre le chômage, l'exclusion et la pauvreté dans une perspective de développement économique et social. De plus, depuis avril 2006, elle gère de façon unifiée les services publics d'emploi et les services de solidarité sociale. Par conséquent, la référence n'est plus requise.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre associée, 2 avril 2012

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée, 2 avril 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP11

Titre

Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les établissements d'enseignement collégial en 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013, ventilées par année et par commission scolaire. Nombre de personnes ayant suivi ces cours.

Exposé et statistiques

Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) répondra à cette question.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre associée – Emploi-Québec, le 2 avril 2012
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée – Emploi-Québec, le 2 avril 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP12

Titre

Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les commissions scolaires en en 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013, ventilées par année et par commission scolaire. Nombre de personnes ayant suivi ces cours.

Exposé et statistiques

Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) répondra à cette question.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre associée – Emploi-Québec, le 2 avril 2012
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée – Emploi-Québec, le 2 avril 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP13-CLE

Titre :
Nombre et effectifs de chacun des centres locaux d’emploi par région, par familles d’emploi et par classes d’emploi pour les années 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013

Répartition de l'effectif en place, dans les centres locaux d'emploi d'Emploi-Québec, en date du 24 février 2012

Nom de la région	Nom du service	Catégorie	Corps d'emplois		Total	
Bas-Saint-Laurent	CLE - AMQUI	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
			221	Agent de secrétariat	1	
	Total CLE - AMQUI					13
	CLE - LA POCATIÈRE	Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8	
		Soutien	200	Agent de bureau	2	
	Total CLE - LA POCATIÈRE					11
	CLE - MATANE	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11	
		Soutien	200	Agent de bureau	2	
	Total CLE - MATANE					15
	CLE - MONT-JOLI	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
			221	Agent de secrétariat	1	
	Total CLE - MONT-JOLI					13
	CLE - RIMOUSKI-NEIGETTE	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	23	
		Soutien	200	Agent de bureau	5	
			221	Agent de secrétariat	1	
	Total CLE - RIMOUSKI-NEIGETTE					32
	CLE - RIVIÈRE-DU-LOUP	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	13	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
			221	Agent de secrétariat	3	
	Total CLE - RIVIÈRE-DU-LOUP					20
	CLE - TÉMISCOUATA	Cadre	630	Cadre supérieur	2	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10	
		Soutien	200	Agent de bureau	2	
			276	Téléphoniste-réceptionniste	1	
	Total CLE - TÉMISCOUATA					16
	CLE - TROIS-PISTOLES	Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2	
		Soutien	200	Agent de bureau	2	
	Total CLE - TROIS-PISTOLES					5
Total Bas-Saint-Laurent					125	
Saguenay—Lac-Saint-Jean	CLE - CHICOUTIMI	Cadre	630	Cadre supérieur	2	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	4	
			116	Conseiller orientation profess.	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	30	
			264	Technicien en administration	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	3	
			276	Téléphoniste-réceptionniste	1	
	Total CLE - CHICOUTIMI					42
	CLE - JONQUIÈRE	Cadre	630	Cadre supérieur	2	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3	
			116	Conseiller orientation profess.	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	25	
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	6	
		Soutien	200	Agent de bureau	5	
			221	Agent de secrétariat	1	
	276		Téléphoniste-réceptionniste	1		
	Total CLE - JONQUIÈRE					44
	CLE - LA BAIE	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	18	
		Soutien	200	Agent de bureau	7	
	Total CLE - LA BAIE					28

Nom de la région	Nom du service	Catégorie	Corps d'emplois		Total	
	CLE - LAC-SAINT-JEAN-EST	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3	
			116	Conseiller orientation profess.	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	18	
		Soutien	200	Agent de bureau	4	
	Total CLE - LAC-SAINT-JEAN-EST					27
	CLE - MARIA-CHAPDELEINE	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9	
		Soutien	200	Agent de bureau	2	
			221	Agent de secrétariat	1	
	Total CLE - MARIA-CHAPDELEINE					15
	CLE - ROBERVAL	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10	
		Soutien	200	Agent de bureau	2	
			221	Agent de secrétariat	1	
	Total CLE - ROBERVAL					16
	Total Saguenay—Lac-Saint-Jean					172
	Capitale-Nationale	CLE - BAIE-SAINT-PAUL	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
Technicien			214	Agent d'aide socio-économique	2	
Soutien			200	Agent de bureau	1	
Total CLE - BAIE-SAINT-PAUL					4	
CLE - BEAUPORT		Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	22	
			264	Technicien en administration	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	4	
Total CLE - BEAUPORT					30	
CLE - CHARLESBOURG		Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
			116	Conseiller orientation profess.	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	25	
		Soutien	200	Agent de bureau	5	
Total CLE - CHARLESBOURG					34	
CLE - CÔTE-DE-BEAUPRÉ		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
Total CLE - CÔTE-DE-BEAUPRÉ					3	
CLE - LA MALBAIE		Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6	
		Soutien	200	Agent de bureau	2	
Total CLE - LA MALBAIE					11	
CLE - PORTNEUF		Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	13	
		Soutien	200	Agent de bureau	2	
Total CLE - PORTNEUF					18	
CLE - QUARTIERS-HISTORIQUES	Cadre	630	Cadre supérieur	2		
	Professionnel	111	Attaché d'administration	3		
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	36		
		264	Technicien en administration	1		
	Soutien	200	Agent de bureau	4		
		221	Agent de secrétariat	1		
		276	Téléphoniste-réceptionniste	1		
Total CLE - QUARTIERS-HISTORIQUES					48	
CLE - SAINTE-FOY	Cadre	630	Cadre supérieur	2		
	Professionnel	108	Analyste informat.et proc.administr.	1		
		111	Attaché d'administration	5		
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	33		
		264	Technicien en administration	1		
	Soutien	200	Agent de bureau	5		
Total CLE - SAINTE-FOY					47	
Total Capitale-Nationale					195	
Mauricie	CLE - GRAND-MÈRE	Professionnel	102	Agent de développement industriel	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	15	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
	Total CLE - GRAND-MÈRE					17
	CLE - LA TUQUE	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7	
		Soutien	200	Agent de bureau	3	
	Total CLE - LA TUQUE					12
	CLE - LOUISEVILLE	Cadre	630	Cadre supérieur	3	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	29	
		Soutien	200	Agent de bureau	7	
			221	Agent de secrétariat	4	
	Total CLE - LOUISEVILLE					45

Nom de la région	Nom du service	Catégorie	Corps d'emploi		Total	
	CLE - SAINTE-GENEVIÈVE-DE-BATISCAN	Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3	
		Soutien	200	Agent de bureau	2	
	Total CLE - SAINTE-GENEVIÈVE-DE-BATISCAN					6
	CLE - SAINTE-THÈCLE	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
	Total CLE - SAINTE-THÈCLE					8
	CLE - SHAWINIGAN	Cadre	630	Cadre supérieur	2	
		Professionnel	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1	
			111	Attaché d'administration	4	
			116	Conseiller orientation profess.	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	19	
		Soutien	200	Agent de bureau	4	
			221	Agent de secrétariat	2	
	Total CLE - SHAWINIGAN					33
	CLE - TROIS-RIVIÈRES	Cadre	630	Cadre supérieur	2	
		Professionnel	102	Agent de développement industriel	1	
			111	Attaché d'administration	5	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	49	
			264	Technicien en administration	2	
		Soutien	200	Agent de bureau	7	
			276	Téléphoniste-réceptionniste	1	
	Total CLE - TROIS-RIVIÈRES					67
Total Mauricie					188	
Estrie	CLE - ASBESTOS	Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
	Total CLE - ASBESTOS					7
	CLE - COATICOOK	Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
	Total CLE - COATICOOK					3
	CLE - EAST ANGUS	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	102	Agent de développement industriel	1	
			111	Attaché d'administration	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
	Total CLE - EAST ANGUS					12
	CLE - LAC MÉGANTIC	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
	Total CLE - LAC MÉGANTIC					7
	CLE - MAGOG	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	25	
		Soutien	200	Agent de bureau	5	
	Total CLE - MAGOG					32
	CLE - SHERBROOKE	Cadre	630	Cadre supérieur	2	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	5	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	47	
		Soutien	200	Agent de bureau	9	
			221	Agent de secrétariat	2	
	Total CLE - SHERBROOKE					65
	CLE - WINDSOR	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
	Total CLE - WINDSOR					10
Total Estrie					136	
Montréal	CLE - AHUNTSIC	Cadre	630	Cadre supérieur	2	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11	
			264	Technicien en administration	2	
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	11	
		Soutien	200	Agent de bureau	4	
	Total CLE - AHUNTSIC					30
	CLE - CÔTE-DES-NEIGES	Cadre	630	Cadre supérieur	2	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	21	
			264	Technicien en administration	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	9	
	Total CLE - CÔTE-DES-NEIGES					34
	CLE - FLEURY	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8	
		Soutien	200	Agent de bureau	4	
	Total CLE - FLEURY					13
	CLE - HOCHELAGA - MAISONNEUVE	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5	
			264	Technicien en administration	1	

Nom de la région	Nom du service	Catégorie	Corps d'emploi		Total
		Soutien	200	Agent de bureau	6
	Total CLE - HOCHELAGA - MAISONNEUVE				13
	CLE - LASALLE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	32
		Soutien	200	Agent de bureau	6
			276	Téléphoniste-réceptionniste	1
	Total CLE - LASALLE				41
	CLE - MERCIER	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	18
		Soutien	200	Agent de bureau	5
	Total CLE - MERCIER				24
	CLE - MONTRÉAL-NORD	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	52
			264	Technicien en administration	2
		Soutien	200	Agent de bureau	9
	Total CLE - MONTRÉAL-NORD				65
	CLE - NOTRE-DAME-DE-GRÂCE	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
		Soutien	200	Agent de bureau	3
	Total CLE - NOTRE-DAME-DE-GRÂCE				14
	CLE - OUEST-DE-L'ÎLE	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	21
		Soutien	200	Agent de bureau	5
	Total CLE - OUEST-DE-L'ÎLE				28
	CLE - PARC-EXTENSION	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6
	Total CLE - PARC-EXTENSION				7
	CLE - PLATEAU MONT-ROYAL	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	20
		Soutien	200	Agent de bureau	7
	Total CLE - PLATEAU MONT-ROYAL				29
	CLE - POINTE-AUX-TREMBLES	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	17
			264	Technicien en administration	1
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
		Soutien	200	Agent de bureau	6
	Total CLE - POINTE-AUX-TREMBLES				25
	CLE - POINTE-SAINT-CHARLES	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	7
		Soutien	200	Agent de bureau	4
	Total CLE - POINTE-SAINT-CHARLES				22
	CLE - ROSEMONT-PETITE-PATRIE (IBERVILLE)	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	13
		Soutien	200	Agent de bureau	7
	Total CLE - ROSEMONT-PETITE-PATRIE (IBERVILLE)				22
	CLE - SAINTE-MARIE-CENTRE-SUD	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8
		Soutien	200	Agent de bureau	5
	Total CLE - SAINTE-MARIE-CENTRE-SUD				14
	CLE - SAINT-LAURENT	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	116	Conseiller orientation profess.	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	31
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	6
		Soutien	200	Agent de bureau	7
	Total CLE - SAINT-LAURENT				47
	CLE - SAINT-LÉONARD	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	35
			264	Technicien en administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	9
	Total CLE - SAINT-LÉONARD				48
	CLE - SAINT-MICHEL	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	7
		Soutien	200	Agent de bureau	7
	Total CLE - SAINT-MICHEL				26
	CLE - VERDUN	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	20
			264	Technicien en administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	7
	Total CLE - VERDUN				28
	CLE - VILLE ÉMARD	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	13
		Soutien	200	Agent de bureau	2
	Total CLE - VILLE ÉMARD				16
Total Montréal				546	

Nom de la région	Nom du service	Catégorie	Corps d'emplois		Total	
Outaouais	CLE - AYLMER	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	16	
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	8	
		Soutien	200	Agent de bureau	6	
			221	Agent de secrétariat	1	
	Total CLE - AYLMER					32
	CLE - BUCKINGHAM	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3	
		Soutien	200	Agent de bureau	2	
	Total CLE - BUCKINGHAM					6
	CLE - CAMPBELL'S BAY	Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5	
		Soutien	200	Agent de bureau	3	
	Total CLE - CAMPBELL'S BAY					9
	CLE - GATINEAU	Cadre	630	Cadre supérieur	2	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	8	
			116	Conseiller orientation profess.	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	48	
			264	Technicien en administration	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	9	
			221	Agent de secrétariat	1	
	Total CLE - GATINEAU					70
	CLE - HULL	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
			116	Conseiller orientation profess.	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6	
		Soutien	200	Agent de bureau	3	
	Total CLE - HULL					12
	CLE - MANIWAKI	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12	
		Soutien	200	Agent de bureau	3	
	Total CLE - MANIWAKI					17
	CLE - PAPINEAUVILLE	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6	
		Soutien	200	Agent de bureau	2	
	221		Agent de secrétariat	1		
	Total CLE - PAPINEAUVILLE					11
	Total Outaouais					157
	Abitibi-Témiscamingue	CLE - AMOS	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	15
Soutien			200	Agent de bureau	6	
Total CLE - AMOS					24	
CLE - LA SARRE		Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5	
		Soutien	200	Agent de bureau	4	
Total CLE - LA SARRE					11	
CLE - ROUYN-NORANDA		Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
			116	Conseiller orientation profess.	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10	
		Soutien	200	Agent de bureau	5	
Total CLE - ROUYN-NORANDA					19	
CLE - SENNETERRE		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
Total CLE - SENNETERRE					4	
CLE - VAL D'OR		Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	102	Agent de développement industriel	1	
			111	Attaché d'administration	2	
			116	Conseiller orientation profess.	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12	
		Soutien	200	Agent de bureau	4	
			221	Agent de secrétariat	2	
Total CLE - VAL D'OR					23	
CLE - VILLE-MARIE		Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8	
		Soutien	200	Agent de bureau	2	
Total CLE - VILLE-MARIE					13	
Total Abitibi-Témiscamingue					94	
Côte-Nord	CLE - BAIE-COMEAU	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	14	
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	4	
			221	Agent de secrétariat	1	
	Total CLE - BAIE-COMEAU					23
	CLE - FORESTVILLE	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5	

Nom de la région	Nom du service	Catégorie	Corps d'emplois		Total
		Soutien	200	Agent de bureau	2
	Total CLE - FORESTVILLE				7
	CLE - HAVRE-SAINT-PIERRE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4
		Soutien	200	Agent de bureau	1
	Total CLE - HAVRE-SAINT-PIERRE				7
	CLE - LES ESCOUMINS	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
		Soutien	200	Agent de bureau	1
			221	Agent de secrétariat	1
	Total CLE - LES ESCOUMINS				6
	CLE - PORT-CARTIER	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
	Total CLE - PORT-CARTIER				2
	CLE - SEPT-ÎLES	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10
		Soutien	200	Agent de bureau	4
			221	Agent de secrétariat	1
276			Téléphoniste-réceptionniste	1	
Total CLE - SEPT-ÎLES				19	
Total Côte-Nord					64
Nord-du-Québec	CLE - BAIE-JAMES	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12
		Soutien	200	Agent de bureau	2
	Total CLE - BAIE-JAMES				15
	CLE - CHISASIBI	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
	Total CLE - CHISASIBI				2
Total Nord-du-Québec					17
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	CLE - AVIGNON - POINTE-À-LA-CROIX	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10
		Soutien	200	Agent de bureau	2
			221	Agent de secrétariat	2
	Total CLE - AVIGNON - POINTE-À-LA-CROIX				18
	CLE - BONAVENTURE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
		Soutien	200	Agent de bureau	2
			221	Agent de secrétariat	1
	Total CLE - BONAVENTURE				17
	CLE - DU ROCHER-PERCÉ	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	15
		Soutien	200	Agent de bureau	2
			221	Agent de secrétariat	1
	Total CLE - DU ROCHER-PERCÉ				22
	CLE - ÎLES-DE-LA-MADELEINE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7
		Soutien	200	Agent de bureau	3
	Total CLE - ÎLES-DE-LA-MADELEINE				13
	CLE - LA CÔTE-DE-GASPÉ	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10
		Soutien	200	Agent de bureau	2
	Total CLE - LA CÔTE-DE-GASPÉ				15
	CLE - LA-HAUTE-GASPÉSIE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	14
		Soutien	200	Agent de bureau	2
	Total CLE - LA-HAUTE-GASPÉSIE				19
Total Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine					104
Chaudière-Appalaches	CLE - LAC ETCHEMIN	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7
		Soutien	200	Agent de bureau	2
	Total CLE - LAC ETCHEMIN				9
	CLE - L'ISLET	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3
		Soutien	200	Agent de bureau	1
	Total CLE - L'ISLET				4
	CLE - LITTORAL	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	5
116	Conseiller orientation profess.		1		

Nom de la région	Nom du service	Catégorie	Corps d'emploi		Total	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	31	
			264	Technicien en administration	1	
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	6	
	Total CLE - LITTORAL					47
	CLE - MONTMAGNY	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10	
			264	Technicien en administration	1	
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	2	
			221	Agent de secrétariat	1	
	Total CLE - MONTMAGNY					17
	CLE - SAINTE-CROIX	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
	Total CLE - SAINTE-CROIX					3
	CLE - SAINTE-MARIE	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10	
		Soutien	200	Agent de bureau	3	
	Total CLE - SAINTE-MARIE					16
	CLE - SAINT-GEORGES	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	6	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	21	
			264	Technicien en administration	1	
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	7	
			221	Agent de secrétariat	1	
	Total CLE - SAINT-GEORGES					38
	CLE - SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	Soutien	200	Agent de bureau	2	
	Total CLE - SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE					2
	CLE - SAINT-LAZARRE	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
	Total CLE - SAINT-LAZARRE					3
	CLE - THETFORD MINES	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	13	
			264	Technicien en administration	1	
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	4	
	Total CLE - THETFORD MINES					23
Total Chaudière-Appalaches					162	
Laval	CLE LAVAL-DES-RAPIDES	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	32	
			264	Technicien en administration	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	7	
			221	Agent de secrétariat	2	
	Total CLE LAVAL-DES-RAPIDES					45
	CLE CHOMEDEY - SAINTE-DOROTHÉE	Cadre	630	Cadre supérieur	2	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	42	
			264	Technicien en administration	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	12	
			221	Agent de secrétariat	1	
		276	Téléphoniste-réceptionniste	1		
	Total CLE CHOMEDEY - SAINTE-DOROTHÉE					61
Total Laval					106	
Lanaudière	CLE - BERTHIERVILLE	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	14	
			264	Technicien en administration	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	4	
	Total CLE - BERTHIERVILLE					21
	CLE - JOLIETTE	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	5	
			116	Conseiller orientation profess.	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	17	
			264	Technicien en administration	2	
		Soutien	200	Agent de bureau	5	
	Total CLE - JOLIETTE					31
	CLE - RAWDON	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10	
			264	Technicien en administration	1	
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	13	
		Soutien	200	Agent de bureau	2	
	Total CLE - RAWDON					28
	CLE - REPENTIGNY	Cadre	630	Cadre supérieur	2	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	35	

Nom de la région	Nom du service	Catégorie	Corps d'emplois		Total
			264	Technicien en administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	10
	Total CLE - REPENTIGNY				50
	CLE - SAINTE-JULIENNE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	17
			264	Technicien en administration	1
		Soutien	200	Agent de bureau	4
	Total CLE - SAINTE-JULIENNE				24
	CLE - SAINT-JEAN-DE-MATHA	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7
		Soutien	200	Agent de bureau	2
	Total CLE - SAINT-JEAN-DE-MATHA				9
	CLE - TERREBONNE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	4
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	19
		Soutien	200	Agent de bureau	6
	Total CLE - TERREBONNE				30
Total Lanaudière					193
Laurentides	CLE - LACHUTE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12
		Soutien	200	Agent de bureau	3
			221	Agent de secrétariat	1
	Total CLE - LACHUTE				20
	CLE - MIRABEL	Soutien	200	Agent de bureau	2
	Total CLE - MIRABEL				2
	CLE - MONT-LAURIER	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	13
		Soutien	200	Agent de bureau	3
			276	Téléphoniste-réceptionniste	2
	Total CLE - MONT-LAURIER				22
	CLE - RIVIÈRE-ROUGE	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1
	Total CLE - RIVIÈRE-ROUGE				1
	CLE - SAINTE-ADÈLE	Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	20
		Soutien	200	Agent de bureau	6
			276	Téléphoniste-réceptionniste	1
	Total CLE - SAINTE-ADÈLE				29
	CLE - SAINTE-AGATHE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12
		Soutien	200	Agent de bureau	3
	Total CLE - SAINTE-AGATHE				18
	CLE - SAINTE-THÉRÈSE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	4
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	27
		Soutien	200	Agent de bureau	8
			221	Agent de secrétariat	1
	Total CLE - SAINTE-THÉRÈSE				41
	CLE - SAINT-EUSTACHE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	15
		Soutien	200	Agent de bureau	5
			221	Agent de secrétariat	2
	Total CLE - SAINT-EUSTACHE				26
	CLE - SAINT-JÉRÔME	Cadre	630	Cadre supérieur	3
		Professionnel	111	Attaché d'administration	5
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	29
		Soutien	200	Agent de bureau	6
			221	Agent de secrétariat	1
	Total CLE - SAINT-JÉRÔME				44
Total Laurentides					203
Montréal	CLE - ACTON VALE	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1
		Soutien	200	Agent de bureau	1
	Total CLE - ACTON VALE				2
	CLE - BOUCHERVILLE	Professionnel	111	Attaché d'administration	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
		Soutien	200	Agent de bureau	3
	Total CLE - BOUCHERVILLE				15
	CLE - BRÔME-MISSISQUOI	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	2
		Soutien	200	Agent de bureau	3
	Total CLE - BRÔME-MISSISQUOI				16
	CLE - BROSSARD	Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	26
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
		Soutien	200	Agent de bureau	7
Total CLE - BROSSARD				36	

Nom de la région	Nom du service	Catégorie	Corps d'emplois		Total			
	CLE - CHÂTEAUGUAY	Professionnel	111	Attaché d'administration	1			
			116	Conseiller orientation profess.	1			
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	13			
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1			
		Soutien	200	Agent de bureau	3			
	Total CLE - CHÂTEAUGUAY					19		
	CLE - CONTRECOEUR	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2			
		Soutien	200	Agent de bureau	1			
	Total CLE - CONTRECOEUR					3		
	CLE - HAUTE-YAMASKA	Cadre	630	Cadre supérieur	2			
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3			
			116	Conseiller orientation profess.	1			
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	25			
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	2			
		Soutien	200	Agent de bureau	7			
						1		
						221	Agent de secrétariat	1
	Total CLE - HAUTE-YAMASKA					41		
	CLE - HAUT-SAINT-LAURENT	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9			
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1			
		Soutien	200	Agent de bureau	2			
	Total CLE - HAUT-SAINT-LAURENT					12		
	CLE - LA VALLÉE-DU-RICHELIEU	Cadre	630	Cadre supérieur	1			
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2			
			116	Conseiller orientation profess.	1			
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	15			
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1			
		Soutien	200	Agent de bureau	4			
	Total CLE - LA VALLÉE-DU-RICHELIEU					24		
	CLE - LE HAUT-RICHELIEU	Cadre	630	Cadre supérieur	3			
		Professionnel	111	Attaché d'administration	8			
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	32			
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	4			
		Soutien	200	Agent de bureau	8			
			218	Dactylographe	1			
	Total CLE - LE HAUT-RICHELIEU					56		
	CLE - LONGUEUIL	Cadre	630	Cadre supérieur	2			
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3			
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	46			
			264	Technicien en administration	1			
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	4			
		Soutien	200	Agent de bureau	12			
			221	Agent de secrétariat	1			
	Total CLE - LONGUEUIL					69		
	CLE - MARIEVILLE	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5			
		Soutien	200	Agent de bureau	2			
	Total CLE - MARIEVILLE					7		
	CLE - SAINT-CONSTANT	Cadre	630	Cadre supérieur	1			
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3			
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12			
298			Enquêteur en matières frauduleuses	2				
Soutien		200	Agent de bureau	5				
Total CLE - SAINT-CONSTANT					23			
CLE - SAINT-HUBERT	Cadre	630	Cadre supérieur	1				
	Professionnel	111	Attaché d'administration	6				
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	14				
		298	Enquêteur en matières frauduleuses	1				
	Soutien	200	Agent de bureau	6				
Total CLE - SAINT-HUBERT					28			
CLE - SAINT-HYACINTHE	Cadre	630	Cadre supérieur	3				
	Professionnel	111	Attaché d'administration	3				
		116	Conseiller orientation profess.	1				
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	32				
		298	Enquêteur en matières frauduleuses	2				
	Soutien	200	Agent de bureau	6				
		221	Agent de secrétariat	2				
276		Téléphoniste-réceptionniste	1					
Total CLE - SAINT-HYACINTHE					50			
CLE - SAINT-RÉMI	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2				
	Soutien	200	Agent de bureau	1				
Total CLE - SAINT-RÉMI					3			
CLE - SOREL	Cadre	630	Cadre supérieur	1				
	Professionnel	111	Attaché d'administration	6				
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	17				
		264	Technicien en administration	1				
		298	Enquêteur en matières frauduleuses	1				
	Soutien	200	Agent de bureau	7				
		221	Agent de secrétariat	1				
Total CLE - SOREL					34			
CLE - VALLEYFIELD	Cadre	630	Cadre supérieur	2				
	Professionnel	111	Attaché d'administration	7				
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	20				

Nom de la région	Nom du service	Catégorie	Corps d'emplois		Total	
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	3	
		Soutien	200	Agent de bureau	6	
			221	Agent de secrétariat	1	
	Total CLE - VALLEYFIELD					39
	CLE - VAUDREUIL-SOULANGES	Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
			116	Conseiller orientation profess.	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	14	
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	5	
	Total CLE - VAUDREUIL-SOULANGES					23
	Total Montérégie					500
	Centre-du-Québec	CLE - DRUMMONDVILLE	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Professionnel	111	Attaché d'administration	5
Technicien			214	Agent d'aide socio-économique	44	
Soutien			200	Agent de bureau	9	
			221	Agent de secrétariat	2	
Total CLE - DRUMMONDVILLE					62	
CLE - L'ÉRABLE		Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11	
		Soutien	200	Agent de bureau	5	
Total CLE - L'ÉRABLE					18	
CLE - NICOLET - BÉCANCOUR		Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	4	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11	
		Soutien	200	Agent de bureau	4	
Total CLE - NICOLET - BÉCANCOUR					20	
CLE - VICTORIAVILLE		Cadre	630	Cadre supérieur	2	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	22	
		Soutien	200	Agent de bureau	3	
Total CLE - VICTORIAVILLE					30	
Total Centre-du-Québec					130	
					3 092	

Source : Données extraites du SAGIP à la paye 25 du 8 mars 2012 (effectif en place au 24 février 2012).

Notes :

- Les Centres locaux d'emploi de Kuujjuak et de Inukjuak ne figurent pas sur la liste des effectifs puisque les employés sont rémunérés par l'Administration régionale Kativik.
- Les données concernent exclusivement le personnel des 133 Centres locaux d'emploi et **excluent** le Centre administratif régional – Pension alimentaire, les Centres administratifs, le Centre d'assistance au placement, les Centres de communication avec la clientèle, le Centre des contraintes sévères, les Centres de services spécialisés, les Centres de services aux entreprises, le Centre spécialisé des demandeurs d'asile et des garants défaillants.
- Les données excluent le personnel non assujetti à la Loi sur la fonction publique, le personnel de la Ville de Montréal et comprennent le personnel de la banque de suppléance (51).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP14

Titre

Pour les années 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013, montant dépensé visant l'intégration des immigrants et pris en compte par l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains.

Exposé et statistiques

Pour 2011-2012, les montants dépensés en vertu de l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains sont non disponibles.

SOURCE : DGARBFM, 2 avril 2012
Validation :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP15

Titre

Bilan du Pacte pour l'emploi et du Pacte pour l'emploi *Plus*

Pacte pour l'emploi

Annoncé le 18 mars 2008, le Pacte pour l'emploi constituait une réponse originale du gouvernement du Québec aux besoins des entreprises pour résoudre les difficultés liées à la rareté et à la qualification de la main-d'œuvre, avec l'objectif de soutenir toutes les personnes qui font des démarches pour s'intégrer durablement en emploi. Le Pacte représentait un investissement 987 M\$ sur trois ans (2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011), dont 548 M\$ en investissement public et 439 M\$ du secteur privé.

- Cette vaste initiative gouvernementale visait à doter le Québec d'une main-d'œuvre mieux formée et performante, afin de faire face à la rareté croissante de main-d'œuvre, de même qu'à la concurrence accrue sur les marchés domestiques et internationaux.
- Rappelons que cette stratégie a été lancée dans un contexte favorable à la création d'emplois, avant la récession qu'a connue le Québec en 2008-2009. Le Pacte pour l'emploi aura cependant permis d'atténuer significativement les effets de cette récession sur le marché du travail.
- En effet, la diminution de l'emploi au Québec a été moins importante que dans les autres provinces (62 700 emplois perdus ou -1,6 % comparativement à 427 900 (-2,5 %) et 256 800 (-3,8 %) respectivement au Canada et en Ontario). De plus, la reprise de l'emploi a été plus rapide au Québec que dans les autres provinces.

Pacte pour l'emploi Plus

Annoncé le 23 mars 2009, le Pacte pour l'emploi *Plus* a ajouté des investissements supplémentaires de **518 millions** sur deux ans, dont **62,2 millions d'investissements privés**.

Le Pacte pour l'emploi et le Pacte pour l'emploi *Plus* représentaient une contribution additionnelle de près de **1,5 milliard en trois ans**, afin d'aider un bassin potentiel de **850 000 chercheuses et chercheurs d'emploi**, de **855 000 travailleuses et travailleurs** en formation et de **35 000 entreprises**.

Les résultats conjugués de l'action du MESS dans le cadre du pacte et du Pacte pour l'emploi plus :

Le PACTE et le PACTE pour l'emploi *Plus* ont permis une intervention rapide et efficace des services publics d'emploi dans le contexte du ralentissement économique.

En trois ans, soit entre le 1^{er} avril 2008 et le 31 mars 2011 :

- 878 425 chercheurs d'emploi servis, dans le cadre de l'ensemble des mesures et services offerts aux individus.
 - Parmi eux, 117 666 visés dans le cadre du Pacte et desservis par les services publics d'emploi dans leur démarche d'insertion en emploi ou de formation. Il s'agit d'une augmentation de 30 380 personnes visées par le Pacte, comparativement aux résultats de 2007-2008 échelonnés sur une même période.
- 360 284 travailleurs en entreprises soutenus dans leurs démarches de formation¹, de développement et de reconnaissance de leurs compétences.
- 27 829 travailleurs à risque de perdre leur emploi soutenus par le biais du programme Soutien aux entreprises à risque de ralentissement économique SERRÉ (1 192 projets)

¹ Actuellement, on ne peut dénombrer que partiellement le nombre de travailleurs soutenus dans leurs démarches de formation, puisque les données des mesures fiscales ne sont pas encore dénombrées dont celles concernant le *Crédit d'impôt pour la formation de la main-d'œuvre des secteurs manufacturiers, forestiers et miniers*.

autorisés provenant de 1 092 entreprises entre le 1^{er} décembre 2008 et le 31 mars 2010).

- 35 404 entreprises soutenues dans le cadre de l'ensemble des mesures et services offerts aux entreprises.
 - Parmi elles, 19 727 entreprises (visées dans le cadre du Pacte) rejointes par Emploi-Québec dans leurs besoins de formation et de reconnaissance des acquis et des compétences de leur main-d'œuvre, soit une augmentation de 7 559 entreprises comparativement aux résultats de 2007-2008.
- En trois ans, dans le cadre du Pacte pour l'emploi, le MESS aura engagé **290,8 M\$** pour des **mesures offertes aux individus**, **49,9 M\$** pour des **mesures offertes aux entreprises** et **30,5 M\$** pour financer les ressources nécessaires afin d'offrir les services aux clients par Emploi-Québec, pour un total de **371,1 M\$ en mesures du MESS**.
- Entre le 1^{er} avril 2009 et le **31 mars 2011**, dans le cadre du Pacte pour l'emploi *Plus*, le MESS aura engagé **293,4 M\$** pour des **mesures offertes aux individus**, **75,0 M\$** pour des **mesures offertes aux entreprises** et **25,9 M\$** pour financer les ressources nécessaires afin d'offrir les services aux clients par Emploi-Québec, pour un total de **394,3 M\$ en mesures du MESS**.

Ces investissements ont permis de soutenir davantage de personnes et d'entreprises, et ce, en parant aux urgences tout en préparant l'avenir. Parmi les mesures qui ont un impact immédiat sur les individus, on compte :

- les services adaptés aux personnes qui ont perdu leur emploi,
- les investissements pour la qualification de la main-d'œuvre et qui visent à éviter les licenciements.

En favorisant le maintien en emploi par la formation, le Ministère a soutenu les personnes durant la récession et a permis d'aider des entreprises à améliorer leur productivité et à les préparer pour la reprise.

SOURCE : Direction des politiques d'emploi, de la planification stratégique et la de main-d'œuvre – 4 avril 2012

VALIDATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles – 7 mars 2012
Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 10 avril 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche # : RP16

Sommes obtenues et état d'avancement des travaux visant le financement par le gouvernement du Pacte pour l'emploi et du Pacte pour l'emploi Plus

Exposé et statistiques

Le Pacte pour l'emploi Plus a pris fin au terme de l'année financière 2010-2011.

Voici le détail des sommes obtenues du gouvernement fédéral pour le financement du Fonds de développement du marché du travail (FDMT) en 2011-2012, dans le cadre du Pacte pour l'emploi et des ententes utilisées auparavant dans le cadre du Pacte pour l'emploi Plus :

	Montant k\$
Pacte pour l'emploi	
Entente sur le marché du travail Canada-Québec 2008-2014	115 705,0
Pacte pour l'emploi Plus	
Entente modificatrice à l'entente de principe Canada-Québec relative au marché du travail ⁽¹⁾	0,0
Entente modificatrice à l'Entente Canada-Québec sur le marché du travail (EMT) 2008-2014 ⁽¹⁾	0,0
Ententes modificatrices à l'Entente Canada-Québec relative à l'initiative ciblée pour les travailleurs âgés ⁽²⁾	13 346,4
TOTAL	129 051,4

⁽¹⁾ Cette entente a pris fin le 31 mars 2011.

⁽²⁾ Cette entente prendra pris fin le 31 mars 2012 et elle devra être prolongée de deux années.

À la suite des annonces faites par le gouvernement fédéral dans les budgets 2007, 2008 et 2009 les négociations ont permis la conclusion des ententes bilatérales et deux de celles-ci sont maintenant terminées.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche # : RP17

Sommes obtenues visant le financement par le gouvernement fédéral du Pacte pour l'emploi et du Pacte pour l'emploi Plus

Exposé et statistiques

Référer à la réponse transmise à la fiche RP16 – Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

SOURCE : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles, le 2 avril 2012
COLLABORATION : Direction des affaires canadiennes et internationales

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche # RP18

Liste des consultations menées par le ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) ainsi que la Commission des partenaires du marché du travail n'ont pas mené de consultation en 2011-2012 auprès des communautés autochtones.

SOURCE : Direction de la Planification et du développement des stratégies, 8 mars 2012
COLLABORATIONS : Direction du développement des compétences et de l'intervention sectorielle, CPMT
Direction des politiques de lutte contre la pauvreté
VALIDATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles, 8 mars 2012
Bureau de la sous-ministre associée, le 30 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP19

Titre

État de situation au sujet du comité interministériel sur les centres de travail adapté

Exposé et statistiques

Cette question est non pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre associée, le 11 avril 2011

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée, le 11 avril 2011

ÉTUDE DE CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP20

Titre

Économies réalisées par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) par la réduction des prestations aux prestataires qui doivent retirer leur rente de retraite en 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013.

Exposé et statistiques

En décembre 2011, 30 852 ménages prestataires ont reçu une rente de retraite de la Régie des rentes du Québec, dont le montant moyen est établi à plus de 151 \$ par mois. On peut donc estimer l'impact de cette mesure à 56,1 M\$ en 2011-2012.

SOURCE : Direction des politiques de prestations – 28 février 2012

VALIDATION : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 19 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 21

Titre

Prévision des coûts supplémentaires de prestations aux prestataires si le gouvernement fédéral devait repousser de 65 à 67 ans l'âge d'admissibilité à la pension de la Sécurité de la vieillesse.

Exposé et statistiques

Cette question est non pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Direction des politiques de prestations – 2 avril 2012
VALIDATION : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 5 avril 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP22

Titre

Effectifs selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi en 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013.

Exposé et statistiques

Effectifs selon la fonction : Référer à la réponse transmise à la fiche RP13.

Nombre moyen de dossiers par agent pour l'ensemble des CLE :

À la fin février 2012, le nombre de dossiers opérationnels confiés à un agent de gestion des dossiers actifs fut en moyenne de 479. Ce nombre est sans effet sur le taux de satisfaction à l'égard des services qui demeure élevé à 95 % et sur la capacité à rencontrer les engagements de la Déclaration de services aux citoyens (délai de traitement des dossiers).

SOURCE : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire - Direction de la statistique et de l'information de gestion, 26 mars 2012.

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée, le 4 avril 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP23

Titre

État de situation détaillé de la mise en œuvre de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles.

Exposé et statistiques

Cette question est non pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre associée, le 11 avril 2012
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée, le 11 avril 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 24

Titre

Le nombre et le pourcentage de personnes qui sont touchées par les modifications réglementaires à la sécurité du revenu.

Exposé et statistiques

Question non pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Direction des politiques de prestations – 15 mars 2012

VALIDATION : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 19 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP25

Titre

Effectifs selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi en 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013.

Exposé et statistiques

Référer à la réponse transmise à la fiche RP22 – Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

SOURCE : Emploi-Québec – Bureau de la sous-ministre associée, 23 mars 2012
VALIDATION : Sous-ministre associée, le 23 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP26

Titre

Prévisions du nombre de prestataires pour 2012-2013

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Pour 2012-2013, le budget de dépenses prévoit que le nombre moyen de ménages à l'aide financière de dernier recours s'établira à 324 582, soit 197 944 ménages au Programme d'aide sociale et 126 638 ménages au Programme de solidarité sociale.

SOURCE : Direction des politiques de prestations – 9 mars 2012

VALIDATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles – 9 mars 2012
Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 19 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP27

Titre

Coût de l'indexation des prestations de l'assistance-emploi pour 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014.

Exposé et statistiques

Pour 2012-2013, le coût de l'indexation des prestations de l'aide financière de dernier recours est de 85,0 M\$.

SOURCE :

Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles – 20 février 2012

COLLABORATION :

Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire

VALIDATION :

DGARBEM – 27 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP28a

Titre

État de la situation du Programme de solidarité sociale en 2010-2011 et 2011-2012 avec :

- a) Répartition des prestataires avec contraintes sévères à l'emploi selon les diagnostics de nature invalidante pour incapacité supérieure ou égale à douze mois.

DIAGNOSTICS	NOMBRE D'ADULTES AVEC CONTRAINTES SÉVÈRES
	Décembre 2011
Retard mental, déficience mentale ou intellectuelle (code 3170)	13 143
Psychoses (code 2900)	16 083
Schizophrénie paranoïde (code 2953)	8 179
Troubles névrotiques, de la personnalité et autres (code 3000)	19 318
Déficience mentale ou intellectuelle sévère (code 3182)	5 702
Autres maladies et syndrome du système nerveux (code 3400)	5 768
Cardiopathies ischémiques (code 4100)	1 675
Arthropathies et affections apparentées (code 7100)	3 834
Maladies pulmonaires obstructives (code 4900)	1 843
Maladies endocriniennes, etc. (code 2400)	3 174
Trisomie 13, 18, 21 (code 7589)	2 810
Affections des régions du plan dorsal (code 7200)	5 575
Tumeurs malignes (code 1400)	1 163
Autres diagnostics	37 203
Rentes d'invalidité RRQ, Régime de pensions du Canada, etc. ¹	4 676
TOTAL	130 146

¹ Depuis le 1^{er} avril 1995, l'admissibilité à une rente d'invalidité en vertu du Régime de rentes du Québec est vérifiée pour chaque personne à qui on a reconnu des contraintes sévères à l'emploi ou qui a fait cette demande de reconnaissance. Le prestataire est alors informé qu'il doit faire compléter le rapport médical de la RRQ par son médecin traitant et qu'il doit acheminer ce rapport médical ainsi que le formulaire "Demande de prestations d'invalidité" à la Régie des rentes du Québec, en vertu de l'article 41 de la Loi.

Lorsque le prestataire d'aide financière de dernier recours est reconnu "invalidé" par la Régie, il reçoit une rente d'invalidité qu'il doit déclarer en tant que revenu d'autres sources. Ce revenu, considéré dans le calcul de la prestation de solidarité sociale, pourra, dans certains cas, rendre le prestataire inadmissible à l'aide financière de dernier recours. Par conséquent, les adultes prestataires dénombrés ayant une rente d'invalidité reçoivent une prestation de solidarité sociale réduite, mais suffisante pour suppléer aux besoins non comblés par la rente.

SOURCE : Direction de la statistique et de l'information de gestion – 14 mars 2012
VALIDATION : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 21 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP28b

Titre

Évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscription à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune de ces étapes.

A) Nombre de personnes avec contraintes sévères à l'emploi en décembre 2011, selon l'étape de traitement du dossier

Admission	Nombre	%
▪ Parce que bénéficiaires de rentes d'invalidité ^{1,2}	4 676	3,59
▪ Par un agent d'aide socio-économique	29 067	22,33
▪ Par un comité d'évaluation médicale et socioprofessionnelle	82 777	63,60
▪ Par un comité de révision	11 710	9,00
▪ Par le Tribunal administratif du Québec (TAQ)	925	0,71
▪ Autres	9	0,01
▪ Inconnue	982	0,75
Total	130 146	100,00

¹ Les bénéficiaires de rentes d'invalidité d'un autre régime sont automatiquement admis à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi.

² Il peut arriver que ces bénéficiaires se retrouvent dans une autre catégorie. A été priorisé la catégorie « Bénéficiaire de la rente d'invalidité ».

B) Nombre de demandes traitées par l'ensemble des comités d'évaluation médicale et socioprofessionnelle et des comités de révision du 26 mars 2011 au 28 février 2012 (11 premiers mois de l'année financière 2011-2012)

Comités d'évaluation médicale et socioprofessionnelle

▪ Demandes reçues	11 949	
▪ Demandes traitées	11 849	99,2 %
▪ Demandes acceptées	5 632	47,5 %
▪ Demandes refusées avec allocation pour contraintes temporaires	4 660	39,3 %
▪ Demandes refusées sans allocation pour contraintes temporaires	1 557	13,1 %

Comités de révision

Période du 1^{er} avril 2011 au 29 février 2012 (11 premiers mois de l'année financière 2011-2012)

▪ Demandes reçues	1 652 ¹	
▪ Demandes traitées	1 632	
▪ Demandes acceptées	876	53,7 %
▪ Demandes refusées avec allocation pour contraintes temporaires	202	12,4 %
▪ Demandes refusées sans allocation pour contraintes temporaires	438	26,8 %
▪ Autres (ex. : désistements ou non récurrents)	116	7,1 %

¹ Considérant qu'un délai de 73,1 jours est nécessaire pour traiter ces demandes, on ne peut mettre en relation le nombre de demandes reçues et traitées au cours de la période de référence. En effet, une partie des demandes traitées au cours de la période de référence ont pu être reçues avant le 1^{er} avril 2011.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP28b (suite)

Titre

Évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscription à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune de ces étapes.

C) Nombre de demandes en appel, traitées par le Tribunal administratif du Québec du 1^{er} avril 2011 au 29 février 2012 (11 premiers mois de l'année financière 2011-2012)

• Décisions sur le fond		88
• Désistements		38
• Conciliations		0
• Règlements hors tribunal		10
• Total		136
• Pourcentage de demandes accueillies	46	52,3 %
• Pourcentage de demandes refusées	29	33,0 %
• Pourcentage de demandes accueillies ou rejetées en partie	3	3,4 %
• Pourcentage de règlements hors tribunal entériné	9	10,2 %
• Pourcentage de recours sans objet	1	1,1 %

D) Délai de traitement du 1^{er} avril 2011 au 28 février 2012 (11 premiers mois de l'année financière 2011-2012)

Demandes d'admissibilité au programme	Délai total moyen
• Admis par l'agent avec rapport médical (si diagnostic présent à la <i>Liste des diagnostics évidents</i>)	Sans délai
• Recommandation des comités d'évaluation médicale et socioprofessionnelle ¹	5,7 jours
Demandes de révision²	
• Décision des comités de révision	73,1 jours

¹ Le délai total moyen de traitement en admission est le délai entre le moment où le dossier entre à la Direction de la conformité et de l'évaluation médicale et socioprofessionnelle et celui où il est transmis au CLE.

² Le délai total moyen de traitement en révision est le délai entre le moment de la date de réception de la demande (habituellement au CLE) ou la production d'observations et la date d'expédition de la décision par le Service des régions de l'Est du Québec.

SOURCE : Direction des politiques de prestations – 12 avril 2012
COLLABORATION : DSIG, SEMS, DGARRA, Direction des régions de l'Est du Québec, Tribunal administratif du Québec
VALIDATION : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire
13 avril 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP28c

Titre

État de la situation aux programmes d'aide financière de dernier recours en 2010-2011 et 2011-2012 avec :

c) Répartition des ménages selon le mode de logement (propriétaires, locataires, chambreurs, en logement subventionné : HLM, coopérative d'habitation) en indiquant la catégorie de ménages.

DÉCEMBRE 2011					
MODES DE LOGEMENT	CATÉGORIES DE MÉNAGES				TOTAL
	Personnes seules ¹	Couples sans enfants	Familles monoparentales	Couples avec enfants	
Propriétaires	8 472	2 442	1 239	1 037	13 190
Propriétaires à logements multiples	249	55	35	20	359
Locataires	104 176	8 698	26 961	14 539	154 374
Locataires H.L.M.	16 165	1 172	5 126	2 200	24 663
Chambreurs ou pensionnaires	73 213	489	3 278	363	77 343
Chamb. ou pension. chez un parent	39 385	404	2 736	269	42 794
Logement subventionné	5 822	345	1 651	569	8 387
Temporairement sans adresse ²	2 681	5	9	2	2 697
En hébergement	2 859				2 859
TOTAL	253 022	13 610	41 035	18 999	326 666

1. Inclut les conjoints d'étudiants.

2. Désigne les personnes qui n'ont pas d'adresse fixe ou stable ou qui n'ont pas l'assurance d'un hébergement stable pour les 60 prochains jours.

SOURCE : Direction de la statistique et de l'information de gestion – 14 mars 2012

VALIDATION : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 23 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP28d et j

Titre

État de la situation aux programmes d'aide financière de dernier recours en 2010-2011 et 2011-2012 avec:

- d) Nombre d'enfants (moins de dix-huit ans) vivant au sein d'un ménage prestataire aux programmes d'aide financière de dernier recours, selon qu'ils fréquentent l'école primaire, l'école secondaire, le CÉGEP, l'université, ou qu'ils ne fréquentent pas l'école.
- j) Nombre d'enfants handicapés (moins de dix-huit ans) vivant au sein d'un ménage prestataire aux programmes d'aide financière de dernier recours.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

DESCRIPTION	Nombre d'enfants de moins de 18 ans
	Décembre 2011
Âge préscolaire	39 895
Études primaires	31 734
Études secondaires	25 339
Études postsecondaires	515
Sans occupation	3 051
TOTAL	100 534
Handicapé	2 376

SOURCE : Direction de la statistique et de l'information de gestion - 12 mars 2012
VALIDATION : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 22 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP28ef

Titre

État de la situation des programmes d'aide financière de dernier recours en **2010-2011, 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013** avec :

- e) Nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une.
- f) Économies que ces contributions parentales représentent pour le régime de la sécurité du revenu.

Exposé et statistiques

- e) **Nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une**

En décembre 2011, le nombre d'adultes de 18 ans et plus soumis à la contribution parentale était de 1 561.

- f) **Économies que ces contributions parentales représentent pour le régime d'aide financière de dernier recours**

Depuis l'instauration de la contribution parentale en 1989, un adulte prestataire qui ne répond pas à certains critères d'indépendance fixés par la Loi est réputé recevoir une contribution financière de ses parents. Le Règlement établit à partir de quel niveau de revenu des parents une contribution doit être imputée et quel est le montant de cette contribution.

L'impact généré par la contribution parentale est estimé à **13,5 M\$** en 2011-2012. Cet impact provient de la réduction de la prestation des adultes qui y sont soumis (**1,5 M\$**) et de la baisse du taux d'assistance des jeunes adultes qui est générée par la contribution parentale (**12,0 M\$**).

SOURCE: Direction des politiques de prestations – 5 mars 2012

COLLABORATION : Direction de la statistique et de l'information de gestion – 5 mars 2012

VALIDATION : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 4 avril 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION

de fiche : RP28g

Titre

Nombre de dossiers en subrogation qui attendent d'être traités par le ministre et évaluation des coûts des paiements rétroactifs qui devront être versés aux prestataires ou aux parents des prestataires, en raison de la contribution parentale.

Exposé et statistiques

Le ministère paie la pleine prestation au jeune lorsque ses parents refusent de contribuer ou sont introuvables. Il n'y a donc aucun paiement rétroactif susceptible d'être versé en raison de la contribution parentale.

SOURCE :

Centre de recouvrement – 29 mars 2012

VALIDATION:

DPP, DGARBFM, DSIG

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP28hi

Titre

État de la situation des programmes d'aide financière de dernier recours en 2010-2011 et 2011-2012 avec :

- h) Nombre de familles monoparentales avec des enfants de moins de douze ans qui reçoivent une pension alimentaire;
- i) Économies que ces pensions alimentaires représentent pour le régime d'aide de la sécurité du revenu.

Exposé et statistiques

En décembre 2011, 6 801 familles monoparentales prestataires avec enfants de moins de douze ans déclarent recevoir une pension alimentaire¹.

Le total annuel des revenus de pension alimentaire **reçus** par ces familles monoparentales est estimé à 23,1 M\$ et est calculé en tenant compte d'un montant mensuel moyen de pension alimentaire de 283,13 \$.

En outre, le revenu de pension alimentaire est exclu jusqu'à concurrence de 100 \$ par mois par enfant, depuis le 1^{er} avril 2011, et l'exclusion est accordée à toutes les familles, tant biparentales que monoparentales **ayant un enfant à charge**. Le coût annuel de cette exclusion, pour les familles monoparentales seulement ayant un enfant de moins de douze ans qui reçoivent une pension alimentaire est estimé à 13,3 M\$.

La comptabilisation des pensions alimentaires **chez les familles monoparentales avec enfants de moins de douze ans** génère des économies annuelles d'environ 9,8 M\$ au régime d'aide financière de dernier recours.

¹ Ce nombre inclut les familles prestataires pour lesquelles le Ministère s'est subrogé de plein droit aux droits de la personne créancière pour tous les versements de pension alimentaire dus à titre de paiement d'arrérages.

SOURCE : Direction des politiques de prestations – 28 février 2012

COLLABORATION : Direction de la statistique et de l'information de gestion

VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 28 février 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP28k

Titre

État de la situation aux programmes d'aide financière de dernier recours en 2010-2011 et 2011-2012 avec:

- k) Évolution mensuelle de la répartition des adultes avec contraintes temporaires à l'emploi selon les critères suivants :
- i. État de santé;
- ii. État de grossesse;
- iii. Garde d'enfants d'âge préscolaire
- iv. Garde d'enfants handicapés;
- v. Critère de 55 ans;
- vi. Attente de traitement d'une demande d'admission au Programme de solidarité sociale
- vii. Partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants;
- viii. Autres contraintes temporaires.

MOTIFS POUR CONTRAINTTE TEMPORAIRE									
Mois et année	État de santé	État de grossesse	Enfants à charge ¹	Enfant handicapé	Critère de 55 ans	Attente décision contraintes sévères ²	Prend soin d'une personne ³	Autres ⁴	TOTAL
2011									
Avril	13 757	1 349	26 903	1 682	45 854	327	1 421	166	91 459
Mai	13 634	1 345	27 066	1 675	45 790	265	1 429	172	91 376
Juin	13 485	1 359	27 321	1 672	45 907	282	1 431	154	91 611
Juillet	13 242	1 369	27 550	1 693	45 881	310	1 408	152	91 605
Août	12 871	1 348	27 730	1 697	45 830	329	1 414	148	91 367
Septembre	12 843	1 322	27 521	1 684	45 683	282	1 415	145	90 895
Octobre	12 971	1 353	24 352	1 730	45 645	241	1 430	149	87 871
Novembre	13 282	1 314	24 513	1 711	45 647	285	1 428	146	88 326
Décembre	13 498	1 307	24 711	1 701	45 692	322	1 416	141	88 788

- 1. Les enfants à charge correspondent aux enfants d'âge préscolaire, c'est-à-dire âgés de moins de 5 ans.
- 2. Attente de traitement d'une demande pour obtenir l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi.
- 3. Partage du logement avec une personne que requiert des soins constants.
- 4. Comprend principalement des adultes qui séjournent dans des maisons d'hébergement pour victime de violence.

SOURCE : Direction de la statistique et de l'information de gestion - 5 avril 2012
VALIDATION : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire –

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP281

Titre

État de la situation aux programmes d'aide financière de dernier recours en 2010-2011 et 2011-2012 avec:

- 1) Nombre de ménages déclarant des revenus, selon les catégories de barèmes et le revenu moyen déclaré.

SELON LE TYPE D'ALLOCATION	REVENUS COMPTABILISABLES ¹	
	Décembre 2011	
	Nombre de ménages	Revenu comptabilisable moyen
Aide sociale		
De base (incluant les hébergés) ²	9 993	210,68 \$
Contraintes temporaires ³	22 989	205,27 \$
Mixte temporaire ⁴	1 667	279,50 \$
Solidarité sociale		
Solidarité sociale (contraintes sévères) ⁵	31 453	400,76 \$
De base hébergé ⁶	285	60,02 \$
TOTAL	66 387	299,94 \$

1. Les revenus comptabilisables sont tous les revenus de travail et les revenus provenant d'autres sources (assurance-emploi, RRQ, CSST, pensions alimentaires, etc.) ayant un impact sur le montant de la prestation d'aide financière de dernier recours. La partie comptabilisée des revenus déclarés (revenu comptabilisable) est celle qui dépasse les exemptions permises (dans le cas des revenus de travail, des pensions alimentaires et des allocations d'aide à l'emploi), diminuant d'autant le montant de l'aide financière accordée.
2. Montant de base applicable à l'adulte seul ou au couple ne présentant aucune contrainte à l'emploi (incluant les hébergés au Programme d'aide sociale).
3. Allocation versée à un adulte seul présentant une contrainte temporaire à l'emploi. Dans le cas de ménages avec deux adultes, seulement un des adultes présente une contrainte temporaire, l'autre adulte étant sans contraintes à l'emploi.
4. Allocation versée à un ménage composé de deux adultes lorsque les deux adultes présentent des contraintes temporaires à l'emploi.
5. Allocation versée à un adulte seul ou au couple prestataire du Programme de solidarité sociale.
6. Montant de base applicable à l'adulte hébergé admis dans un centre d'hébergement, d'accueil, hospitalier ou de réadaptation, de même qu'à un ex-détenu logé dans un établissement reconnu en vue de sa réinsertion sociale, prestataire du Programme de solidarité sociale.

SOURCE : Direction de la statistique et de l'information de gestion – 15 mars 2012

VALIDATION : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 22 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP28m

Titre

État de la situation aux programmes d'aide financière de dernier recours en 2010-2011 et 2011-2012 avec:

m) Nombre de ménages déclarant des biens, selon le genre de biens et la valeur moyenne des biens déclarés.

TYPES DE BIENS	BIENS DÉCLARÉS ¹	
	Décembre 2011	
	Nombre de ménages	Valeur moyenne
Avoir liquide	225 972	742,40 \$
Biens mobiliers	82 123	2 108,35 \$
Biens immobiliers	15 141	57 284,12 \$
Biens immobiliers pour travailleurs autonomes	1 721	6 796,84 \$
Dettes hypothécaires	6 610	38 924,21 \$
Autres ²	12 333	30 886,29 \$

- 1. Les prestataires détenteurs d'un ou de plusieurs biens sont dénombrés lorsque la valeur des biens est supérieure à 1 \$.
- 2. Comprend les bénéfices payables au décès (incluant l'assurance-vie payable à la succession), les subventions ou emprunts pour réparations de la résidence ou pour le démarrage d'une entreprise, les indemnités versées pour sinistre ou expropriation, le capital provenant de la vente d'une résidence, la valeur résiduelle des biens et avoirs liquides cédés, les sommes dont l'enfant est propriétaire, etc.

SOURCE : Direction de la statistique et de l'information de gestion - 13 mars 2012
VALIDATION : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 22 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP28n

Titre
État de situation du Programme de l'assistance-emploi en 2010-2011 et 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013 avec :

n : nombre de ménages ayant reçu des prestations en trop, en indiquant le montant moyen du trop-perçu et la raison de celui-ci, y compris l'erreur administrative et l'aide conditionnelle.

Exposé et statistiques

Prestations versées en trop

L'assistance-emploi doit être remboursée lorsqu'elle a été accordée en trop ou lorsqu'elle a été versée en attente de la réalisation d'un droit (aide conditionnelle) et que ce droit a été réalisé.

La provenance des réclamations nettes pour l'exercice financier 2011-2012 se détaille comme suit :

	2011-2012 (11 mois)		
	Nombre	Montant en M\$	Montant moyen
Réclamations incluses dans les résultats d'Emploi-Québec pour le volet des services de solidarité sociale			
- Réclamations suite à de l'aide reçue sans droit	74 720	33,7	451 \$
- Réclamations suite à de fausses déclarations	15 159	63,5	4 187 \$
- Réclamations concernant de l'aide conditionnelle	14 173	22,7	1 605 \$
Sous total	104 052	119,9	1 152 \$
Plus les réclamations suivantes non incluses dans les résultats			
- Réclamations concernant le PSAE (notes 1 et 2)	12 520	3,5	276 \$
Montrant brut total des réclamations	116 572	123,4	1058 \$
Moins les notes de crédit	9 905	11,7	1 182 \$
Montant net total des réclamations		111,7	

(1) PSAE : Paiement de soutien aux enfants
(2) Nombre estimé

SOURCE : Emploi-Québec - Direction générale adjointe des mesures, des services et du soutien / Direction de la conformité et de l'évaluation médicale 20 mars 2012

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée, le 26 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION

de fiche : RP28o

Titre État de situation du Programme de l'assistance-emploi en 2011-2012 avec : - nombre de révisions et d'appels selon le motif ¹ et la décision;
--

		Décisions rendues par les bureaux de révision ²
		2011-2012 (du 1 ^{er} avril 2011 au 29 février 2012)
Motifs	Décisions Rendues*	Décisions Accueillies**
Recouvrement	5 980	1 286
Revenus, gains, avantages, pensions alimentaires	2 546	504
Statut	2 095	398
Obligations	2 228	379
Avoir liquide	816	164
Prestations spéciales	1 082	144
Partage de logement	62	17
Versement de l'aide	516	95
Biens	312	69
Hors délai	294	20
Garant défaillant	32	3
Prestations de base	587	36
Contribution parentale	198	29
TOTAL	16 748	3 144
Proportion des décisions accueillies		18,8 %

* **Décisions rendues** Nombre de décisions traitées en révision selon le motif

****Décisions accueillies** Nombre de décisions favorables à la clientèle selon le motif

¹ Le nombre de décisions rendues par le Tribunal administratif du Québec est disponible par type de décisions mais non par motifs, le système informatique présentement utilisé ne contient pas ce niveau de précision.

² Le nombre de décisions rendues en révision exclut les 919 demandes de révision d'assurance parentale dont 8,1 % sont accueillies.

de fiche : RP28o

Titre État de situation du Programme de l’assistance-emploi en 2011-2012 avec : - nombre de révisions et d’appels selon le motif et la décision;

	Décisions rendues par le Tribunal administratif du Québec (TAQ) ³
	2011-2012 (du 1 ^{er} avril 2011 au 29 février 2012)
Recours finalisés	1 912
Règlements hors cour	747
Recours rejetés	350
Recours accueillis	149
Désistements	433
Acquiescements du Ministère	173
Recours irrecevables	60

³ Le nombre de décisions rendues par le Tribunal administratif du Québec exclut les demandes d’assurance parentale. Celles-ci sont traitées par les contentieux de Québec et Montréal et la Direction des affaires juridiques agit en support aux plaideurs.

Période de référence : du 1^{er} avril 2011 au 29 février 2012 (11 premiers mois de l’année financière)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP28p

Titre
État de la situation du Programme d'aide financière de dernier recours en 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 et prévision pour 2012-2013 avec :
p) nombre de personnes ayant demandé de l'aide en vertu du pouvoir discrétionnaire du ministre et en raison d'un dénuement total, en spécifiant le motif de la demande, le montant moyen de l'aide accordée, le motif de la décision.

Exposé et statistiques				
Données générales pour 2011-2012 (jusqu'au 29 février 2012)				
Le nombre total de demandes reçues a été de 733. De ce nombre, il y eut :				
▪ 515 demandes acceptées; ▪ 212 demandes refusées; ▪ 6 désistements.				
L'aide totale accordée fut de 2 147 230 \$, répartie en aide remboursable et en aide gratuite :				
▪ Aide remboursable : 373 835 \$ ▪ Aide gratuite : 1 773 395 \$				
Le montant moyen d'aide versée s'établit quant à lui à 4 169 \$.				
Faits saillants pour 2011-2012 (jusqu'au 29 février 2012)				
Motifs invoqués pour l'obtention de prestations en vertu du pouvoir discrétionnaire	Nombre de demandes acceptées	Montant par catégorie (\$)	Répartition par catégorie (%)*	Montant moyen accordé (\$)
Bien ou avoir liquide cédé	35	163 633	6,8	4 675
Composition familiale	18	10 840	3,5	602
Excédent de biens	237	1 339 648	46,0	5 653
Grève ou lock-out	0	0	0,0	0
Personne tenue de loger	83	231 876	16,1	2 794
Perte d'argent	8	7 660	1,6	958
Prestation spéciale	62	46780	12,0	755
Prestation spéciale désintoxication	6	26 112	1,2	4 352
Prévenu tenu de loger	8	11 092	1,6	1 386
Revenu (incluant : antériorité du déficit, saisie, etc.)	4	8 454	0,8	2 113
Sans statut légal	41	272 040	8,0	6 635
Travailleur autonome	13	29 095	2,5	2 238
TOTAL	515	2 147 230	100,0%	4 169

* Pourcentage du montant total accordé.

Les personnes seules ou les familles aidées en vertu du pouvoir discrétionnaire sont inadmissibles selon les règles régulières d'attribution d'une aide financière de dernier recours.

SOURCE : Emploi-Québec – Direction des mesures et des services aux individus,
Le 20 mars 2012

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée, le 26 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP28q

Titre

État de la situation aux programmes d'aide financière de dernier recours en 2010-2011 et 2011-2012 avec:
q) Nombre de personnes ayant bénéficié d'une aide complémentaire à l'assurance-emploi.

COMPOSITION FAMILIALE	REVENUS D'ASSURANCE-EMPLOI ¹
	Décembre 2011
	Nombre d'adultes
Personnes seules	664
Couples sans enfants	101
Familles monoparentales	101
Couples avec enfants	106
Conjoints d'étudiants	0
TOTAL	972

1. Correspond à tout montant déclaré supérieur à 2 \$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP28R

Titre État de la situation des programmes d'aide financière de dernier recours en 2010-2011, 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013 avec :

r) Ventilation détaillée des impacts pour le Québec des bonifications annoncées à l'assurance-emploi sur le régime de la Sécurité du revenu.

Exposé et statistiques

Le budget fédéral 2012 (29 mars 2012) annonce les mesures suivantes :

- 21 M\$ sur deux ans pour améliorer le contenu et la pertinence de l'information sur les emplois et le marché du travail communiquée aux Canadiennes et aux Canadiens qui cherchent un emploi.
- 74 M\$ sur deux ans pour lancer un nouveau projet pilote « Travail pendant une période de prestations » en vertu duquel les prestations d'assurance-emploi ne seront réduites que de 50 % des gains provenant d'un travail pendant une période de prestations.
- 387 M\$ sur deux ans pour passer au calcul du montant des prestations en fonction de la situation du marché du travail local.
- Limiter la hausse annuelle du taux de cotisation à 5 cents le 100 \$ assurable jusqu'à l'atteinte de l'équilibre du Compte des opérations de l'assurance-emploi. Ainsi, le taux de cotisation projeté devrait s'élever à 1,95 en 2016-2017, année où le fonds retournerait à l'équilibre.

Par ailleurs, le gouvernement fédéral annonce également qu'au cours des prochains mois, la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences annoncera des lignes directrices équitables et transparentes en matière de conformité, qui tiendront compte des conditions du marché du travail à l'échelle locale et des antécédents d'assurance-emploi des prestataires.

Également, il est fait mention qu'au cours des douze prochains mois, le gouvernement travaillera de concert avec les gouvernements provinciaux et territoriaux pour que les prestataires aient accès à la formation axée sur les compétences et à l'aide à la recherche d'emploi plus tôt pendant la période de prestations.

Impact sur la clientèle des programmes d'aide financière de dernier recours et les coûts :

Les mesures proposées dans le budget 2012 pourraient avoir les effets suivants :

- La révision (resserrement) des lignes directrices en matière de conformité, qui viserait particulièrement les personnes « réitérantes » de l'assurance-emploi, pourrait accroître les demandes d'aide financière de dernier recours et augmenter la durée des épisodes.
- Le calcul du montant des prestations en fonction de la situation du marché du travail local pourrait retarder les demandes de prestations à l'aide financière de dernier recours après l'épuisement des prestations d'assurance-emploi et diminuer la durée des épisodes de présence à l'aide financière de dernier recours.
- Le nouveau projet pilote « Travail pendant une période de prestations » pourrait éviter des demandes de prestations à l'aide financière de dernier recours.

À noter qu'au cours de l'année 2011, il y avait, en moyenne, quelque 1 034 ménages qui recevaient mensuellement à la fois des prestations d'assurance-emploi et d'aide financière de dernier recours.

SOURCE : Direction des politiques de prestations – 3 avril 2012

VALIDATION : Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique – 9 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP28s

Titre :

État de la situation du programme d'aide financière de dernier recours en 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 avec :

s) Liste et coûts des besoins spéciaux, pour 2011-2012.

À noter :

L'assurance médicaments ne fait plus partie des besoins spéciaux couverts par l'aide financière de dernier recours et relève maintenant du MSSS

Coût des prestations spéciales (en 000 \$)

2011-2012
(dépenses probables)

I. Prestations spéciales pour préserver la santé

A. Préparations lactées 1 200,0

B. Biens et services administrés par le MESS

- Lunettes et lentilles 3 609,1

- Chaussures orthopédiques et orthèses plantaires 691,2

- Prothèses, orthèses et accessoires prescrits 12 938,1

- Suppléments 8 126,8

(suppléments mensuels pour diabète, hémodialyse, grossesse, allaitement, paraplégie et stomie temporaire)

- Transports pour fins médicales 53 125,1

- Autres 765,4

Sous-total B 79 255,7

Sous-total de la partie I 80 455,7

II. Prestations spéciales relatives à la compensation de certaines pertes ou en considération de situations particulières

- Rechercher ou postuler un emploi ou retourner dans son milieu d'origine 0,7

- Enfant à charge fréquentant l'école 6 300,1

- Frais funéraires 1 689,6

- Compenser les pertes lors d'un incendie ou d'un sinistre 530,6

- Compenser les effets d'une séparation 19,7

- Aide au logement (en dénuement) 0

- Loyer pour une personne seule hébergée 29,3

Sous-total de la partie II 8 570,0

TOTAL 89 025,7

SOURCE : Direction des politiques de prestations – 12 mars 2012

VALIDATION : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 29 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP28t

Titre

État de situation du Programme de l'assistance-emploi en 2009-2012 et 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012 avec :

t : nombre de prestataires référés aux mesures actives d'Emploi-Québec ainsi que le délai de référence.

Exposé et statistiques

La référence n'est plus requise puisque la prestation de service actuelle permet aux requérants à l'aide financière de dernier recours qui déposent leur demande en personne, d'obtenir au même moment des services d'emploi.

SOURCE : Direction de la statistique et de l'information de gestion - 19 mars 2012

VALIDATION: Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire -21 mars 2012

ÉTUDE DE CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP28u

Titre

État de la situation des programmes d'aide financière de dernier recours en 2010-2011, 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013 avec :

- u) Nombre de prestataires admissibles à une rente d'invalidité de la Régie des rentes du Québec (RRQ) et l'économie générée en 2010-2011, 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013.

Exposé et statistiques

En décembre 2011, 12 157 ménages prestataires ont reçu une rente d'invalidité de la RRQ, dont le montant moyen est établi à près de 663 \$ par mois. L'impact annuel généré par la comptabilisation de ce revenu peut donc être estimé à 96,7 M\$ en 2011-2012.

SOURCE : Direction des politiques de prestations – 28 février 2012

VALIDATION : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 21 mars 2012

ÉTUDE DE CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP28v

Titre

État de la situation du programme d'aide financière de dernier recours en **2010-2011, 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013**avec :

- v) Nombre de prestataires admissibles à une rente de préretraite et l'économie générée en 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Vous référer à la fiche 20 des Renseignements particuliers de l'opposition officielle.

SOURCE : Direction des politiques de prestations – 28 février 2012

VALIDATION : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 19 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP28w

Titre

État de la situation des programmes d'aide financière de dernier recours en **2010-2011, 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013** avec :

- w) Bilan du budget et des dépenses pour le Programme allocation-logement et nombre de ménages qui en ont bénéficié pour l'année 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013.

Le Programme d'allocation-logement est sous la responsabilité de la Société d'habitation du Québec.

SOURCE : Direction des politiques de prestations – 28 février 2012

VALIDATION : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 19 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP29

Titre

Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi pour 200-,2010, 2010-2011, 2011-2012 et prévision pour 2012-2013.

Exposé et statistiques

Du 26 mars 2011 au 28 février 2012, le Service de l'évaluation médicale et socioprofessionnelle a reçu 11 949 demandes de reconnaissance des contraintes sévères à l'emploi.

SOURCE : Emploi-Québec – Direction générale adjointe des mesures, des services et du soutien/ Direction de la conformité et de l'évaluation médicale, 7 mars 2012 /
Christiane Nadeau

VALIDATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles,
7 mars 2012
Bureau de la sous-ministre associée, le 26 mars 2012.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP30

Titre

Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, mais dont la demande a été refusée pour 2010-2011 et 2011- 2012.

Exposé et statistiques

Du 26 mars 2011 au 28 février 2012, le Service de l'évaluation médicale et socioprofessionnelle a reçu 11 949 demandes de reconnaissance des contraintes sévères à l'emploi. 11 849 demandes ont été traitées en évaluation pour la reconnaissance des contraintes sévères à l'emploi (CSE) et 6217 ont été refusées. Cela représente une proportion de refus de 52,4 %, comparativement à une proportion de 51,8 % l'année précédente.

SOURCE : Emploi-Québec – Direction générale adjointe des mesures, des services et du soutien/ Direction de la conformité et de l'évaluation médicale, 7 mars 2012

VALIDATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles,
7 mars 2012
Bureau de la sous-ministre associée, 26 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION

de fiche : RP31

Titre

Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, mais dont la demande a été refusée initialement et pour laquelle la personne a gagné en appel (en révision ou au Tribunal administratif du Québec) pour 2011-2012.

Exposé et statistiques

2011-2012

- Du 1^{er} avril 2011 au 29 février 2012, 1 632 demandes ont été traitées en révision et 876 ont été acceptées, soit 53,7 %.
- Pour la même période, 136 requêtes pour contraintes sévères à l'emploi ont été traitées par le TAQ. De ce nombre, 88 ont été entendues sur le fond (admissibilité au programme de solidarité sociale) et 48 pour d'autres motifs (hors délai, impossibilité d'agir, etc.). 46 requêtes sur les 88 entendues sur le fond ont été accueillies, soit 52,3 % favorables à la clientèle.

Pour plus de détails sur l'évolution des demandes pour cette clientèle, consulter la fiche RP28b.

SOURCE : DGARRA – 12 mars 2012
COLLABORATION : Tribunal administratif du Québec
VALIDATION : DGAPRC, BSMA, le 29 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 32

Titre

Ventilation détaillée des montants accordés par le programme Prime au travail par région pour les groupes suivants pour 2010-2011, 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013 :

- a) Personne vivant seule
- b) Couple
- c) Famille monoparentale
- d) Famille biparentale
- e) Définition du concept « revenu d'emploi » pour le programme

Exposé et statistiques

Revenu du Québec répondra à cette question.

SOURCE : Direction des politiques de prestations – 28 février 2012

VALIDATION : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire -19 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 33

Titre Bilan du plan d'action éducation, emploi et productivité et ventilation des sommes accordées depuis 2008.
Exposé et statistiques (s'il y a lieu) Le responsable de ce dossier est le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

SOURCE : Direction des politiques d'emploi, de la planification stratégique et de la veille – 1^{er} mars 2012

VALIDATION: Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 19 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 34

Titre Bilan du plan d'action en matière d'éducation des adultes et de formation continue. Sommes y étant consacrées depuis 2002, par mesure. Pour chaque indicateur, ventilation des données depuis 2002.
Exposé et statistiques (s'il y a lieu) Le plan d'action en matière d'éducation des adultes et de formation continue s'est appliqué de 2002 à 2007. Par conséquent, aucune somme n'y a été consacrée durant l'actuelle année budgétaire.

SOURCE : Direction des politiques d'emploi, de la planification stratégique et de la veille
VALIDATION: Direction générale de politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

RP35 de fiche : RQAP

Titre Copie des études, notes, rapports, états de situation, analyses, concernant la situation financière du Fonds d'assurance parentale ainsi que divers scénarios visant à combler son déficit.
--

Exposé et statistiques (s'il y a lieu) Question non pertinente à l'étude des crédits.
--

SOURCE : Conseil de gestion de l'assurance parentale, le 23 Mars 2012
VALIDATION : Conseil de gestion de l'assurance parentale, le 23 Mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

RP36 de fiche : RQAP

Titre Nombre de personnes admissibles au régime d'assurance parentale du Québec en 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012.
Exposé et statistiques (s'il y a lieu) Question non pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Conseil de gestion de l'assurance parentale, le 23 Mars 2012
VALIDATION : Conseil de gestion de l'assurance parentale, le 23 Mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION

de fiche : RP37

Titre État des négociations ainsi que tous les documents, notes, rapports, états de situation concernant la somme déclarée de 347 M\$ par le gouvernement fédéral dans le cadre de l'entente sur les congés parentaux.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu) Question non pertinente à l'étude des crédits.
--

SOURCE : Direction des affaires canadiennes et internationales – 13 mars 2012
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction de politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 19 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP38 de fiche : RQAP

Titre

Nombre de prestataires servis, d'évènements et de prestations totales versées selon les circonscriptions électorales provinciales du Québec pour 2011-2012 en fonction des données disponibles.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question non pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Conseil de gestion de l'assurance parentale, le 23 Mars 2012
VALIDATION : Conseil de gestion de l'assurance parentale, le 23 Mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
--------------	---

Répartition régionale

Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires (PSISC)

ÉTAT DES SUBVENTIONS VERSÉES PAR VOLET ET PAR RÉGION En date du 29 février 2012		
RÉGIONS	Action communautaire et action bénévole	Initiatives sociales
01 - Bas-Saint-Laurent	12 470,00 \$	0,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	16 212,00 \$	0,00 \$
03 - Capitale-Nationale	58 647,50 \$	62 800,00 \$
04 - Mauricie	58 500,00 \$	128 989,00 \$
05 - Estrie	21 792,00 \$	0,00 \$
06 - Montréal	326 765,10 \$	100 958,40 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	11 500,00 \$	0,00 \$
09 - Côte-Nord	0,00 \$	10 000,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	1 875,00 \$	0,00 \$
13 - Laval	0,00 \$	20 252,00 \$
14 - Lanaudière	29 700,00 \$	13 500,00 \$
15 - Laurentides	2 250,00 \$	0,00 \$
16 - Montérégie	48 071,00 \$	0,00 \$
17 - Centre-du-Québec	14 578,80 \$	0,00 \$
TOTAL	602 361,40 \$	336 499,40 \$
Total des subventions versées:		938 860,80 \$

SOURCE Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
--------------	---

VOLET	Action communautaire et action bénévole	
Région	01 - Bas-Saint-Laurent	
<i>Nom de l'organisme</i>		<i>Subventions versées</i>
Centre d'action bénévole de la Mitis		7 920,00 \$
Trajectoires hommes du K.R.T.B.		4 550,00 \$
		<u>12 470,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
--------------	---

VOLET	Action communautaire et action bénévole	
Région	02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	
<i>Nom de l'organisme</i>		<i>Subventions versées</i>
Centre d'action bénévole de Chicoutimi inc.		912,00 \$
Comité des droits sociaux d'Alma		6 300,00 \$
Mouvement action chômage Lac-St-Jean		9 000,00 \$
		<u>16 212,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
--------------	---

VOLET	Action communautaire et action bénévole	
Région	03 - Capitale-Nationale	
<i>Nom de l'organisme</i>		<i>Subventions versées</i>
Corporation de développement communautaire du Grand Charlesbourg		3 600,00 \$
L'autonhommie, Centre de ressources sur la condition masculine (Québec) inc.		27 000,00 \$
Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale (Portneuf-Québec-Charlevoix)		5 547,50 \$
Secrétariat des organismes environnementaux du Québec		22 500,00 \$
		<u>58 647,50 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP50-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
--------------	---

VOLET	Action communautaire et action bénévole	
Région	04 - Mauricie	
<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Subventions versées</i>	
Moisson Mauricie / Centre-du-Québec	36 000,00 \$	
Regroupement d'organismes de promotion pour personnes handicapées - région Mauricie	22 500,00 \$	
	<u>58 500,00 \$</u>	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
--------------	---

VOLET	Action communautaire et action bénévole	
Région	05 - Estrie	
<i>Nom de l'organisme</i>		<i>Subventions versées</i>
Actions interculturelles de développement et d'éducation (AIDE) inc.		3 300,00 \$
Association coopérative d'économie familiale de l'Estrie		18 000,00 \$
Corporation de développement communautaire du Granit		492,00 \$
		<u>21 792,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
--------------	---

VOLET	Action communautaire et action bénévole	
Région	06 - Montréal	
<i>Nom de l'organisme</i>		<i>Subventions versées</i>
Action des femmes handicapées (Montréal)		2 598,40 \$
Action pour la solidarité, l'équité, l'environnement et le développement (ASEED)		36 000,00 \$
Centre communautaire Mountain Sights		33 300,00 \$
Centre de formation populaire C.F.P.		44 500,00 \$
Centre St-Pierre		9 076,70 \$
G.R.I.S.- Montréal		24 300,00 \$
Le réseau québécois des groupes écologistes		8 640,00 \$
Parole d'exclues		12 500,00 \$
Relais-Femmes		40 500,00 \$
Réseau de l'action bénévole du Québec		27 000,00 \$
Réseau québécois de l'action communautaire autonome		15 000,00 \$
Santropol roulant (Québec) inc.		17 500,00 \$
Union des consommateurs		55 850,00 \$
		<u>326 765,10 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
--------------	---

VOLET	Action communautaire et action bénévole	
Région	08 - Abitibi-Témiscamingue	
<i>Nom de l'organisme</i>		<i>Subventions versées</i>
L'association des travailleuses et des travailleurs accidentés de l'Abitibi-Témiscamingue		11 500,00 \$
		<u>11 500,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
--------------	---

VOLET	Action communautaire et action bénévole	
Région	12 - Chaudière-Appalaches	
<i>Nom de l'organisme</i>		<i>Subventions versées</i>
Aide aux travailleurs accidentés, ATA		1 875,00 \$
		<u>1 875,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
--------------	---

VOLET	Action communautaire et action bénévole	
Région	14 - Lanaudière	
<i>Nom de l'organisme</i>		<i>Subventions versées</i>
Action-Logement Lanaudière		29 700,00 \$
		<u>29 700,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
--------------	---

VOLET	Action communautaire et action bénévole	
Région	15 - Laurentides	
<i>Nom de l'organisme</i>		<i>Subventions versées</i>
Nourri-Source - Laurentides		2 250,00 \$
		<u>2 250,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
--------------	---

VOLET	Action communautaire et action bénévole	
Région	16 - Montérégie	
<i>Nom de l'organisme</i>		<i>Subventions versées</i>
Carrefour de développement social par l'éducation populaire (CDSEP)		3 071,00 \$
Corporation de développement communautaire Haut-Richelieu-Rouville		45 000,00 \$
		<u>48 071,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
--------------	---

VOLET	Action communautaire et action bénévole
--------------	---

Région	17 - Centre-du-Québec
---------------	-----------------------

Nom de l'organisme

Subventions versées

Regroupement des sans-emplois de Victoriaville

12 015,00 \$

Table nationale des corporations de développement communautaire

2 563,80 \$

14 578,80 \$

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
--------------	---

VOLET	Initiatives sociales
Région	03 - Capitale-Nationale

Nom de l'organisme

Subventions versées

CDÉC de Québec

37 800,00 \$

Forces Avenir

25 000,00 \$

62 800,00 \$

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
--------------	---

VOLET	Initiatives sociales	
Région	04 - Mauricie	
<i>Nom de l'organisme</i>		<i>Subventions versées</i>
Centre d'organisation mauricien de services et d'éducation populaire (C.O.M.S.E.P.)		36 000,00 \$
Centre Le Havre de Trois-Rivières inc.		81 000,00 \$
Cybernet café de Trois-Rivières		4 489,00 \$
Vire-Vert		7 500,00 \$
		<u>128 989,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
--------------	---

VOLET	Initiatives sociales	
Région	06 - Montréal	
<i>Nom de l'organisme</i>		<i>Subventions versées</i>
Coalition des familles homoparentales		47 160,00 \$
Institut du nouveau monde		6 000,00 \$
Relais-Femmes		44 820,00 \$
Ressources jeunesse de St-Laurent inc.		2 978,40 \$
		<u>100 958,40 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
--------------	---

VOLET	Initiatives sociales
--------------	----------------------

Région	09 - Côte-Nord
---------------	----------------

<i>Nom de l'organisme</i>		<i>Subventions versées</i>
---------------------------	--	----------------------------

Réseau québécois de développement social		
--	--	--

		10 000,00 \$
--	--	--------------

		<u>10 000,00 \$</u>
--	--	---------------------

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
--------------	---

VOLET	Initiatives sociales	
Région	13 - Laval	
<i>Nom de l'organisme</i>		<i>Subventions versées</i>
L'Aviron, hébergement communautaire		20 252,00 \$
		<u>20 252,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
--------------	---

VOLET	Initiatives sociales	
Région	14 - Lanaudière	
<i>Nom de l'organisme</i>		<i>Subventions versées</i>
Mouvement d'éducation populaire autonome de Lanaudière (M.E.P.A.L.)		13 500,00 \$
		<u>13 500,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
-------	---

Répartition régionale				
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome				
ÉTAT DES SUBVENTIONS VERSÉES PAR VOLET ET PAR RÉGION En date du 29 février 2012				
RÉGIONS	Promotion des droits	Multisectoriel	Projets	REPG
01 - Bas-Saint-Laurent	641 927,00 \$	21 309,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	835 128,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
03 - Capitale-Nationale	1 497 714,00 \$	143 955,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
04 - Mauricie	878 671,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
05 - Estrie	1 234 313,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
06 - Montréal	6 325 424,50 \$	504 000,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
07 - Outaouais	603 522,00 \$	8 803,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	549 648,00 \$	6 227,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
09 - Côte-Nord	395 876,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
10 - Nord-du-Québec	40 600,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	387 174,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	642 509,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
13 - Laval	414 485,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
14 - Lanaudière	912 757,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	2 600,04 \$
15 - Laurentides	762 220,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
16 - Montérégie	1 710 884,00 \$	15 068,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
17 - Centre-du-Québec	583 805,00 \$	26 075,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
TOTAL	18 416 657,50 \$	725 437,00 \$	0,00 \$	2 600,04 \$
Total des subventions versées:			19 144 694,54 \$	

REPG : Soutien financier à des recherches et des études en lien avec la mise en œuvre de la Politique gouvernementale

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour pour 2011-2012.
--------------	--

VOLET	Promotion des droits	
Région	01 - Bas-Saint-Laurent	
<i>Nom de l'organisme</i>		<i>Subventions versées</i>
A.L.E.S.E Abattons les échelons socio-économiques		41 615,00 \$
Action chômage Kamouraska inc.		42 630,00 \$
Action populaire Rimouski-Neigette		32 480,00 \$
Association coopérative d'économie familiale (ACEF) de la péninsule		50 750,00 \$
Association coopérative d'économie familiale du Grand-Portage		50 676,00 \$
Association coopérative d'économie familiale Rimouski-Neigette et Mitis		50 750,00 \$
Association pour la défense des droits sociaux du Kamouraska (ADDS-Kamouraska)		30 000,00 \$
Comité logement Rimouski-Neigette		30 000,00 \$
Fédération pour personnes handicapées du K.R.T.B. inc.		70 997,00 \$
P.L.A.I.D.D.B.F. Promotion, lutte aide intervention en défense de droits du Bas du Fleuve région 01		88 305,00 \$
Regroupement des assistées sociales et assistés sociaux du Témiscouata		30 000,00 \$
Regroupement des organismes de personnes handicapées du Bas-du-Fleuve (ROPHBF)		65 869,00 \$
Table de concertation des groupes de femmes Bas-Saint-Laurent		57 855,00 \$
		<u>641 927,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour pour 2011-2012.
--------------	--

VOLET	Promotion des droits	
Région	02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	
Nom de l'organisme		Subventions versées
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) Jonquière		15 000,00 \$
Association québécoise pour la défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Alma inc.		30 000,00 \$
Association québécoise pour la défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section St-Félicien		30 000,00 \$
Association québécoise pour la défense des retraités et pré-retraités (section Chicoutimi)		45 675,00 \$
Comité des droits sociaux d'Alma		45 675,00 \$
Groupe de promotion et de défense des droits en santé mentale de la région 02 inc.		88 305,00 \$
Groupement des organismes des personnes handicapées du Saguenay		65 869,00 \$
L.A.S.T.U.S.E. du Saguenay (Lieu d'actions et de services travaillant dans l'unité avec les sans-emploi)		45 675,00 \$
La ligue des droits et libertés de la personne du Saguenay Lac-St-Jean inc.		41 615,00 \$
Les gens oubliés de Notre-Dame-d'Hébertville inc.		42 630,00 \$
Loge m'entraide		45 675,00 \$
Mouvement action chômage Lac-St-Jean		30 000,00 \$
Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Saguenay-Lac St-Jean- Chibougamau-Chapais		62 908,00 \$
Recif-02		57 855,00 \$
Regroupement des usagers du transport adapté et collectif du Saguenay		50 750,00 \$
Service budgétaire et communautaire de Chicoutimi		30 881,00 \$
Service budgétaire et communautaire de Jonquière		30 000,00 \$
Service budgétaire Lac-Saint-Jean-Est		46 615,00 \$
Service budgétaire populaire de St-Félicien		30 000,00 \$
		<u>835 128,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP50-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour pour 2011-2012.
--------------	--

VOLET	Promotion des droits	
Région	03 - Capitale-Nationale	
Nom de l'organisme		Subventions versées
Accès transports viables-regroupement des utilisateurs et utilisatrices des transports collectifs et alternatifs du Québec métropolitain		42 630,00 \$
Action-Chômage de Québec		42 630,00 \$
Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l'intégration des personnes handicapées		135 638,00 \$
Association des grands-parents du Québec		30 000,00 \$
Association pour la défense des droits sociaux Québec métropolitain (ADDSQM)		55 102,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) Québec inc.		53 335,00 \$
Auto-Psy (région de Québec)		88 305,00 \$
Bureau d'animation et information logement du Québec métropolitain (BAIL) inc.		49 965,00 \$
Carrefour d'animation et de participation à un monde ouvert (CAPMO) inc.		30 000,00 \$
Centre d'information et de recherche en consommation de Charlevoix Ouest		42 630,00 \$
Comité des citoyens du quartier Saint-Sauveur		47 208,00 \$
Comité logement d'aide aux locataires		30 000,00 \$
Comité populaire St-Jean-Baptiste		21 315,00 \$
Groupe Alter justice		30 000,00 \$
Groupe de recherche en animation et planification économique (GRAPE)		62 587,00 \$
L'association coopérative d'économie familiale de Québec		70 897,00 \$
Le comité d'action des personnes vivant des situations de handicap (CAPVISH)		40 185,00 \$
Le mouvement "Personne d'abord" du Québec métropolitain		95 381,00 \$
Les amis et amies de la terre de Québec		38 580,00 \$
Ligue des droits et libertés - section de Québec		41 615,00 \$
Mouvement action-chômage de Charlevoix inc.		42 630,00 \$
Nature Québec		70 000,00 \$
Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et Chaudière-Appalaches (RÉPAC-03-12)		86 348,00 \$
Regroupement des femmes sans emploi du nord de Québec		96 559,00 \$
Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale (Portneuf-Québec-Charlevoix)		57 855,00 \$
Regroupement des organismes de personnes handicapées de la région 03 (ROP 03)		96 319,00 \$
		<u>1 497 714,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
 Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour pour 2011-2012.
--------------	--

VOLET	Promotion des droits
Région	04 - Mauricie
Nom de l'organisme	Subventions versées
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section Trois-Rivières inc.	30 000,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) section Mékinac	30 000,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées, A.Q.D.R. section Shawinigan	30 000,00 \$
Association québécoise de la défense des droits des retraités et pré-retraités Des Chenaux (A.Q.D.R.)	30 000,00 \$
ATTAM Association des travailleurs et travailleuses accidentés de la Mauricie	42 630,00 \$
Comité d'action des non-syndiqué-es de Trois-Rivières inc.	45 675,00 \$
Comité logement Trois-Rivières inc.	45 675,00 \$
Comité pour la défense des droits sociaux La Tuque	45 675,00 \$
Comité régional de promotion et de sensibilisation en déficience intellectuelle région 04 inc.	30 000,00 \$
Groupeement pour la défense des droits sociaux de Trois-Rivières	55 104,00 \$
Mouvement action-chômage Des Chenaux inc.	30 000,00 \$
Mouvement action-chômage Trois-Rivières	45 675,00 \$
Mouvement personne d'abord région Mauricie	47 814,00 \$
R.D.D.S. (Shawinigan) inc.	50 453,00 \$
Regroupement des organismes d'éducation populaire autonome de la Mauricie	42 630,00 \$
Regroupement d'organismes de promotion pour personnes handicapées - région Mauricie	96 670,00 \$
Solidarité régionale d'aide et d'accompagnement pour la défense des droits en santé mentale du Centre-du-Québec/Mauricie	88 305,00 \$
Table de concertation «Abus auprès des aînés» de la Mauricie	34 510,00 \$
Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie	57 855,00 \$
	<u>878 671,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour pour 2011-2012.
--------------	--

VOLET	Promotion des droits	
Région	05 - Estrie	
Nom de l'organisme		Subventions versées
Action-Handicap Estrie		65 869.00 \$
Association coopérative d'économie familiale de l'Estrie		49 831.00 \$
Association des locataires de Sherbrooke		45 675.00 \$
Association des personnes handicapées de la MRC de Coaticook		30 000.00 \$
Association des personnes handicapées visuelles de l'Estrie		39 346.00 \$
Collectif pour le libre choix de Sherbrooke		45 675.00 \$
Collectif régional d'éducation sur les médias d'information		15 000.00 \$
Comité des travailleurs accidentés de l'Estrie inc.		62 098.00 \$
Concertaction femmes Estrie		57 855.00 \$
Conseil des aveugles de Memphrémagog		29 364.00 \$
Fédération des communautés culturelles de l'Estrie		30 000.00 \$
Han-Droits L'association de promotion et de défense des droits des personnes handicapées de la région Memphrémagog		42 630.00 \$
Illusion-Emploi de l'Estrie		42 630.00 \$
L'action plus de Sherbrooke inc.		45 675.00 \$
L'association québécoise pour la défense des retraités et retraitées, pré-retraités et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section Sherbrooke		42 630.00 \$
L'association québécoise pour la défense des retraités et retraitées, pré-retraités et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section Memphrémagog		45 680.00 \$
Ligue des droits et libertés (section Estrie)		41 615.00 \$
Mouvement des chômeurs de l'Estrie inc.		46 429.00 \$
Promotion et défense des droits en santé mentale de l'Estrie (PRO-DEF)		88 305.00 \$
Promotion Handicap Estrie inc.		60 213.00 \$
Regroupement des usagers du transport adapté de Sherbrooke métropolitain		60 496.00 \$
Service budgétaire populaire de l'Estrie inc.		49 445.00 \$
Service budgétaire populaire Des sources		59 421.00 \$
Solidarité populaire Estrie		45 675.00 \$
Table d'action contre l'appauvrissement de l'Estrie		41 615.00 \$
Table ronde des OVEP de l'Estrie		51 141.00 \$
		<u>1 234 313.00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour pour 2011-2012.
--------------	--

VOLET	Promotion des droits	
Région	06 - Montréal	
Nom de l'organisme		Subventions versées
"Action-Autonomie" Le collectif pour la défense des droits en santé mentale de Montréal		88 305,00 \$
Action des femmes handicapées (Montréal)		47 630,00 \$
Action dignité de Saint-Léonard		30 000,00 \$
Action travail des femmes du Québec inc.		30 000,00 \$
Alliance des regroupements des usagers du transport adapté du Québec (ARUTAQ)		79 280,00 \$
Association coopérative d'économie familiale de l'est de Montréal		53 613,00 \$
Association coopérative d'économie familiale du Centre de Montréal		68 122,00 \$
Association coopérative d'économie familiale du nord de Montréal		72 980,00 \$
Association coopérative d'économie familiale du sud-ouest de Montréal		47 453,00 \$
Association des aides familiales du Québec		50 750,00 \$
Association des consommateurs pour la qualité dans la construction		42 630,00 \$
Association des locataires de Villeray inc.		63 983,00 \$
Association pour la défense des droits sociaux du Montréal métropolitain (A.D.D.S.M.M.)		42 630,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) inc.		144 960,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Rivière-des-Prairies inc.		30 000,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Rosemont inc.		15 000,00 \$
Association québécoise de la défense des droits des retraités et retraitées, préretraités et préretraitées (A.Q.D.R.) Saint-Michel inc.		38 750,00 \$
Association québécoise des étudiants ayant des incapacités au post-secondaire (AQEIPS)		62 558,00 \$
Association québécoise des personnes de petite taille inc.		74 738,00 \$
Association québécoise Plaidoyer-Victimes		42 480,00 \$
Au bas de l'échelle inc.		42 630,00 \$
BRAS Villeray		41 615,00 \$
Centre québécois pour la déficience auditive		117 363,00 \$
Coalition des associations de consommateurs du Québec		52 486,00 \$
Coalition des familles homoparentales		40 000,00 \$
Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'oeuvre		90 000,00 \$
Comité chômage de Montréal		55 782,00 \$
Comité d'action de Parc Extension		30 000,00 \$
Comité d'action des citoyennes et citoyens de Verdun inc.		34 558,00 \$
Comité de base pour l'action et l'information sur le logement social d'Hochelaga-Maisonneuve		45 675,00 \$
Comité de logement Rosemont		24 535,00 \$
Comité des droits sociaux du sud-ouest de Montréal		30 000,00 \$
Comité des personnes assistées sociales de Pointe-St-Charles Montréal		70 733,00 \$
Comité des sans emploi de Pointe St-Charles		30 000,00 \$
Comité du logement du Plateau Mont-Royal inc.		33 540,00 \$

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP50-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour pour 2011-2012.
--------------	--

VOLET	Promotion des droits	
Région	06 - Montréal	
<i>Nom de l'organisme</i>		<i>Subventions versées</i>
Comité logement Ahuntsic-Cartierville		24 714,50 \$
Comité logement de La Petite Patrie inc.		30 000,00 \$
Comité logement de Montréal-Nord		15 000,00 \$
Comité logement Ville-Marie de Montréal		66 564,00 \$
Comité régional des associations pour la déficience intellectuelle (région 06 A)		98 111,00 \$
Comité-Chômage de l'est de Montréal		50 750,00 \$
Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec (COPHAN)		132 443,00 \$
Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT) du Québec inc.		52 835,00 \$
Conseil national des chômeurs et chômeuses		30 000,00 \$
Conseil pour la protection des malades (CPM)		79 813,00 \$
Conseil québécois des gais et lesbiennes (CQGL)		50 750,00 \$
Eau secours! La coalition québécoise pour une gestion responsable de l'eau		52 500,00 \$
Entraide logement Hochelaga-Maisonneuve		45 675,00 \$
Ex aequo		135 813,00 \$
F.R.O.N.T. Femmes regroupées en options non traditionnelles		50 750,00 \$
Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec		243 600,00 \$
Fédération des femmes du Québec		74 881,00 \$
Fédération des locataires d'habitations à loyer modique du Québec		108 554,00 \$
Fédération québécoise de l'autisme		153 908,00 \$
Fondation Émergence inc.		40 000,00 \$
Forum des citoyens aînés de Montréal		63 272,00 \$
Front commun des assistés sociaux du Québec inc.		60 342,00 \$
Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets		52 500,00 \$
Front d'action populaire en réaménagement urbain FRAPRU inc.		114 090,00 \$
Groupe-Ressource du Plateau Mont-Royal		49 272,00 \$
Infologis de l'est de l'île de Montréal		49 734,00 \$
Jeunesse ouvrière chrétienne nationale du Québec		48 713,00 \$
Jeunesse ouvrière chrétienne région de Montréal		30 000,00 \$
Kéroul		100 113,00 \$
La fédération des mouvements personne d'abord du Québec inc.		107 725,00 \$
La fondation pour aider les travailleuses et les travailleurs accidentés (F.A.T.A.)		59 150,00 \$
La ligue des droits et libertés		69 935,00 \$
La ligue des Noirs du Québec		41 615,00 \$
L'association des groupes d'interventions en défense de droits en santé mentale du Québec		93 380,00 \$
L'association féminine d'éducation et d'action sociale		108 200,00 \$
Le réseau québécois des groupes écologistes		70 000,00 \$
Les frères et soeurs d'Émile Nelligan		60 528,00 \$

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
 Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour pour 2011-2012.
--------------	--

VOLET	Promotion des droits
Région	06 - Montréal
<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Subventions versées</i>
Ligue des femmes du Québec	30 000,00 \$
Mouvement action justice	34 510,00 \$
Mouvement action-chômage de Montréal inc.	30 000,00 \$
Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi	42 630,00 \$
Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec inc.	138 908,00 \$
Mouvement des personnes d'abord de Montréal	57 150,00 \$
Mouvement des travailleurs chrétiens (M.T.C.)	31 843,00 \$
Organisation d'aide aux sans-emploi (ODAS - Montréal)	30 000,00 \$
Organisation d'éducation et d'information logement de Côte des Neiges	31 870,00 \$
Organisation populaire des droits sociaux-région Montréal (O.P.D.S.-R.M.)	30 000,00 \$
P.O.P.I.R. inc.	53 984,00 \$
Regroupement des associations de personnes traumatisées cranio-cérébrales du Québec	30 000,00 \$
Regroupement des aveugles et amblyopes du Montréal métropolitain RAAMM	130 620,00 \$
Regroupement des aveugles et amblyopes du Québec (RAAQ)	114 365,00 \$
Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec	118 808,00 \$
Regroupement des organismes de promotion du Montréal métropolitain	98 111,00 \$
Regroupement des usagers du transport adapté et accessible de l'Île de Montréal	87 004,00 \$
Regroupement information-logement de Pointe-St-Charles	56 527,00 \$
Réseau des lesbiennes du Québec (RLQ)	50 243,00 \$
Services juridiques communautaires de Pointe-St-Charles et Petite Bourgogne inc.	30 000,00 \$
Société logique inc.	75 347,00 \$
Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain	51 765,00 \$
Table des groupes de femmes de Montréal	57 855,00 \$
Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de Montréal	64 227,00 \$
Transport 2000 Québec	42 630,00 \$
Union des consommateurs	176 268,00 \$
Union des travailleurs et travailleuses accidentés de Montréal (U.T.T.A.M.)	50 750,00 \$
	<u>6 325 424,50 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
--------------	---

VOLET	Promotion des droits	
Région	07 - Outaouais	
Nom de l'organisme		Subventions versées
Action santé Outaouais		45 675,00 \$
Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales (AGIR)		57 855,00 \$
Association de solidarité et d'entraide communautaire de la Haute-Gatineau		42 630,00 \$
Association des personnes handicapées visuelles de l'Outaouais		30 000,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et pré-retraitées (AQDR) section Gatineau inc.		30 000,00 \$
Collectif régional de lutte à l'itinérance en Outaouais		30 000,00 \$
Droits-Accès de l'Outaouais		88 305,00 \$
L'association coopérative d'économie familiale de l'Outaouais		70 351,00 \$
L'association pour la défense des droits sociaux de Gatineau		42 630,00 \$
Logement occupe		57 577,00 \$
Regroupement des associations de personnes handicapées de l'Outaouais (R.A.P.H.O.)		65 869,00 \$
Table-Ronde des organismes volontaires d'éducation populaire de l'Outaouais		42 630,00 \$
		<u>603 522,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
--------------	---

VOLET	Promotion des droits	
Région	08 - Abitibi-Témiscamingue	
<i>Nom de l'organisme</i>		<i>Subventions versées</i>
Association de défense des droits sociaux de la Vallée de l'Or		34 510,00 \$
Association pour personnes handicapées visuelles de l'Abitibi-Témiscamingue		30 000,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) section valdorienne		30 000,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées section Rouyn-Noranda (AQDR-ROUYN-NORANDA)		30 000,00 \$
L'association coopérative d'économie familiale de l'Abitibi-Témiscamingue		26 829,00 \$
L'association des travailleuses et des travailleurs accidentés de l'Abitibi-Témiscamingue		30 000,00 \$
R.A.I.D.D. - A.T. Ressource d'aide et d'informations en défense des droits de l'Abitibi-Témiscamingue inc.		88 305,00 \$
R.E.P.A.S. de Rouyn-Noranda		41 615,00 \$
Regroupement d'associations de personnes handicapées de l'Abitibi-Témiscamingue, R.A.P.H.A.T.		65 869,00 \$
Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue		57 855,00 \$
Regroupement d'éducation populaire d'Abitibi-Témiscamingue (REPAT)		56 285,00 \$
Regroupement des sans emplois de l'Abitibi-Témiscamingue		58 380,00 \$
		<u>549 648,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour pour 2011-2012.
--------------	--

VOLET	Promotion des droits	
Région	09 - Côte-Nord	
<i>Nom de l'organisme</i>		<i>Subventions versées</i>
Groupe Nord côtier de défense des droits en santé mentale		88 305,00 \$
L'association pour la protection des intérêts des consommateurs de la Côte-Nord inc.		60 026,00 \$
Le centre de recherche et d'information en consommation (C.R.I.C.), Port-Cartier		54 991,00 \$
Regroupement des femmes de la Côte-Nord inc.		66 356,00 \$
Table de concertation des associations de personnes handicapées de la Côte-Nord (La C.A.P.H.)		76 738,00 \$
Table des groupes populaires de Baie-Comeau-Hauterive		49 460,00 \$
		<u>395 876,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour pour 2011-2012.
--------------	--

VOLET	Promotion des droits
Région	10 - Nord-du-Québec
Nom de l'organisme	Subventions versées
Comité condition féminine Baie-James	40 600,00 \$
	<u>40 600,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
--------------	---

VOLET	Promotion des droits	
Région	11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	
<i>Nom de l'organisme</i>		<i>Subventions versées</i>
Droits devant		41 615,00 \$
Droits et recours en santé mentale, Gaspésie-Les-Îles		100 485,00 \$
FADOQ région Gaspésie Îles-de-la-Madeleine		30 000,00 \$
La démêlée		45 675,00 \$
Mouvement action chômage Pabok inc.		42 630,00 \$
Regroupement des associations des personnes handicapées de la Gaspésie (Îles-de-la-Madeleine)		68 914,00 \$
Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine		57 855,00 \$
		<u>387 174,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour pour 2011-2012.
--------------	--

VOLET	Promotion des droits	
Région	12 - Chaudière-Appalaches	
<i>Nom de l'organisme</i>		<i>Subventions versées</i>
Aide aux travailleurs accidentés, ATA		88 587,00 \$
AQDR Montmagny-L'Islet		30 000,00 \$
Association coopérative d'économie familiale Amiante - Beauce - Etchemins		105 876,00 \$
Association coopérative d'économie familiale Lévis-Lauzon		53 197,00 \$
Association de défense des droits sociaux (A.D.D.S.) de la Rive-Sud		30 000,00 \$
Comité d'appui aux travailleurs et travailleuses accidentés de la région de L'Amiante		53 225,00 \$
Corporation de défense de droits sociaux de Lotbinière inc.		39 595,00 \$
La section Lévis-Rive-Sud de l'A.Q.D.R.		30 000,00 \$
L'A-Droit de Chaudière-Appalaches		88 305,00 \$
Regroupement des associations de personnes handicapées région Chaudière-Appalaches		65 869,00 \$
Réseau des groupes de femmes Chaudière-Appalaches		57 855,00 \$
		<u>642 509,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour pour 2011-2012.
--------------	--

VOLET	Promotion des droits	
Région	13 - Laval	
<i>Nom de l'organisme</i>		<i>Subventions versées</i>
ALTA (Association lavalloise pour le transport adapté) inc.		83 529,00 \$
Association coopérative d'économie familiale de l'île Jésus		30 000,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) Laval		37 910,00 \$
L'en-droit de Laval		88 305,00 \$
Regroupement des organismes de promotion de personnes handicapées de Laval (ROPPHL)		86 886,00 \$
Table de concertation de Laval en condition féminine		57 855,00 \$
Table de concertation en violence conjugale et agressions à caractère sexuel de Laval inc.		30 000,00 \$
		<u>414 485,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour pour 2011-2012.
--------------	--

VOLET	Promotion des droits	
Région	14 - Lanaudière	
<i>Nom de l'organisme</i>		<i>Subventions versées</i>
Action dignité Lanaudière		38 570,00 \$
Action populaire des Moulins		38 701,00 \$
Association coopérative d'économie familiale de la région Lanaudière		105 092,00 \$
Association des personnes handicapées visuelles du sud de Lanaudière		47 954,00 \$
Association des travailleurs et travailleuses accidentés du Matawin		45 675,00 \$
Association des travailleurs, travailleuses accidentés de Joli-Mont		42 630,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section des Moulins inc.		39 434,00 \$
Association québécoise de la fibromyalgie		57 855,00 \$
Association québécoise pour la défense des droits des retraités et pré-retraités (A.Q.D.R.) section Brandon		48 895,00 \$
Groupe d'information et de défense des droits sociaux de Ste-Julienne		39 945,00 \$
Le mouvement des personnes d'abord de Joliette		50 081,00 \$
Mouvement d'éducation populaire autonome de Lanaudière (M.E.P.A.L.)		57 055,00 \$
Pleins droits de Lanaudière inc.		88 305,00 \$
Regroupement des usagers de transport adapté de Lanaudière		48 517,00 \$
Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière		57 855,00 \$
Table de concertation régionale des associations de personnes handicapées de Lanaudière		106 193,00 \$
		<u>912 757,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
--------------	---

VOLET	Promotion des droits	
Région	15 - Laurentides	
<i>Nom de l'organisme</i>		<i>Subventions versées</i>
Association coopérative d'économie familiale des Basses-Laurentides		92 472,00 \$
Association de promotion et d'éducation en logement		30 000,00 \$
Carrefour d'actions populaires de St-Jérôme		77 705,00 \$
Droits et obligations des sans emploi		45 675,00 \$
Droits et recours Laurentides inc.		88 305,00 \$
Mouvement des personnes d'abord de Lachute		30 000,00 \$
Mouvement personne d'abord de Sainte-Thérèse		40 600,00 \$
Mouvement personne d'abord de Saint-Eustache		40 600,00 \$
Mouvement personne d'abord de Ste-Agathe-des-Monts		34 884,00 \$
Mouvement personne d'abord de St-Jérôme et ses environs		30 000,00 \$
Regroupement des usagers du transport adapté et collectif de la MRC Rivière-du-Nord (RUTAC MRC RDN)		30 000,00 \$
Regroupement pour la concertation des personnes handicapées des Laurentides		76 019,00 \$
Regroupement pour les droits des assistés sociaux, Mont-Laurier		30 250,00 \$
Réseau des femmes des Laurentides		57 855,00 \$
Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec		57 855,00 \$
		<u>762 220,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
 Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour pour 2011-2012.
--------------	--

VOLET	Promotion des droits	
Région	16 - Montérégie	
Nom de l'organisme		Subventions versées
Association coopérative d'économie familiale de la Rive-Sud		67 184,00 \$
Association coopérative d'économie familiale du Haut St-Laurent		58 781,00 \$
Association coopérative d'économie familiale Montérégie-Est		65 551,00 \$
Association des usagers du transport adapté de Longueuil (AUTAL)		69 810,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Haut-Richelieu		30 000,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.), section Granby inc.		30 000,00 \$
Carrefour de développement social par l'éducation populaire (CDSEP)		108 065,00 \$
Centre d'information, de références et de services (CIRS) inc.		42 630,00 \$
Collectif d'action populaire Richelieu-Yamaska		30 000,00 \$
Collectif de défense des droits de la Montérégie		88 305,00 \$
Comité chômage du Haut-Richelieu		58 630,00 \$
Comité logement Beauharnois		34 510,00 \$
Comité logement de Valleyfield		45 675,00 \$
Comité logement social de Roussillon		61 460,00 \$
Comité-Logement Montérégie inc.		56 840,00 \$
Dynamique des handicapés de Granby et région inc.		42 630,00 \$
Groupement des associations de personnes handicapées de la rive-sud de Montréal inc.		97 875,00 \$
Groupement des associations de personnes handicapées du Richelieu-Yamaska		67 446,00 \$
Inclusion: Regroupement d'aide aux personnes bénéficiaires de la sécurité du revenu et à faibles revenus du Haut-Richelieu		42 630,00 \$
L'association Action-Plus Brome-Missisquoi inc.		55 188,00 \$
Le centre d'information communautaire de St-Hyacinthe		39 872,00 \$
Mouvement action chômage de St-Hyacinthe		50 750,00 \$
Mouvement action chômage Longueuil inc.		30 000,00 \$
Organisation populaire des droits sociaux de Valleyfield		45 675,00 \$
Regroupement des assistés sociaux du Bas-Richelieu		49 735,00 \$
Regroupement des chômeurs et chômeuses de la région Sorel-Tracy inc.		45 675,00 \$
Regroupement des usagers du transport adapté de Châteauguay (RUTAC)		30 000,00 \$
Regroupement des usagers du transport adapté et collectif du Haut-Richelieu		47 705,00 \$
Regroupement maskoutain des utilisateurs du transport adapté		50 750,00 \$
Réseau d'information et d'aide aux personnes assistées sociales de Châteauguay (R.I.A.P.A.S.)		45 675,00 \$
Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie		57 855,00 \$
Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de la Montérégie (T.R.O.V.E.P.)		63 982,00 \$
		<u>1 710 884,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour pour 2011-2012.
--------------	--

VOLET	Promotion des droits	
Région	17 - Centre-du-Québec	
<i>Nom de l'organisme</i>		<i>Subventions versées</i>
A.Q.D.R. Centre-du-Québec inc.		42 630.00 \$
Association coopérative d'économie familiale (ACEF) des Bois-Francis		64 056.00 \$
Association des groupes d'éducation populaire autonome, Centre-du-Québec		56 507.00 \$
Association des locataires des Bois-Francis		42 630.00 \$
Droits devant / Érable		41 615.00 \$
La table de concertation du mouvement des femmes Centre du Québec		57 855.00 \$
Mouvement des personnes d'abord de Drummondville		50 750.00 \$
R.D.D.S. Regroupement de défense des droits sociaux du district de Drummond		42 630.00 \$
Regroupement des sans-emplois de Victoriaville		76 633.00 \$
Regroupement d'organismes de personnes handicapées du Centre-du-Québec (région 17)		65 869.00 \$
Regroupement pour la défense des droits sociaux (R.D.D.S.) de la région de Nicolet inc.		42 630.00 \$
		<u>583 805,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour pour 2011-2012.
--------------	--

VOLET	Soutien financier à des organismes multisectoriels confiés au SACAIS	
Région	01 - Bas-Saint-Laurent	
<i>Nom de l'organisme</i>		<i>Subventions versées</i>
Regroupement des comités d'éducation de la Matapédia (R.E.C.E.M.)		21 309,00 \$
		<u>21 309,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
--------------	---

VOLET	Soutien financier à des organismes multisectoriels confiés au SACAIS
--------------	---

Région	03 - Capitale-Nationale
---------------	--------------------------------

Nom de l'organisme

Subventions versées

Comité régional d'éducation populaire de Portneuf	6 435,00 \$
Comptoir communautaire Saint-Joseph	12 000,00 \$
Conseil social et communautaire de Charlevoix inc.	7 010,00 \$
Corporation de développement communautaire du Grand Charlesbourg	10 000,00 \$
Les récollets inc.	8 510,00 \$
Réseau québécois de développement social	100 000,00 \$
	<u>143 955,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour pour 2011-2012.
--------------	--

VOLET	Soutien financier à des organismes multisectoriels confiés au SACAIS
--------------	---

Région	06 - Montréal
---------------	----------------------

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Subventions versées</i>
Opération surveillance Anjou (OSA)	4 000,00 \$
Réseau de l'action bénévole du Québec	200 000,00 \$
Réseau québécois de l'action communautaire autonome	260 000,00 \$
Solidarité Saint-Henri	15 000,00 \$
Solidarité Villeray	25 000,00 \$
	<u>504 000,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour pour 2011-2012.
--------------	--

VOLET	Soutien financier à des organismes multisectoriels confiés au SACAIS	
Région	07 - Outaouais	
<i>Nom de l'organisme</i>		<i>Subventions versées</i>
Le centre d'artisanat et de soutien à la famille d'Otter Lake		8 803,00 \$
		<u>8 803,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour pour 2011-2012.
--------------	--

VOLET	Soutien financier à des organismes multisectoriels confiés au SACAIS	
Région	08 - Abitibi-Témiscamingue	
<i>Nom de l'organisme</i>		<i>Subventions versées</i>
Comité d'éducation pop de Rivière-Héva		6 227,00 \$
		<u>6 227,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour pour 2011-2012.
--------------	--

VOLET	Soutien financier à des organismes multisectoriels confiés au SACAIS	
Région	16 - Montérégie	
<i>Nom de l'organisme</i>		<i>Subventions versées</i>
Maison d'animation populaire de Sorel incorporée		15 068.00 \$
		<u>15 068.00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour pour 2011-2012.
--------------	--

VOLET	Soutien financier à des organismes multisectoriels confiés au SACAIS	
Région	17 - Centre-du-Québec	
<i>Nom de l'organisme</i>		<i>Subventions versées</i>
Les groupes populaires associés de Drummond inc.		26 075,00 \$
		<u>26 075,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour pour 2011-2012.
--------------	--

VOLET	Soutien financier à des recherches et des études en lien avec la mise en oeuvre de la Politique gouvernementale	
Région	14 - Lanaudière	
<i>Nom de l'organisme</i>		<i>Subventions versées</i>
Centre d'études sur l'action communautaire et bénévole		2 600,04 \$
		<u>2 600,04 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
-------	--

Répartition régionale	
Fonds québécois d'initiatives sociales	
ÉTAT DES SUBVENTIONS VERSÉES PAR RÉGION En date du 29 février 2012	
RÉGIONS	
01 - Bas-Saint-Laurent	8 231,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	83 466,00 \$
03 - Capitale-Nationale	534 300,00 \$
04 - Mauricie	716 013,00 \$
05 - Estrie	82 873,40 \$
06 - Montréal	5 006 394,00 \$
07 - Outaouais	75 000,00 \$
09 - Côte-Nord	10 670,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	75 000,00 \$
13 - Laval	37 500,00 \$
14 - Lanaudière	157 000,00 \$
15 - Laurentides	54 000,00 \$
16 - Montérégie	600 000,00 \$
17 - Centre-du-Québec	150 000,00 \$
TOTAL	7 590 447,40 \$

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
--------------	--

Région	01 - Bas-Saint-Laurent	
Nom de l'organisme		Subventions versées
Conférence régionale des élus du Bas-Saint-Laurent		7 000.00 \$
Paroisse de Saint-Clément		1 231.00 \$
		<u>8 231.00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
--------------	--

Région	02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean
Nom de l'organisme	Subventions versées
Accès-Travail-Femmes inc.	83 466,00 \$
	<u>83 466,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
--------------	--

Région	03 - Capitale-Nationale	
<i>Nom de l'organisme</i>		<i>Subventions versées</i>
Centre-Étape, Atelier de formation pour les femmes inc.		75 000,00 \$
Commission de la santé et des services sociaux des premières nations du Québec et du Labrador		63 000,00 \$
Concours québécois en entrepreneuriat		22 500,00 \$
Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture		250 000,00 \$
Le pignon bleu, La maison pour grandir		5 000,00 \$
Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec inc.		91 800,00 \$
Réseau québécois de villes et villages en santé		27 000,00 \$
		<u>534 300,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
--------------	--

Région	04 - Mauricie
---------------	----------------------

Nom de l'organisme	Subventions versées
Centre de la femme - Rond point de la Mauricie	37 500,00 \$
Conférence régionale des élus de la Mauricie	678 513,00 \$
	<u>716 013,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
--------------	--

Région	05 - Estrie	
Nom de l'organisme		Subventions versées
Centre d'intégration au marché de l'emploi (CIME)		75 000,00 \$
Conférence régionale des élus de l'Estrie		7 000,00 \$
Corporation de développement socio-économique de Saint-Camille CODESESCA		873,40 \$
		<u>82 873,40 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
--------------	--

Région	06 - Montréal
---------------	---------------

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Subventions versées</i>
Autonomie Jeunes Familles	62 000,00 \$
Centre 1,2,3 GO!	99 394,00 \$
Institut du nouveau monde	270 000,00 \$
SORIF inc.	75 000,00 \$
Ville de Montréal	4 500 000,00 \$
	<u>5 006 394,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
--------------	--

Région	07 - Outaouais	
Nom de l'organisme		Subventions versées
Option femmes emploi		75 000,00 \$
		<u>75 000,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
--------------	--

Région	09 - Côte-Nord	
<i>Nom de l'organisme</i>		<i>Subventions versées</i>
Conférence régionale des élus de la Côte-Nord		7 000,00 \$
Conseil des maires de la Basse-Côte-Nord		1 835,00 \$
Municipalité régionale de comté de Minganie		1 835,00 \$
		<u>10 670,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
--------------	--

Région	12 - Chaudière-Appalaches	
Nom de l'organisme		Subventions versées
Connexion Emploi ressources femmes		75 000,00 \$
		<u>75 000,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
--------------	--

Région	13 - Laval
Nom de l'organisme	Subventions versées
Dimension travail	37 500,00 \$
	<u>37 500,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
--------------	--

Région	14 - Lanaudière	
<i>Nom de l'organisme</i>		<i>Subventions versées</i>
Centre d'intégration professionnelle de Lanaudière		75 000.00 \$
Conférence régionale des élus Lanaudière		7 000.00 \$
La C.L.E.F., Centre Lanaudière d'emploi pour femmes		75 000.00 \$
		<u>157 000.00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
--------------	--

Région	15 - Laurentides
Nom de l'organisme	Subventions versées
Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec	54 000,00 \$
	<u>54 000,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
--------------	--

Région	16 - Montérégie	
<i>Nom de l'organisme</i>		<i>Subventions versées</i>
Centre d'orientation et de formation pour femmes en recherche d'emploi (C.O.F.F.R.E.) inc.		75 000,00 \$
Club des petits déjeuners du Québec		300 000,00 \$
De soi à l'emploi		75 000,00 \$
Options non traditionnelles inc.		75 000,00 \$
Service externe de main d'oeuvre Le jalon		75 000,00 \$
		<u>600 000,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
--------------	--

Région	17 - Centre-du-Québec
Nom de l'organisme	Subventions versées
Les mutantes de Drummond inc.	75 000,00 \$
Services intégrés pour l'emploi	75 000,00 \$
	<u>150 000,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
-------	--

Répartition régionale	
Programme de soutien financier en appui à la mission globale des Corporations de développement communautaire (CDC) intervenant dans la lutte contre la pauvreté confiés au MESS	
ÉTAT DES SUBVENTIONS VERSÉES PAR RÉGION En date du 29 février 2012	
RÉGIONS	
01 - Bas-Saint-Laurent	150 912,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	233 500,00 \$
03 - Capitale-Nationale	70 500,00 \$
04 - Mauricie	420 000,00 \$
05 - Estrie	397 000,00 \$
06 - Montréal	351 000,00 \$
07 - Outaouais	93 500,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	70 000,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	350 000,00 \$
13 - Laval	70 000,00 \$
14 - Lanaudière	23 500,00 \$
15 - Laurentides	70 000,00 \$
16 - Montérégie	747 500,00 \$
17 - Centre-du-Québec	543 311,00 \$
TOTAL	3 590 723,00 \$

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
--------------	--

Région	01 - Bas-Saint-Laurent
---------------	-------------------------------

<i>Nom de l'organisme</i>	
---------------------------	--

<i>Subventions versées</i>

Corporation de développement communautaire du K.R.T.B.	
--	--

80 912,00 \$

Corporation de développement communautaire Vallée de la Matapédia	
---	--

70 000,00 \$

<u>150 912,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
--------------	--

Région	02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	
Nom de l'organisme		Subventions versées
Corporation de développement communautaire du ROC		70 000.00 \$
Corporation de développement communautaire Lac Saint-Jean Est		70 000.00 \$
La corporation de développement communautaire des Deux-Rives		70 000.00 \$
La corporation de développement communautaire du Domaine-du-Roy		23 500.00 \$
		<u>233 500.00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
--------------	--

Région	03 - Capitale-Nationale	
<i>Nom de l'organisme</i>		<i>Subventions versées</i>
Corporation de développement communautaire de la Côte-de-Beaupré		47 000,00 \$
Corporation de développement communautaire du Grand Charlesbourg		23 500,00 \$
		<u>70 500,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
-------	--

Région	04 - Mauricie
Nom de l'organisme	Subventions versées
Corporation de développement communautaire de la MRC de Maskinongé inc.	70 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de Trois-Rivières	70 000,00 \$
Corporation de développement communautaire des Chenaux	70 000,00 \$
Corporation de développement communautaire du Centre-de-la-Mauricie	70 000,00 \$
Corporation de développement communautaire du Haut St-Maurice (CDCHSM) inc.	70 000,00 \$
Corporation de développement communautaire Mékinac	70 000,00 \$
	420 000,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
--------------	--

Région	05 - Estrie
Nom de l'organisme	Subventions versées
Corporation de développement communautaire (CDC) des sources	70 000,00 \$
Corporation de développement communautaire (CDC) du Haut-Saint-François	70 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de Sherbrooke	70 000,00 \$
Corporation de développement communautaire du Granit	70 000,00 \$
Corporation de développement communautaire du Val-Saint-François	47 000,00 \$
Corporation de développement communautaire Memphrémagog	70 000,00 \$
	<u>397 000,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
--------------	--

Région	06 - Montréal
Nom de l'organisme	Subventions versées
Corporation de développement communautaire action solidarité Grand Plateau	47 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges	47 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de Rivière-des-Prairies	70 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de Rosemont inc.	70 000,00 \$
Corporation de développement communautaire du Centre-Sud de Montréal	47 000,00 \$
La CDC de la Pointe, région Est de Montréal	70 000,00 \$
	<u>351 000,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
--------------	--

Région	07 - Outaouais	
Nom de l'organisme		Subventions versées
Corporation de développement communautaire de Pontiac		23 500,00 \$
Corporation de développement communautaire Rond Point		70 000,00 \$
		<u>93 500,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
--------------	--

Région	08 - Abitibi-Témiscamingue	
Nom de l'organisme		Subventions versées
Corporation de développement communautaire d'Amos		70 000,00 \$
		<u>70 000,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
--------------	--

Région	12 - Chaudière-Appalaches	
Nom de l'organisme		Subventions versées
Corporation de développement communautaire Beauce-Etchemins		70 000,00 \$
Corporation de développement communautaire Bellechasse		70 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de L'Amiante		70 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de Lévis		70 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de Lotbinière inc.		70 000,00 \$
		<u>350 000,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
--------------	--

Région	13 - Laval	
Nom de l'organisme		Subventions versées
Corporation de développement communautaire de Laval		70 000.00 \$
		<u>70 000.00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
--------------	--

Région	14 - Lanaudière
Nom de l'organisme	Subventions versées
Corporation de développement communautaire MRC de L'Assomption (CDC)	23 500,00 \$
	<u>23 500,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
--------------	--

Région	15 - Laurentides
Nom de l'organisme	
Corporation de développement communautaire des Hautes-Laurentides	70 000,00 \$
	<u>70 000,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
--------------	--

Région	16 - Montérégie
Nom de l'organisme	Subventions versées
Corporation de développement communautaire Beauharnois-Salaberry	70 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de Brome-Missisquoi	70 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de La Haute-Yamaska	70 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de la M.R.C. de la Vallée du Richelieu	47 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de Marguerite-d'Youville	47 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de Vaudreuil-Soulanges	70 000,00 \$
Corporation de développement communautaire des Maskoutains (C.D.C. des Maskoutains)	70 000,00 \$
Corporation de développement communautaire du Haut-St-Laurent	70 000,00 \$
Corporation de développement communautaire Haut-Richelieu-Rouville	70 000,00 \$
Corporation de développement communautaire les Jardins-de-Napierville	23 500,00 \$
Corporation de développement communautaire Pierre-De Saurel	70 000,00 \$
La corporation de développement communautaire de Longueuil inc.	70 000,00 \$
	<u>747 500,00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-A

Titre	Liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012.
--------------	--

Région	17 - Centre-du-Québec	
<i>Nom de l'organisme</i>		<i>Subventions versées</i>
Corporation de développement communautaire de la MRC de Bécancour		70 000.00 \$
Corporation de développement communautaire de L'Érable inc.		70 000.00 \$
Corporation de développement communautaire des Bois-Francis inc.		90 314.00 \$
Corporation de développement communautaire Drummond inc.		72 997.00 \$
Corporation de développement communautaire Nicolet-Yamaska		70 000.00 \$
Table nationale des corporations de développement communautaire		170 000.00 \$
		<u>543 311.00 \$</u>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-B

Titre : Politique et critères d'attribution des subventions pour le Fonds d'aide à l'action communautaire autonome, le Fonds québécois d'initiatives sociales, le Programme de soutien aux corporations de développement communautaire et le Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Voici les politiques et critères d'attribution des subventions pour les quatre leviers financiers gérés par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS).

1. Fonds d'aide à l'action communautaire autonome

Le *Fonds d'aide à l'action communautaire autonome (FAACA)* assure un soutien financier aux organismes et aux regroupements d'organismes dans le cadre du *Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole*. En 2012-2013, ce programme comportera trois volets¹:

1. Promotion des droits.
2. Soutien financier en appui à la mission des organismes multisectoriels confiés au SACAIS.
3. Soutien financier à des recherches et des études en lien avec la mise en œuvre de la politique gouvernementale.

Objectifs du programme

Le volet *Promotion des droits* vise à soutenir, par l'entremise du SACAIS, les organismes et les regroupements d'organismes dont la mission unique ou principale est la défense collective des droits.

Le volet *Soutien financier à des organismes multisectoriels confiés au SACAIS* vise à :

- soutenir les organismes d'action communautaire et les regroupements présentement financés et sans port d'attache dans l'appareil gouvernemental, et cela, lorsque c'est possible, de manière transitoire jusqu'à ce qu'un ministère ou organisme gouvernemental en assume la responsabilité;
- soutenir les regroupements nationaux ayant reçu un mandat formel d'interlocuteurs privilégiés auprès du ministre responsable des orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole;
- soutenir les organismes communautaires relevant des ministères et organismes gouvernementaux dans le cadre d'une entente administrative spécifique;
- confier, sur invitation, la gestion à un regroupement national ayant reçu un mandat formel d'interlocuteur privilégié, par entente de service, d'une mesure afin qu'il puisse soutenir des projets structurants pour son secteur d'activité.

Le volet *Soutien financier à des recherches et des études en lien avec la mise en œuvre de la politique gouvernementale* vise à contribuer à la mise en œuvre des orientations gouvernementales en matière d'action communautaire et d'action bénévole, notamment par des études, recherches et sondages.

Critères d'admissibilité au programme

Pour être admissible à ce programme, l'organisme ou le regroupement d'organismes doit œuvrer dans le champ de l'action communautaire et répondre aux quatre critères suivants :

- être un organisme à but non lucratif légalement constitué en vertu de la troisième partie de la Loi sur les compagnies du Québec ou de la deuxième partie de la Loi sur les corporations canadiennes, si la majorité des activités se déroulent au Québec;

1. Un quatrième volet, le volet *Soutien financier à des projets en action communautaire et en action bénévole* a été intégré au *Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires* en 2007-2008 (voir 4.1). Il ne reste plus de montant résiduel pour des projets acceptés antérieurement à être versé dans ce volet en 2010-2011.

- être enraciné dans la communauté;
- entretenir une vie associative et démocratique;
- être libre de déterminer sa mission, ses approches, ses pratiques et ses orientations.

Par ailleurs, les centres de recherches ou institutions qui oeuvrent dans le champ de la recherche et les organismes qui contribuent au développement de l'action communautaire et de l'action bénévole sont admissibles au volet *Soutien financier à des recherches et des études en lien avec la mise en oeuvre de la Politique gouvernementale*.

Facteurs d'exclusion

Sont exclus du soutien financier :

- les organismes comptant moins de douze mois d'activité;
- les organismes ou regroupements d'organismes dont les activités ne s'apparentent pas à l'action communautaire, telles les fondations engagées en priorité dans la collecte et la redistribution de fonds et tout organisme ou regroupement d'organismes dont la mission ou les activités sont de nature politique, partisane, religieuse, syndicale ou professionnelle;
- les demandes visant à combler un déficit cumulé de même que les demandes visant l'achat ou la rénovation de biens immobiliers et de véhicules de transport.

1.1 VOLET PROMOTION DES DROITS

Critères d'admissibilité à ce volet

En plus de répondre aux critères d'admissibilité du programme, l'organisme ou le regroupement d'organismes doit également répondre aux quatre critères qui définissent un organisme communautaire autonome, c'est-à-dire :

- avoir été constitué à l'initiative des gens de la communauté;
- poursuivre une mission sociale qui lui soit propre et qui favorise la transformation sociale;
- faire preuve de pratiques citoyennes et d'approches larges axées sur la globalité de la problématique abordée;
- être dirigé par un conseil d'administration indépendant du réseau public.

Finalement, pour être qualifié d'organisme en défense collective des droits, l'organisme doit non seulement être actif dans chacune des catégories d'activités décrites ci-dessous, mais également en faire sa mission unique ou principale :

- des activités d'éducation populaire autonome axées sur les droits et la vie démocratique;
- des activités de mobilisation sociale.

Outre ces deux catégories obligatoires, l'organisme doit également être actif dans l'une ou l'autre des catégories d'activités suivantes :

- des activités de représentation;
- des activités d'action politique non partisane.

Critères d'analyse

Les organismes admissibles verront leur demande de soutien financier étudiée et analysée en fonction de critères qui s'inscrivent dans le respect du *Cadre de référence en matière d'action communautaire*. Pour établir le soutien financier que peut recevoir un organisme communautaire, des grilles d'analyse seront utilisées pour l'octroi du soutien financier en appui à la mission globale.

Les demandes présentées par les organismes seront analysées en utilisant la grille d'analyse adoptée par le SACAIS en fonction des paramètres suivants :

- le rayonnement dans la communauté et les activités accomplies en défense collective des droits;
- le réalisme des prévisions budgétaires présentées;
- l'actif net non affecté, selon les derniers états financiers, n'étant pas supérieur à 50 % des dépenses totales de l'organisme;
- la saine gestion financière de l'organisme, par exemple, l'absence de déficit et de jugements rendus contre l'organisme;
- les disponibilités financières du *FAACA*.

Afin de moduler la hauteur du soutien financier accordé aux organismes admissibles, certains critères d'appréciation seront considérés, notamment :

- l'étendue du territoire couvert, la densité démographique et l'éloignement des centres décisionnels;
- l'équité entre les organismes comparables;
- les démarches faites pour assurer la diversité des contributions financières, les prêts de personnel ainsi que les prêts de ressources matérielles et techniques;
- la présence d'autres organismes ou regroupements d'organismes ayant la même mission et offrant les mêmes activités auprès des mêmes personnes visées.

1.2 VOLET SOUTIEN FINANCIER EN APPUI À LA MISSION DES ORGANISMES MULTISECTORIELS CONFIÉS AU SECRÉTARIAT À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME ET AUX INITIATIVES SOCIALES (SACAIS)

Critères d'admissibilité à ce volet

En plus de répondre aux critères d'admissibilité du programme, l'organisme doit :

- avoir déjà conclu une entente triennale en appui à la mission globale ou une entente de services avec le SACAIS ou être référé par un ministère ou organisme gouvernemental à la suite d'une opération de transfert et de concentration du soutien financier en appui à la mission globale;
- être un regroupement national ayant reçu un mandat formel d'interlocuteur privilégié auprès du ministre responsable des orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole;
- être déjà soutenu financièrement et être référé par un ministère ou un organisme gouvernemental dans le cadre d'une entente administrative spécifique.

Critères d'analyse de la demande de soutien financier

Les organismes admissibles verront leur demande de soutien financier, étudiée et analysée en fonction de critères précis qui s'inscrivent dans le respect du *Cadre de référence en matière d'action communautaire*. Pour établir le soutien financier que peut recevoir un organisme communautaire, des grilles d'analyse seront utilisées pour l'octroi du soutien financier en appui à la mission globale.

Les demandes présentées par les organismes seront analysées en utilisant la grille d'analyse adoptée par le SACAIS en fonction des paramètres suivants :

- le rayonnement dans la communauté;
- le réalisme des prévisions budgétaires présentées;
- l'actif net non affecté, selon les derniers états financiers, n'étant pas supérieur à 50 % des dépenses totales de l'organisme;
- la saine gestion financière de l'organisme, par exemple : absence d'un déficit et de jugements rendus contre l'organisme;
- les disponibilités financières du *FAACA*.

Afin de moduler la hauteur du soutien financier accordé aux organismes admissibles, certains critères d'appréciation seront considérés notamment :

- l'étendue du territoire couvert, la densité démographique et l'éloignement des centres décisionnels;
- l'équité entre les organismes comparables;
- les démarches faites pour assurer la diversité des contributions financières, les prêts de personnel ainsi que les prêts de ressources matérielles et techniques;
- la présence d'autres organismes ou regroupements d'organismes ayant la même mission et offrant les mêmes activités auprès des mêmes personnes visées.

Dans le cas d'une entente administrative spécifique, l'analyse des demandes est réalisée par chaque ministère ou organisme gouvernemental pour lequel le SACAIS assure l'émission des chèques de soutien financier, selon les modalités convenues dans l'entente.

Pour les ententes de services, la demande est initiée par le SACAIS.

1.3 VOLET SOUTIEN FINANCIER À DES RECHERCHES ET DES ÉTUDES EN LIEN AVEC LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE

Critères d'admissibilité à ce volet

Sont admissibles les centres de recherches ou institutions qui oeuvrent dans le champ de la recherche en action communautaire et en action bénévole.

Critères d'analyse de la demande de soutien financier

Les organismes admissibles verront leur demande de soutien financier étudiée et analysée en fonction des besoins spécifiques contenus dans l'appel de projets.

2. Fonds québécois d'initiatives sociales

Le *Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS)* vise à soutenir financièrement des initiatives et la réalisation de projets et d'interventions afin d'atteindre les buts de la Stratégie nationale. Ces initiatives, projets et interventions peuvent intervenir à la fois sur les causes et les conséquences de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

Le *FQIS* soutient principalement :

- le financement des ententes conclues par le ministre responsable de la *Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale* (ministre) avec des organismes ou des partenaires à l'échelle locale, régionale et nationale relatives à la réalisation d'initiatives, de projets et d'interventions visant les mêmes objectifs et respectant les orientations du Fonds;
- le développement et l'expérimentation de nouvelles approches de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ;
- le financement des recherches associées à l'atteinte des buts de la *Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*.

Organismes admissibles

Les organismes suivants sont admissibles à un financement du Fonds, soit directement, soit par l'intermédiaire des partenaires ou soit à titre de partenaires :

- les Conférence régionale des élus (CRÉ);
- les personnes morales à but non lucratif;
- les organismes municipaux, les MRC;
- les conseils de bande, les conseils de villages nordiques, l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador et la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador ou tout autre regroupement autochtone visé par l'article 3.48 de la Loi sur le ministère du conseil exécutif.

Ne sont pas admissibles

- les ministères ou organismes gouvernementaux ainsi que paragouvernementaux, tels les CLSC, les hôpitaux, les institutions ou écoles d'enseignement et de formation, sauf si un organisme, excluant les ministères, est le seul à pouvoir offrir le service à un coût raisonnable sans faire concurrence à d'autres organismes offrant déjà avec succès un service similaire;
- les organismes ou entreprises dont les activités sont interrompues en raison d'un conflit de travail (grève ou lock-out).

Projets admissibles

Les projets admissibles à un financement du *FQIS* sont :

- les initiatives, projets et interventions visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, notamment les projets d'interventions en matière de développement social et communautaire, de prévention de la pauvreté, d'aide à l'intégration en emploi des personnes éloignées du marché du travail, d'insertion sociale, d'amélioration des conditions de vie des personnes en situation de pauvreté dans les territoires à concentration de pauvreté;
- au plan national, les initiatives, projets et interventions novateurs qui ont un caractère expérimental ou structurant ainsi que les travaux de recherche visant l'atteinte des objectifs de la *Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*.

Facteurs d'exclusion

- Le projet pourrait entraîner un dédoublement par rapport à ce qui existe déjà.
- La contribution du *FQIS* remplacerait celle d'un autre programme gouvernemental.
- Le projet semble entrer en contradiction avec ce qui se fait dans le cadre des alliances.
- Le soutien financier demandé semble viser à soutenir le financement de base (activités régulières) de l'organisme.
- Le projet contient des dépenses non admissibles, soit :
 - les dépenses allouées à la réalisation des initiatives, projets et interventions qui sont antérieures à son acceptation;
 - le financement de la dette ou le remboursement d'emprunts déjà conclus ou à venir;
 - le financement des initiatives, projets et interventions déjà réalisés;
 - les dépenses remboursées par un autre programme;
 - les dépenses d'immobilisation;
 - les dépassements de coûts.
 - les ressources humaines ou autres dépenses directement reliées aux activités régulières de l'organisme bénéficiaire.

3. Programme de soutien aux corporations de développement communautaire

Le *Programme de soutien financier des corporations de développement communautaire (CDC)* confié au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) est un programme ministériel visant à assurer le financement en appui à la mission globale des CDC. Ce programme s'adresse exclusivement aux CDC accréditées par la Table nationale des corporations de développement communautaire (TNCDC).

Critères d'admissibilité au programme

Pour être admissible à ce programme, la CDC doit :

- être accréditée par la TNCDC;
- oeuvrer dans le champ de l'action communautaire;
- répondre aux critères du *Cadre de référence en matière d'action communautaire*;
- avoir une mission principale qui contribue à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

De plus, la TNCDC est soutenue dans le cadre de ce programme.

Facteurs d'exclusion

Sont exclues du soutien financier :

- les CDC comptant moins de douze mois d'activité;
- les CDC n'étant plus accréditées par la TNCDC;
- les activités qui ne s'apparentent pas à l'action communautaire;
- les demandes visant à combler un déficit cumulé de même que les demandes visant l'achat ou la rénovation de biens immobiliers et de véhicules de transport.

Critères d'analyse de la demande de soutien financier

Les organismes admissibles verront leur demande de soutien financier étudiée et analysée en fonction de critères précis qui s'inscrivent dans le respect du *Cadre de référence en matière d'action communautaire*. Pour établir le soutien financier que peut recevoir un organisme communautaire, des grilles d'analyse seront utilisées pour l'octroi du soutien financier en appui à la mission globale.

Les demandes présentées par les organismes seront analysées en utilisant la grille d'analyse adoptée par le MESS en fonction des paramètres suivants :

- la saine gestion financière de l'organisme, par exemple : absence d'un déficit et de jugements rendus contre l'organisme;
- le rayonnement dans la communauté et les activités de l'organisme;
- le réalisme des prévisions budgétaires présentées;

- avoir un actif net non affecté n'étant pas supérieur à 50 % de ses dépenses totales du dernier exercice financier complété;
- les disponibilités financières du programme.

Afin de moduler la hauteur du soutien financier accordé aux organismes admissibles, certains critères d'appréciation seront considérés, notamment :

- l'étendue du territoire couvert, la densité démographique et l'éloignement des centres décisionnels;
- l'équité entre les organismes comparables;
- les démarches faites pour assurer la diversité des contributions financières, les prêts de personnel ainsi que les prêts de ressources matérielles et techniques;
- la présence d'autres organismes ou regroupements d'organismes ayant la même mission et offrant les mêmes activités auprès des mêmes personnes visées.

4. Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires

Le *Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires (PSISC)* vise à soutenir des projets d'expérimentation et d'innovation dans les domaines de l'action communautaire, de l'emploi et de la solidarité sociale. Il vise également à soutenir des projets de recherche et des projets spéciaux dans les mêmes domaines.

Le soutien aux projets admissibles est de nature non récurrente. Ainsi, le *PSISC* ne peut soutenir la mission globale des organismes ni leurs activités régulières.

Ce programme comporte deux volets :

- volet : action communautaire et action bénévole;
- volet : initiatives sociales.

4.1 VOLET : ACTION COMMUNAUTAIRE ET ACTION BÉNÉVOLE

Objectifs spécifiques

Soutenir des projets de recherche, d'évaluation, de formation et d'expérimentation en matière d'action communautaire et d'action bénévole.

Est admissible au volet 1 – Action communautaire et action bénévole

Pour être admissible au soutien financier, l'organisme ou regroupement d'organismes doit répondre aux critères d'admissibilité, qui s'appliquent aux organismes ou regroupement d'organismes d'action communautaire, c'est-à-dire :

- être un organisme ou regroupement d'organismes à but non lucratif légalement constitué;
- être enraciné dans la communauté;
- entretenir une vie associative et démocratique;
- être libre de déterminer sa mission, ses approches, ses pratiques et ses orientations.

En plus de répondre aux critères d'admissibilité, qui s'appliquent aux organismes d'action communautaire, l'organisme ou regroupement d'organismes doit avoir une mission en action communautaire autonome, c'est-à-dire :

- avoir été constitué à l'initiative des gens de la communauté;
- poursuivre une mission sociale qui lui soit propre et qui favorise la transformation sociale;
- faire preuve de pratiques citoyennes et d'approches larges axées sur la globalité de la problématique abordée;
- être dirigé par un conseil d'administration indépendant du réseau public.

Sont exclus du volet 1 – Action communautaire et action bénévole :

- les organismes ou regroupement d'organismes comptant moins de douze mois d'activités;
- les organismes ou regroupement d'organismes dont la mission ou les activités sont de nature politique, partisane, religieuse, syndicale ou professionnelle et les fondations engagées en priorité dans la collecte et la redistribution de fonds;

- les demandes portant sur le soutien à la mission globale des organismes ou regroupement d'organismes, c'est-à-dire le fonctionnement de base, tels le loyer, l'électricité, etc. ou sur la réalisation d'activités régulières;
- les demandes visant à combler un déficit accumulé;
- les demandes visant l'achat ou la rénovation de biens immobiliers et de véhicules de transport;
- les demandes dont certains documents sont manquants ou incomplets.

4.2 VOLET : INITIATIVES SOCIALES

Objectifs spécifiques

- soutenir des projets novateurs favorisant de nouvelles méthodes et approches en matière de développement de l'employabilité, d'insertion en emploi et de formation professionnelle;
- soutenir des projets novateurs contribuant à l'inclusion sociale et au développement d'activités vouées à la protection et à l'amélioration des conditions de vie des prestataires de l'assistance-emploi ou d'autres personnes à faible revenu;
- soutenir la réalisation de projets spéciaux ponctuels se situant dans les mêmes domaines.

Sont admissibles au volet 2 – Initiatives sociales :

- un organisme ou regroupement d'organismes à but non lucratif constitué en vertu d'une loi;
- une institution d'enseignement reconnue;
- une municipalité et une MRC.

Sont exclus du volet 2 – Initiatives sociales :

- un organisme à but lucratif;
- un organisme à but non lucratif non incorporé;
- une coopérative (sauf une association coopérative d'économie familiale);
- un ministère ou un organisme d'un gouvernement;
- un parti ou une association politique;
- un syndicat.

Appréciation des projets pour les volets 1 et 2

Les projets soumis seront appréciés, notamment selon les éléments suivants :

- la pertinence du projet soumis par rapport au champ de responsabilités, aux objectifs et aux priorités du MESS et sa complémentarité par rapport à d'autres projets financés par le MESS;
- les caractéristiques du projet, notamment les objectifs poursuivis, la nature, la pertinence et l'originalité des activités prévues;
- le réalisme de la planification;
- la capacité de l'organisme ou du regroupement d'organismes à réaliser le projet;
- les retombées du projet sur le développement de l'action communautaire et de l'action bénévole;
- la diversité des contributions financières, lorsque applicable;
- l'étendue du territoire et la densité démographique;
- le caractère novateur du projet;
- l'existence d'un potentiel de financement récurrent des activités découlant du projet après la période de subvention, dont la présence d'appuis au projet dans le milieu et la diversité des contributions financières (seulement pour le volet 2 : initiatives sociales).

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 16 mars 2012

VALIDATION : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 19 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée pour 2011-2012.
-------	---

Répartition régionale

Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires (PSISC)

ÉTAT DES DEMANDES INITIALES REFUSÉES PAR VOLET ET PAR RÉGION		
En date du 29 février 2012		
RÉGIONS	Action communautaire et action bénévole	Initiatives sociales
01 - Bas-Saint-Laurent	2	1
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	7	0
03 - Capitale-Nationale	25	2
04 - Mauricie	10	2
05 - Estrie	7	1
06 - Montréal	68	6
07 - Outaouais	4	1
08 - Abitibi-Témiscamingue	5	0
09 - Côte-Nord	6	0
10 - Nord-du-Québec	0	1
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	2	0
12 - Chaudière-Appalaches	3	1
13 - Laval	9	0
14 - Lanaudière	8	1
15 - Laurentides	7	0
16 - Montérégie	19	1
17 - Centre-du-Québec	5	0
TOTAL	187	17
Total des demandes initiales refusées		204

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	--

VOLET	Action communautaire et action bénévole	
Région	01 - Bas-Saint-Laurent	
<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>	
01-00-5784	Fête bières et plaisirs de Pohénégamook	
01-00-3967	Les entreprises Tandem Côte-Sud inc.	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	--

VOLET	Action communautaire et action bénévole
Région	02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean
<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>
02-00-4523	Accès entraide familles Lac St-Jean Est
02-00-5787	Association des locataires de logements municipaux de St-Félicien inc.
02-05-2410	Association des ressources alternatives et communautaires en santé mentale région 02
02-01-1494	Centre d'action bénévole de Jonquière
02-01-0930	L'association des familles monoparentales et recomposées La relance inc.
02-00-5791	Regroupement AQDR Saguenay-Lac-Saint-Jean
02-01-0490	Société Alzheimer de la Sagamie

7

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	--

VOLET	Action communautaire et action bénévole	
Région	03 - Capitale-Nationale	
	<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>
	03-00-5794	Adaptavie inc.
	03-00-5499	Association québécoise des retraité(e)s des secteurs public et parapublic
	03-01-0026	CDÉC de Québec
	03-01-0026	CDÉC de Québec
	03-00-5769	Centre d'accueil le programme de portage inc.
	03-03-3492	Centre d'action bénévole de Québec inc.
	03-01-2160	Centre d'aide et d'action bénévole de Charlesbourg
	03-00-5772	Centre Multi-Services 16-30 ans La source
	03-00-5781	Corporation l'Autre Cartier
	03-00-5734	Deo-International
	03-01-1791	Fondation fête d'enfant Dédé inc.
	03-00-5239	Groupe d'éducation et d'écovigilance de l'eau (G3E)
	03-01-1553	Jeunessor Portneuf
	03-00-4933	La maison La montée
	03-00-5771	La télévision d'ici (Côte-de-Beaupré)
	03-01-3338	Le centre de parrainage civique de Québec inc.
	03-00-5778	Les YMCA du Québec
	03-00-4935	Maison Marie Frédéric
	03-11-3124	Patro de Charlesbourg inc.
	03-00-3928	Plan Nagua inc.
	03-00-5773	Projet RCIC-MAYASO
	03-07-0160	Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale (Portneuf-Québec-Charlevoix)
	03-00-5638	Regroupement pour l'aide aux itinérants et itinérantes de Québec
	03-01-3553	Relais d'espérance
	03-00-5735	Vision d'espoir de sobriété

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	--

VOLET	Action communautaire et action bénévole	
Région	04 - Mauricie	
	<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>
	04-01-2227	Association québécoise de la défense des droits des retraités et pré-retraités Des Chenaux (A.Q.D.R.)
	04-01-2413	Centre de femmes de Shawinigan inc.
	04-01-0688	Centre d'organisation mauricien de services et d'éducation populaire (C.O.M.S.E.P.)
	04-00-5525	Corporation de transport collectif de la MRC de Maskinongé
	04-00-5805	Intervention S.M.T.R.
	04-00-5689	La maison de quartier St-Philippe
	04-05-2814	Regroupement des AQDR de la Mauricie
	04-00-5760	Revitalisation Quartiers St-Marc Christ-Roi
	04-01-2148	Table de concertation «Abus auprès des aînés» de la Mauricie
	04-07-0150	Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	--

VOLET	Action communautaire et action bénévole	
Région	05 - Estrie	
	<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>
	05-05-2181	Actions interculturelles de développement et d'éducation (AIDE) inc.
	05-07-0181	Concertaction femmes Estrie
	05-01-0989	Illusion-Emploi de l'Estrie
	05-01-1668	L'action plus de Sherbrooke inc.
	05-01-0332	Le pont, Organisme de justice alternative
	05-01-0647	Maison de la famille de Sherbrooke inc.
	05-05-1884	Regroupement des organismes communautaires (ROC) de l'Estrie

7

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	--

VOLET	Action communautaire et action bénévole
Région	06 - Montréal
<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>
06-00-5762	Accès bénévolat
06-00-4410	Action des femmes handicapées (Montréal)
06-00-4188	Action dignité de Saint-Léonard
06-00-5662	Actions des immigrants de l'amérique du Nord
06-00-5655	Alliance communautaire autonome pour la promotion et la défense collective des droits en santé mentale du Québec
06-00-5795	Alliance des femmes handicapées du Québec - AFHQ
06-00-5783	ARTHUM
06-01-3205	Association chrétienne des jeunes femmes de Montréal
06-01-2200	Association coopérative d'économie familiale du Centre de Montréal
06-00-5774	Association de la communauté noire de Côte des Neiges
06-00-5583	Association des Chiliens du Québec
06-04-2101	Association des consommateurs pour la qualité dans la construction
06-00-5736	Association des gestionnaires de ressources bénévoles du Québec-Secteur santé et services sociaux
06-00-4138	Association des parents de Côte-des-Neiges
06-01-2820	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Rivière-des-Prairies inc.
06-00-5641	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées, AQDR Ahuntsic- St-Laurent
06-04-2241	Carrefour de participation, ressourcement et formation C.P.R.F.
06-01-0063	Carrefour familial L'intermède
06-00-5341	Centre communautaire Cefedi
06-00-5765	Centre d'action bénévole de Montréal-Nord
06-00-5777	Centre de développement Yaldei Shashuim
06-01-3342	Centre d'écoute et de référence Multi-Écoute
06-00-5602	Centre des travailleurs et travailleuses en maison privée
06-00-4248	Centre d'union multiculturelle et artistique des jeunes de Montréal (CUMAJ)
06-00-5775	Centre environnement Tourne-Sol
06-01-2372	Centre St-Pierre
06-00-5788	Clinique juridique du mile end
06-00-4402	Coalition des familles homoparentales
06-01-2263	Comité logement de La Petite Patrie inc.
06-00-5634	Comité logement Saint-Laurent
06-00-5531	Communauté sépharade unifiée du Québec
06-00-4695	Conseil national des citoyens et citoyennes d'origine haïtienne
06-00-5097	Dépôt alimentaire NDG
06-00-3862	Eau secours! La coalition québécoise pour une gestion responsable de l'eau
06-00-5803	Espace féminin arabe (EFA)
06-04-0465	Fédération des femmes du Québec
06-00-5767	Fédération du plongeur amateur du Québec
06-00-5767	Fédération du plongeur amateur du Québec
06-04-2140	Fédération du Québec pour le planning des naissances
06-00-5244	Fédération québécoise du loisir littéraire
06-04-3779	Fédération québécoise du scoutisme
06-00-5793	Groupe d'action pour la prévention de la transmission du VIH et l'Éradication du Sida (GAP-VIES)
06-00-5348	Institut du nouveau monde
06-00-5664	Jojo dépannage
06-06-0871	La CDC de la Pointe, région Est de Montréal

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	--

VOLET	Action communautaire et action bénévole	
Région	06 - Montréal	
<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>	
06-00-5821	L'association des centres jeunesse du Québec	
06-00-5109	Le centre des organismes communautaires	
06-01-0788	Le groupe communautaire L'itinéraire	
06-01-0788	Le groupe communautaire L'itinéraire	
06-01-2565	Mouvement ATD Quart Monde du Canada	
06-04-3461	Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi	
06-04-2159	Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec inc.	
06-00-5737	Perspectives jeunesse	
06-00-5739	Place Vermeil inc.	
06-00-5776	RAPLIQ (Regroupement des activistes pour l'inclusion au Québec)	
06-04-1157	Regroupement des organismes communautaires autonomes jeunesse du Québec	
06-00-5806	Regroupement des organismes communautaires québécois pour le travail de rue	
06-01-0968	Regroupement des usagers du transport adapté et accessible de l'Île de Montréal	
06-00-5693	Regroupement provincial des comités des usagers	
06-00-4730	Regroupement Québécoiseaux	
06-01-3756	Santropol roulant (Québec) inc.	
06-01-2449	Service à la famille chinoise du Grand Montréal inc.	
06-01-3488	Société de développement communautaire de Montréal, (SODECM)	
06-04-2854	Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles (secteur de la santé et des services sociaux)	
06-05-2121	Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de Montréal	
06-00-5792	Télévision communautaire Frontenac	
06-00-5738	Trajet inc.	
06-04-2164	Transport 2000 Québec	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	--

VOLET	Action communautaire et action bénévole	
Région	07 - Outaouais	
<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>	
07-05-2302	Antre-Hulloises inc.	
07-06-0270	Corporation de développement communautaire Rond Point	
07-00-5780	Unité régionale de loisir et de sport de l'Outaouais	
07-00-5785	Village Molokaï	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	--

VOLET	Action communautaire et action bénévole	
Région	08 - Abitibi-Témiscamingue	
	<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>
	08-00-5679	Centre régional de services aux bibliothèques publiques (CRSBP) de l'Abitibi-Témiscamingue-Nord-du-Québec, inc.
	08-00-4097	CROC-AT, Concertation régionale des organismes communautaires de l'Abitibi-Témiscamingue
	08-00-5770	Indépendance 65 + inc.
	08-00-4782	Regroupement d'associations de personnes handicapées de l'Abitibi-Témiscamingue, R.A.P.H.A.T.
	08-05-2207	Regroupement d'éducation populaire d'Abitibi-Témiscamingue (REPAT)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	--

VOLET	Action communautaire et action bénévole	
Région	09 - Côte-Nord	
	<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>
	09-00-4190	Centre d'action bénévole de la Minganie
	09-01-0987	Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) région Côte-Nord
	09-03-0443	Centre de bénévolat Manicouagan inc.
	09-00-5768	Hommes Sept-Îles, Centre d'entraide pour hommes inc.
	09-00-5802	Maison d'aide et d'hébergement de Fermont inc.
	09-07-0146	Regroupement des femmes de la Côte-Nord inc.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
-------	--

VOLET	Action communautaire et action bénévole
Région	11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine
Numéro de l'organisme	Nom de l'organisme

11-01-2230	Association des TCC et ACV de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine
11-00-5779	Table de concertation en sécurité alimentaire Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	--

VOLET	Action communautaire et action bénévole
--------------	---

Région	12 - Chaudière-Appalaches
---------------	---------------------------

Numéro de l'organisme

Nom de l'organisme

12-01-0462

Aide aux travailleurs accidentés, ATA

12-01-1946

Centre d'action bénévole Bellechasse-Lévis-Lotbinière

12-01-3482

Service d'entraide de St-Romuald inc.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	--

VOLET	Action communautaire et action bénévole
--------------	---

Région	13 - Laval
---------------	------------

<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>
------------------------------	---------------------------

13-01-1399	ALTA (Association lavalloise pour le transport adapté) inc.
13-01-2810	Association de Laval pour la déficience intellectuelle (ALDI) inc.
13-00-5807	Association des bénévoles du centre d'hébergement Idola St-Jean
13-00-3825	Centre communautaire Le rendez-vous des aînés(es) (Laval) inc.
13-00-5727	Comité lavallois en abus violence envers les aînés
13-00-5239	Éco-Nature de Laval
13-01-2478	Le relais du quartier de St-Vincent-de-Paul
13-00-5041	Maison Dominique
13-01-0813	Relais communautaire de Laval

9

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
-------	--

VOLET	Action communautaire et action bénévole
Région	14 - Lanaudière
Numéro de l'organisme	Nom de l'organisme
14-00-4923	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR), section L'Assomption
14-00-5766	Aux couleurs de la vie Lanaudière
14-00-5297	Centre d'études sur l'action communautaire et bénévole
14-05-0663	Comité régional d'éducation pour le développement international Lanaudière
14-00-5624	Corporation de développement communautaire MRC de L'Assomption (CDC)
14-05-2203	Mouvement d'éducation populaire autonome de Lanaudière (M.E.P.A.L.)
14-01-3718	Regard en elle
14-00-4359	Table régionale des organismes communautaires famille de Lanaudière (TROCFL)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
-------	--

VOLET	Action communautaire et action bénévole	
Région	15 - Laurentides	
	<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>
	15-00-4059	Centre d'accès communautaire Claude-Henri Grignon
	15-00-5669	Centre de zoothérapie communautaire
	15-01-2963	Groupe relève pour personnes aphasiques Laurentides
	15-01-0587	Moisson Laurentides
	15-07-0132	Réseau des femmes des Laurentides
	15-00-4178	Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec
	15-01-0787	Signée femmes - Le centre de femmes
	7	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	--

VOLET	Action communautaire et action bénévole
Région	16 - Montérégie
<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>
16-01-1463	Association des usagers du transport adapté de Longueuil (AUTAL)
16-00-5786	Association des victimes de prêtres et autres religieux
16-00-5517	Association québécoise de la dysphasie, région Montérégie
16-00-5686	Centre de partage communautaire Johannais (C.P.C.J.)
16-00-5686	Centre de partage communautaire Johannais (C.P.C.J.)
16-01-0473	Comité des orphelins et orphelines institutionnalisés de Duplessis
16-01-2009	Comité logement de Valleyfield
16-05-0751	Groupement des associations de personnes handicapées de la rive-sud de Montréal inc.
16-00-5009	Hébergement La CASA Bernard-Hubert
16-01-0728	La boîte à lettres de Longueuil
16-00-4257	La bouffe du carrefour
16-01-2662	La maison du goéland de la Rive-Sud
16-00-4627	Les loisirs thérapeutiques de St-Hubert (1981)
16-01-0818	Maison d'hébergement pour personnes en difficultés de Granby inc.
16-00-5761	Premiers pas Québec
16-01-2235	Société canadienne de la sclérose en plaques, section Granby et régions
16-00-4684	Société de schizophrénie de la Montérégie
16-05-1841	Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de la Montérégie (T.R.O.V.E.P.)
16-01-2394	Trait-D'union montréalais

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	--

VOLET	Action communautaire et action bénévole	
Région	17 - Centre-du-Québec	
	<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>
	17-01-1846	Alpha-Nicolet (Service d'éducation populaire en alphabétisation)
	17-01-1470	Emmanuel, l'amour qui sauve
	17-07-2804	La table de concertation du mouvement des femmes Centre du Québec
	17-01-0938	Partenaires 12-18 / Érable
	17-04-0849	Regroupement des organismes Espace du Québec

5

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	--

VOLET	Initiatives sociales
Région	01 - Bas-Saint-Laurent
<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>

01-06-0479

Corporation de développement communautaire Vallée de la Matapédia

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	--

VOLET	Initiatives sociales
Région	03 - Capitale-Nationale
<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>
03-01-0026	CDÉC de Québec
03-00-5781	Corporation l'Autre Cartier
2	

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	--

VOLET	Initiatives sociales
Région	04 - Mauricie
<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>
04-00-5789	L'accorderie de Trois-Rivières
04-01-0665	Moisson Mauricie / Centre-du-Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	--

VOLET	Initiatives sociales
Région	05 - Estrie
<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>
05-00-5782	<u>Le tremplin 16-30 de Sherbrooke</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP50-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	--

VOLET	Initiatives sociales
Région	06 - Montréal
<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>
06-01-3398	C.A.C.T.U.S. Montréal
06-00-5798	Fondation Lucie et André Chagnon
06-01-0725	Le bureau de consultation-jeunesse inc.
06-01-0814	Maison des familles de LaSalle
06-00-5799	Pied carré, Regroupement des créateurs de St-Viateur Est
06-00-5800	Regroupement en aménagement de parc extension

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	--

VOLET	Initiatives sociales
Région	07 - Outaouais
<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>
07-00-3971	Comité Alpha Papineau

1

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	--

VOLET	Initiatives sociales
Région	10 - Nord-du-Québec
<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>
10-00-4757	L'association des personnes handicapées de Chibougamau A.P.H.C.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	--

VOLET	Initiatives sociales
Région	12 - Chaudière-Appalaches
<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>
12-01-0462	Aide aux travailleurs accidentés, ATA

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	--

VOLET	Initiatives sociales
Région	14 - Lanaudière
<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>
14-01-2212	<u>L'association des personnes handicapées Matawinie APHM inc.</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	--

VOLET	Initiatives sociales
--------------	----------------------

Région	16 - Montérégie
---------------	-----------------

<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>
------------------------------	---------------------------

16-01-1192	Hébergement Maison de la paix inc.
------------	------------------------------------

1

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée pour 2011-2012.
-------	---

Répartition régionale			
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome			
ÉTAT DES DEMANDES INITIALES REFUSÉES PAR VOLET ET PAR RÉGION En date du 29 février 2012			
RÉGIONS	Promotion des droits	Multisectoriel	REPG
01 - Bas-Saint-Laurent	1	0	0
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	5	0	0
03 - Capitale-Nationale	9	0	0
05 - Estrie	1	0	0
06 - Montréal	21	0	0
08 - Abitibi-Témiscamingue	1	0	0
09 - Côte-Nord	1	0	0
12 - Chaudière-Appalaches	1	0	0
13 - Laval	1	0	0
14 - Lanaudière	3	0	0
15 - Laurentides	3	0	0
16 - Montérégie	4	0	0
TOTAL	51	0	0
Total des demandes initiales refusées			51

REPG : Soutien financier à des recherches et des études en lien avec la mise en œuvre de la Politique gouvernementale

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	--

VOLET	Promotion des droits
--------------	----------------------

Région	01 - Bas-Saint-Laurent
---------------	------------------------

<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>
------------------------------	---------------------------

01-00-5265

Comité logement Rivière-du-Loup

1

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	--

VOLET	Promotion des droits
Région	02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean
<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>
02-00-4904	Association québécoise de la défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section robervaloise inc.
02-00-3837	Association québécoise des troubles d'apprentissage AQETA section Saguenay/Lac-Saint-Jean
02-00-5791	Regroupement AQDR Saguenay-Lac-Saint-Jean
02-01-0874	Service budgétaire et communautaire de la MRC Maria Chapdelaine
02-00-4084	Service budgétaire populaire de La Baie et Bas Saguenay

5

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	--

VOLET	Promotion des droits
Région	03 - Capitale-Nationale
<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>
03-00-5499	Association québécoise des retraité(e)s des secteurs public et parapublic
03-00-4428	Collectif pour un Québec sans pauvreté
03-00-4219	Collectif québécois de conscientisation
03-00-5820	G.A.I.N.S. (Groupe d'aide et d'information aux non syndiqués)
03-00-5495	GLBT Québec inc.
03-00-5819	La table de quartier l'engrenage de Saint-Rock
03-05-2157	Le comité d'action des personnes vivant des situations de handicap (CAPVISH)
03-00-5809	Organisation internationale canadienne des droits humains
03-00-5646	Secrétariat des organismes environnementaux du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	--

VOLET	Promotion des droits
Région	05 - Estrie
<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>
05-05-1884	Regroupement des organismes communautaires (ROC) de l'Estrie

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	--

VOLET	Promotion des droits
Région	06 - Montréal
<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>
06-00-5662	Actions des immigrants de l'amérique du Nord
06-00-5655	Alliance communautaire autonome pour la promotion et la défense collective des droits en santé mentale du Québec
06-00-5795	Alliance des femmes handicapées du Québec - AFHQ
06-00-5696	Arc en ciel d'Afrique
06-00-5804	Association des personnes adoptées d'Haïti
06-01-0273	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Montréal-Nord
06-00-5641	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées, AQDR Ahuntsic- St-Laurent
06-01-3785	Centre d'orientation et de prévention d'alcoolisme et de toxicomanie pour les Latino-Américains (COPATLA)
06-00-5814	Centre jeunesse LGBTQ
06-04-0416	Centre québécois du droit de l'environnement (C.Q.D.E.)
06-00-5788	Clinique juridique du mile end
06-00-5444	Coalition jeunesse Montréalaise de lutte à l'homophobie
06-00-4913	Comité chrétien pour les droits humains en Amérique Latine
06-00-5801	Défi-Jeunes Montréal
06-00-5803	Espace féminin arabe (EFA)
06-00-5603	Fondation Rivières
06-00-5815	Jeunesse étudiante chrétienne (JEC)
06-00-5810	La maisonnette de Villeray
06-00-4586	Madame prend congé, Centre de femmes de Pointe St-Charles
06-00-5511	Mouvement pour une démocratie nouvelle
06-00-5776	RAPLIQ (Regroupement des activistes pour l'inclusion au Québec)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	--

VOLET	Promotion des droits
Région	08 - Abitibi-Témiscamingue
<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>
08-01-1847	L'association coopérative d'économie familiale de l'Abitibi-Témiscamingue
	1

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	--

VOLET	Promotion des droits
Région	09 - Côte-Nord
<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>
09-00-5572	Action-Chômage Haute-Côte-Nord

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	--

VOLET	Promotion des droits
Région	12 - Chaudière-Appalaches
<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>
12-00-5652	AQDR (secteur Beauce) inc.

1

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	--

VOLET	Promotion des droits
Région	13 - Laval
<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>
13-00-5727	Comité lavallois en abus violence envers les aînés

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	--

VOLET	Promotion des droits
Région	14 - Lanaudière
<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>
14-00-5812	"AMINATE" Accueil multiethnique et intégration de nouveaux arrivants à Terrebonne et les environs
14-00-5577	Action-Logement Lanaudière
14-01-1933	Comité régional des assistés sociaux de Lanaudière

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	--

VOLET	Promotion des droits
Région	15 - Laurentides
<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>
15-00-4059	Centre d'accès communautaire Claude-Henri Grignon
15-01-2073	Mouvement des personnes d'abord de la Vallée de la Rouge
15-00-5242	Regroupement des usagers du transport adapté des Patriotes

3

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-C

Titre	Dans chacun des volets : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	--

VOLET	Promotion des droits
Région	16 - Montérégie
<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>
16-00-5629	Action logement Pierre-De-Saurel
16-00-5726	Association québécoise des comités des usagers des CRDI-TED
16-05-1871	Regroupement des accidentés de la Montérégie
16-00-5813	Victimaide

4

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP50-C

Titre	Liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée pour 2011-2012.
.	

Répartition régionale									
Fonds québécois d'initiatives sociales									
<table><tr><td colspan="2">ÉTAT DES DEMANDES INITIALES REFUSÉES PAR RÉGION</td></tr><tr><td colspan="2">En date du 29 février 2012</td></tr></table>		ÉTAT DES DEMANDES INITIALES REFUSÉES PAR RÉGION		En date du 29 février 2012					
ÉTAT DES DEMANDES INITIALES REFUSÉES PAR RÉGION									
En date du 29 février 2012									
<table><tr><td>RÉGIONS</td><td></td></tr><tr><td>06 - Montréal</td><td>1</td></tr><tr><td>16 - Montérégie</td><td>2</td></tr><tr><td>TOTAL</td><td>3</td></tr></table>	RÉGIONS		06 - Montréal	1	16 - Montérégie	2	TOTAL	3	
RÉGIONS									
06 - Montréal	1								
16 - Montérégie	2								
TOTAL	3								

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-C

Titre	Liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	---

Région	06 - Montréal
<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>
06-01-2943	Centre de référence du Grand Montréal

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-C

Titre	Liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	---

Région	16 - Montérégie
Numéro de l'organisme	Nom de l'organisme
16-00-5503	Le sommet du millénaire de Montréal
16-01-1558	Parrainage civique Champlain

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP50-C

Titre	Liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée pour 2011-2012.
--------------	--

Répartition régionale	
Programme de soutien financier en appui à la mission globale des Corporations de développement communautaire (CDC) intervenant dans la lutte contre la pauvreté confiés au MESS	
ÉTAT DES DEMANDES INITIALES REFUSÉES PAR RÉGION En date du 29 février 2012	
RÉGIONS	
	0
TOTAL	0

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50-C

Titre	Liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
--------------	---

Région	
<i>Numéro de l'organisme</i>	<i>Nom de l'organisme</i>

0

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Le 15 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP51

Titre

Actions posées et crédits alloués pour donner suite au dépôt de la politique sur l'action communautaire pour 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

1. Contexte

- La politique gouvernementale intitulée *L'action communautaire : une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec*, a été lancée officiellement le 5 septembre 2001.
- Le lancement de la politique a été accompagné d'une annonce de crédits supplémentaires de 51 millions de dollars pour trois ans (2001-2002 à 2003-2004).
- Parmi les engagements du gouvernement inclus dans la politique, soulignons notamment le soutien à l'action bénévole.
- Le Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire a été adopté en août 2004. Il visait à rendre opérationnelles les différentes modalités de la politique et, à terme, à rendre effectif l'objectif de simplification et d'harmonisation des pratiques administratives. À la fin mars 2007, 98 % des activités prévues étaient réalisées, selon le bilan produit.
- Le Cadre de référence en matière d'action communautaire a également été adopté en août 2004; il contient les principales dispositions d'harmonisation des pratiques administratives.
- En 2006-2007, une entente administrative a été conclue entre la ministre responsable de l'action communautaire et chacun des ministères ou organismes gouvernementaux qui soutiennent des organismes communautaires. Ces ententes visaient la réalisation du plan d'action gouvernemental et l'application du cadre de référence.
- Le Comité interministériel de l'action communautaire regroupe vingt ministères et organismes gouvernementaux concernés par le soutien financier aux organismes communautaires.
- L'évaluation de la mise en œuvre de la politique a été réalisée par une équipe de recherche qualitative et participative, sous la coordination de Deena White, de l'Université de Montréal. Le rapport final d'évaluation a été déposé en mars 2008.

2. Les travaux de mise en œuvre de la politique gouvernementale

- Au cours de l'exercice financier 2011-2012, des rencontres du Comité interministériel se sont tenues les 9 juin, 29 septembre, 10 novembre et 8 décembre 2011 ainsi que le 26 janvier et le 29 mars 2012.
- Les membres du Comité interministériel ont contribué aux groupes de travail mis en place par le SACAIS, notamment celui portant sur la reddition de comptes et l'adaptation du cadre de référence, ainsi que le groupe de travail sur le soutien aux projets multisectoriels.
- *L'État de situation du soutien financier gouvernemental en action communautaire*, édition 2010-2011, et le *Portrait du soutien financier gouvernemental versé aux organismes communautaires par ministère et organisme gouvernemental*, ont été rendus publics le 7 mars 2012.
- L'opération annuelle de concentration et de transfert du soutien financier a donné lieu, au 1^{er} avril 2011, au transfert d'un organisme vers un autre ministère d'attache. La presque totalité des organismes communautaires soutenus pour leur mission globale sont rattachés à un ministère en lien avec leur mission.
- Les travaux de concertation entre le Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA) et le SACAIS ont cours depuis l'adoption de la politique gouvernementale. Plusieurs rencontres se sont tenues entre des sous-comités du RQ-ACA et l'équipe du SACAIS, notamment sur les programmes de celui-ci, la défense collective des droits, l'adaptation du cadre de référence et les besoins financiers des groupes communautaires.
- Les résultats de la démarche d'évaluation de la mise en œuvre de la politique gouvernementale ont été pris en considération par le SACAIS et le Comité interministériel, notamment dans l'élaboration du plan de travail 2010-2012 de ce dernier.
- Le Plan de valorisation de l'action bénévole a été annoncé le 22 avril 2009. Cinq mesures sont en cours de réalisation : la promotion de l'attestation de reconnaissance de l'engagement bénévole; la diffusion d'une campagne de promotion auprès de clientèles ciblées; la diffusion du logo de l'action bénévole au Québec, le soutien au Programme de reconnaissance des expériences de bénévolat (PREB) ainsi que le développement de nouveaux outils de recrutement et d'encadrement des bénévoles et le soutien de la formation des gestionnaires et des bénévoles.

3. Les crédits alloués

Du montant total de 51 M\$ alloué pour la mise en œuvre de la politique gouvernementale, un solde de 45 024 \$ a été affecté au soutien financier de recherches et d'études en lien avec celle-ci, dans le cadre du Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole. Les versements ont été effectués en 2009-2010 et 2010-2011. Actuellement, il ne demeure aucun solde de ces crédits.

De plus, il faut rappeler que les sommes additionnelles octroyées aux organismes sous la responsabilité du SACAIS, ont été rendues récurrentes grâce à la contribution du Ministère. Ainsi, le SACAIS a maintenu les engagements de la politique gouvernementale auprès des organismes qu'il soutient.

Le Plan de valorisation de l'action bénévole a bénéficié quant à lui d'un investissement de 1 025 000 \$ pour l'année 2009-2010.

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales – 16 mars 2012

VALIDATION : Direction des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 5 avril 2012

ÉTUDE DE CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP52

Notes, études et analyses d'un nouveau plan d'action relié à la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Ces documents sont confidentiels.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté – 28 février 2011, mise à jour le 4 avril 2012
VALIDATION : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 4 avril 2012

ÉTUDE DE CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP53

Notes, études et analyses en lien avec l'article 20 sur tous les programmes ou initiatives législatives

Exposé et statistiques

Ces documents sont confidentiels.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté – 28 février 2011, mise à jour le 4 avril 2012

VALIDATION : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 4 avril 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 54

Titre

Rapports sur les indicateurs du CEPE

Les documents les plus récents se trouvent à ces adresses sur le site web du CEPE :

http://www.cepe.gouv.qc.ca/publications/pdf/CEPE_Etat_situation_2011.pdf

SOURCE : Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et du suivi de la performance
28 février 2012

VALIDATION : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action
communautaire – 11 avril 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP55

Stratégie nationale en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

État de situation détaillé au sujet des axes et sous-axes du Plan d'action en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Exposé et statistiques

Le Ministère a rendu compte de la première année de la mise en œuvre du *Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale* en déposant le bilan de l'an 1 devant l'Assemblée nationale en juin 2005. Le bilan de l'an 2 a été rendu public à la fin de l'année 2006, celui de l'an 3 en 2007, celui de l'an 4, le 3 novembre 2008 et celui de l'an 5, le 16 février 2010. Le bilan de l'an 6 a été produit dans le cadre du rapport prévu à l'article 60 de la Loi visant à lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, lequel a été rendu public en juin 2011.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté – 28 février 2011, mis à jour le 5 mars 2012

VALIDATION : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 30 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 56 = 46 au MDEIE

Titre Pour chacun des centres locaux d'emploi, indiquer les sommes accordées par le ministère et ventilation de ces sommes (frais immobiliers, masse salariale, équipements, etc. en 2010-2011 et 2011-2012).
--

Exposé et statistiques Question non pertinente à l'étude des crédits.
--

SOURCE : Bureau de la sous-ministre associée, 27 mars 2011
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée, 27 mars 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP57 = 47 au MDEIE

Titre

Pour chacun des centres locaux d'emploi, indiquer le nombre d'employés (permanents et occasionnels en 2010-2011 et 2011-2012.)

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Vous référer à la question 13 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre associée, 27 mars 2012

VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée, 27 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 58 = 48 MDEIE

Titre

Pour chacun des centres locaux d'emploi, indiquer le nombre de dossiers traités et de services rendus dans chacun des types de services offerts (aide en matière d'emploi, aide de dernier recours, aide aux employeurs en matière de main-d'œuvre et de développement des compétences) en 2011-2012.

Exposé de la situation

Aide en matière d'emploi

La donnée disponible la plus adéquate pour référer aux services en matière d'emploi est celle des personnes qui ont initié une participation aux services publics d'emploi (SPE). Ainsi, dans la période du 1^{er} avril 2011 au 20 janvier 2012, on recense 219 985 nouveaux participants aux services publics d'emploi.

Aide de dernier recours

En ce qui a trait aux services d'aide de dernier recours, la donnée disponible la plus adéquate réfère aux demandes d'aide financière de dernier recours.. Ainsi, on dénombre 100 050 nouvelles demandes d'aide financière de dernier recours pour les mois d'avril à décembre 2011.

SOURCE : Direction de la statistique et de l'information de gestion - 3 avril 2012

VALIDATION : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 11 avril 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 59 = 49 au MDEIE

Titre

Pour chacun des centres locaux d'emploi et pour chaque année depuis 2004-2005, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc.).

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre associée, 27 mars 2012

VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée, 27 mars 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 60 = 301 au MESS

Titre

Ventilation des organismes communautaires (avec nom et adresse de ces organismes) qui agissent auprès des personnes handicapées et qui ont obtenu des subventions du Secrétariat à l'action communautaire autonome et du Programme de soutien aux organismes communautaires, pour l'année 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013 par région.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Voir document en annexe.

SOURCE : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire
VALIDATION: Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire

Programme	Région	Organisme	Clientèle	Subventions versées 2011-2012
PDD	01 - Bas-Saint-Laurent	Fédération pour personnes handicapées du K.R.T.B. inc.	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	70 997,00 \$
PDD	01 - Bas-Saint-Laurent	P.L.A.I.D.B.F. Promotion, lutte aide intervention en défense de droits du Bas du Fleuve région 01	Personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale	88 305,00 \$
PDD	01 - Bas-Saint-Laurent	Regroupement des organismes de personnes handicapées du Bas-du-Fleuve (ROPHBF)	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	65 869,00 \$
PDD	02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Groupe de promotion et de défense des droits en santé mentale de la région 02 inc.	Personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale	88 305,00 \$
PDD	02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Groupement des organismes des personnes handicapées du Saguenay	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	65 869,00 \$
PDD	02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Regroupement des usagers du transport adapté et collectif du Saguenay	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	50 750,00 \$
PDD	03 - Capitale-Nationale	Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l'intégration des personnes handicapées	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	135 638,00 \$
PDD	03 - Capitale-Nationale	Auto-Psy (région de Québec)	Personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale	88 305,00 \$
PDD	03 - Capitale-Nationale	Le comité d'action des personnes vivant des situations de handicap (CAPVISH)	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	80 370,00 \$
PDD	03 - Capitale-Nationale	Le mouvement "Personne d'abord" du Québec métropolitain	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	95 381,00 \$
PDD	03 - Capitale-Nationale	Regroupement des organismes de personnes handicapées de la région 03 (ROP 03)	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	96 319,00 \$
PDD	04 - Mauricie	Comité régional de promotion et de sensibilisation en déficience intellectuelle région 04 inc.	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	30 000,00 \$
PDD	04 - Mauricie	Mouvement personne d'abord région Mauricie	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	47 814,00 \$
PDD	04 - Mauricie	Regroupement d'organismes de promotion pour personnes handicapées - région Mauricie	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	96 670,00 \$
PDD	04 - Mauricie	Solidarité régionale d'aide et d'accompagnement pour la défense des droits en santé mentale du Centre-du-Québec/Mauricie	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	88 305,00 \$
PDD	05 - Estrie	Action-Handicap Estrie	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	65 869,00 \$
PDD	05 - Estrie	Association des personnes handicapées de la MRC de Coaticook	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	30 000,00 \$
PDD	05 - Estrie	Association des personnes handicapées visuelles de l'Estrie	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	39 346,00 \$
PDD	05 - Estrie	Conseil des aveugles de Memphrémagog	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	29 364,00 \$
PDD	05 - Estrie	Han-Droits L'association de promotion et de défense des droits des personnes handicapées de la région Memphrémagog	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	42 630,00 \$
PDD	05 - Estrie	Promotion et défense des droits en santé mentale de l'Estrie (PRO-DEF)	Personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale	88 305,00 \$
PDD	05 - Estrie	Promotion Handicap Estrie inc.	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	60 213,00 \$
PDD	05 - Estrie	Regroupement des usagers du transport adapté de Sherbrooke métropolitain	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	60 496,00 \$

RP60. Liste de subventions versées par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales aux personnes handicapées
Exercice 2011-2012

Programme	Région	Organisme	Clientèle	Subventions versées 2011-2012
PDD	06 - Montréal	"Action-Autonomie" Le collectif pour la défense des droits en santé mentale de Montréal	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	88 305,00 \$
PDD	06 - Montréal	Action des femmes handicapées (Montréal)	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	47 630,00 \$
PDD	06 - Montréal	Alliance des regroupements des usagers du transport adapté du Québec (ARUTAQ)	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	79 280,00 \$
PDD	06 - Montréal	Association québécoise des étudiants ayant des incapacités au post-secondaire (AQEIPS)	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	62 558,00 \$
PDD	06 - Montréal	Association québécoise des personnes de petite taille inc.	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	74 738,00 \$
PDD	06 - Montréal	Centre québécois pour la déficience auditive	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	117 363,00 \$
PDD	06 - Montréal	Comité régional des associations pour la déficience intellectuelle (région 06 A)	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	98 111,00 \$
PDD	06 - Montréal	Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec (COPHAN)	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	132 443,00 \$
PDD	06 - Montréal	Ex aequo	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	135 813,00 \$
PDD	06 - Montréal	Fédération québécoise de l'autisme	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	153 908,00 \$
PDD	06 - Montréal	Kéroul	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	100 113,00 \$
PDD	06 - Montréal	La fédération des mouvements personne d'abord du Québec inc.	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	107 725,00 \$
PDD	06 - Montréal	L'association des groupes d'interventions en défense de droits en santé mentale du Québec	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	93 380,00 \$
PDD	06 - Montréal	Les frères et soeurs d'Émile Nelligan	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	60 528,00 \$
PDD	06 - Montréal	Mouvement des personnes d'abord de Montréal	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	57 150,00 \$
PDD	06 - Montréal	Regroupement des aveugles et amblyopes du Montréal métropolitain RAAMM	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	130 620,00 \$
PDD	06 - Montréal	Regroupement des aveugles et amblyopes du Québec (RAAQ)	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	114 365,00 \$
PDD	06 - Montreal	Regroupement des organismes de promotion du Montréal métropolitain	Personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale	98 111,00 \$
PDD	06 - Montréal	Regroupement des usagers du transport adapté et accessible de l'île de Montréal	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	87 004,00 \$
PDD	06 - Montréal	Société logique inc.	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	75 347,00 \$
PDD	07 - Outaouais	Association des personnes handicapées visuelles de l'Outaouais	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	30 000,00 \$
PDD	07 - Outaouais	Droits-Accès de l'Outaouais	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	88 305,00 \$

RP60. Liste de subventions versées par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales aux personnes handicapées
Exercice 2011-2012

Programme	Région	Organisme	Clientèle	Subventions versées 2011-2012
PDD	07 - Outaouais	Regroupement des associations de personnes handicapées de l'Outaouais (R.A.P.H.O.)	Personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale	65 869,00 \$
PDD	08 - Abitibi-Témiscamingue	Association pour personnes handicapées visuelles de l'Abitibi-Témiscamingue	Personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale	30 000,00 \$
PDD	08 - Abitibi-Témiscamingue	R.A.I.D.D. - A.T. Ressource d'aide et d'informations en défense des droits de l'Abitibi-Témiscamingue inc.	Personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale	88 305,00 \$
PDD	08 - Abitibi-Témiscamingue	Regroupement d'associations de personnes handicapées de l'Abitibi-Témiscamingue, R.A.P.H.A.T	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	65 869,00 \$
PDD	09 - Côte-Nord	Groupe Nord côtier de défense des droits en santé mentale	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	88 305,00 \$
PDD	09 - Côte-Nord	Table de concertation des associations de personnes handicapées de la Côte-Nord (La C.A.P.H.)	Personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale	76 738,00 \$
PDD	11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Droits et recours en santé mentale, Gaspésie-Les-Îles	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	100 485,00 \$
PDD	11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Regroupement des associations des personnes handicapées de la Gaspésie (Îles-de-la-Madeleine)	Personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale	68 914,00 \$
PDD	12 - Chaudière-Appalaches	L'A-Droit de Chaudière-Appalaches	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	88 305,00 \$
PDD	12 - Chaudière-Appalaches	Regroupement des associations de personnes handicapées région Chaudière-Appalaches	Personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale	65 869,00 \$
PDD	13 - Laval	ALTA (Association lavalloise pour le transport adapté) inc.	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	83 529,00 \$
PDD	13 - Laval	L'en-droit de Laval	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	88 305,00 \$
PDD	13 - Laval	Regroupement des organismes de promotion de personnes handicapées de Laval (ROPPL)	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	86 886,00 \$
PDD	14 - Lanaudière	Association des personnes handicapées visuelles du sud de Lanaudière	Personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale	47 954,00 \$
PDD	14 - Lanaudière	Le mouvement des personnes d'abord de Joliette	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	50 081,00 \$
PDD	14 - Lanaudière	Pleins droits de Lanaudière inc.	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	88 305,00 \$
PDD	14 - Lanaudière	Regroupement des usagers de transport adapté de Lanaudière	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	48 517,00 \$
PDD	14 - Lanaudière	Table de concertation régionale des associations de personnes handicapées de Lanaudière	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	106 193,00 \$
PDD	15 - Laurentides	Droits et recours Laurentides inc.	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	88 305,00 \$
PDD	15 - Laurentides	Mouvement des personnes d'abord de Lachute	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	30 000,00 \$
PDD	15 - Laurentides	Mouvement personne d'abord de Sainte-Thérèse	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	40 600,00 \$
PDD	15 - Laurentides	Mouvement personne d'abord de Saint-Eustache	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	40 600,00 \$
PDD	15 - Laurentides	Mouvement personne d'abord de Ste-Agathe-des-Monts	Personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale	34 884,00 \$

RP60. Liste de subventions versées par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales aux personnes handicapées
Exercice 2011-2012

Programme	Région	Organisme	Clientèle	Subventions versées 2011-2012
PDD	15 - Laurentides	Mouvement personne d'abord de St-Jérôme et ses environs	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	30 000,00 \$
PDD	15 - Laurentides	Regroupement des usagers du transport adapté et collectif de la MRC Rivière-du-Nord (RUTAC MRC RDN)	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	30 000,00 \$
PDD	15 - Laurentides	Regroupement pour la concertation des personnes handicapées des Laurentides	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	76 019,00 \$
PDD	16 - Montérégie	Association des usagers du transport adapté de Longueuil (AUTAL)	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	69 810,00 \$
PDD	16 - Montérégie	Collectif de défense des droits de la Montérégie	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	88 305,00 \$
PDD	16 - Montérégie	Dynamique des handicapés de Granby et région inc.	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	42 630,00 \$
PDD	16 - Montérégie	Groupement des associations de personnes handicapées de la rive-sud de Montréal inc.	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	97 875,00 \$
PDD	16 - Montérégie	Groupement des associations de personnes handicapées du Richelieu-Yamaska	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	67 446,00 \$
PDD	16 - Montérégie	Regroupement des usagers du transport adapté de Châteauguay (RUTAC)	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	30 000,00 \$
PDD	16 - Montérégie	Regroupement des usagers du transport adapté et collectif du Haut-Richelieu	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	47 705,00 \$
PDD	16 - Montérégie	Regroupement maskoutain des utilisateurs du transport adapté	Personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale	50 750,00 \$
PDD	17 - Centre-du-Québec	Mouvement des personnes d'abord de Drummondville	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	50 750,00 \$
PDD	17 - Centre-du-Québec	Regroupement d'organismes de personnes handicapées du Centre-du-Québec (région 17)		65 869,00 \$
TOTAL VOILET PROMOTION DES DROITS				5 957 894,00 \$
PSISC	04 - Mauricie	Regroupement d'organismes de promotion pour personnes handicapées - région Mauricie	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	22 500,00 \$
PSISC	06 - Montréal	Action des femmes handicapées (Montréal)	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	2 598,40 \$
PSISC	06 - Montréal	Association québécoise des étudiants ayant des incapacités au post-secondaire (AQEIPS)	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	1 000,00 \$
PSISC	06 - Montréal	La fédération des mouvements personne d'abord du Québec inc.	Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	3 200,00 \$
TOTAL Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires				29 298,40 \$

Programmes:

PDD : Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole, volet Promotion des droits

PSISC: Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires